LA VIE
INTELLECTUELLE

V. I. : Noël et l'unité.
M.-J. LE GUILLOU : Œcuménisme et mission.
E. BORNE : L'unité en question.
R. RÉMOND : Le conflit et la guerre devant l'histoire.
K. AXELOS : L'Art byzantin.
J. STEINMANN : La Jérusalem et l'Ancien Testament.

LES SIGNES DU TEMPS

Du côté de la droite classique.
La Nouvelle Gauche.
Affaire.
Les partisans contre la présence française.
Conjoncture de la coexistence.
Bilan européen.
Les jeunes Allemands n'ont pas envie d'être soldats.
Rupture chez les républicains.
Du nouveau à Moscou ?
Revirement en Hongrie.
Incertitudes italiennes.
Kurdes et communisme dans le Proche-Orient.
Nasser l'Égyptien et Kémal le Turc.
Le Brésil cherche sa voie.
Politique du logement et rentabilité de la construction.
Azimuts.
Robert Montagne.

ARTS. LETTRES. THEATRE
DOCUMENT : L'Abbé Paul Couturier.

KATHOLIEKE THEOLOGISCHE FACULTEIT
LIBRARY

E MENSUELLE
NVIER 1955

ÉDITIONS DU CERF_PARIS

V. 23.1
1955

SOMMAIRE

V. I.	: **Noël et l'unité**	1
M.-J. LE GUILLOU	: **Œcuménisme et mission**	6
É. BORNE	: **L'unité en question**	20
R. RÉMOND	: **Le conflit et la guerre devant l'histoire**	33
K. AXELOS	: **L'Art byzantin**	49
J. STEINMANN	: **La Jérusalem et l'Ancien Testament**	55

LES SIGNES DU TEMPS

LA DROITE, LA GAUCHE ET LE MILIEU

Du côté de la droite classique (E. Borne) 66
La Nouvelle Gauche (J. Nantet) 73
Affaire (H. Muller) 76
Les partisans contre la présence française (P.-A. Martel) 79
Conjoncture de la coexistence (J. Schwoebel) 81
Bilan européen (A. Frisch) 86
Les jeunes Allemands n'ont pas envie d'être soldats (A. P. Grégoire) 89
Rupture chez les républicains (A. Viatte) 94
Du nouveau à Moscou ? (J. Rounault) 96
Revirement en Hongrie (F. Fejtö) 100
Incertitudes italiennes (R. Nouat) 106
Kurdes et communisme dans le Proche-Orient (P. Rondot) .. 109
Nasser l'Égyptien et Kemal le Turc (J. Nantet) 112
Le Brésil cherche sa voie (L. Buquet) 114
Politique du logement et rentabilité de la construction (R. Parès) 117
Azimuts : Histoire et unité (A.-Z. Serrand) 119

PORTRAIT

Robert Montagne (P. Rondot) 126

CHRONIQUES

L'art dans l'évolution de l'humanité (R. Vrinat) 130
Romans (M. Chavardès) 133
Les écrivains étatsuniens et nous (G. Venaissin) 138
Théâtre (H. Gouhier) 140

DOCUMENT

L'abbé Paul Couturier (G. Curtis) 145

La Vie Intellectuelle

VINGT-SIXIÈME ANNÉE. — JANVIER 1955

Pour un Noël de l'unité humaine

QUI *songerait qu'Arthur Rimbaud a pu être d'aventure un beau poète de Noël? comment ne pas reconnaître un soupçon de la grâce de Noël dans ces quelques versets d'une* Saison en Enfer, *au long desquels la psalmodie d'une lassitude et d'une interrogation humaines, trop humaines se métamorphosent à la fin en un chant triomphal, débordant d'une mystérieuse espérance?*

Du même désert, à la même nuit, toujours mes yeux las se réveillent à l'étoile d'argent, toujours sans que s'émeuvent les rois de la vie, les trois mages, le cœur, l'âme et l'esprit. Quand irons-nous, par delà les grèves et les monts, saluer la naissance du travail nouveau, la sagesse nouvelle, la fuite des tyrans et des démons, la fin de la superstition, adorer — les premiers? — Noël sur la terre.

Poésie est ambiguïté, et il faut toujours s'attendre à ce que le poème religieux le plus inspiré contredise et confirme à la fois la vérité théologique. Dans le poème

dont on vient de se ressouvenir, l'espoir humain et l'es
pérance proprement divine paraissent se confondre e
constituer un mélange assez impur. A entendre avec mal
veillance cette prophétie d'une humanité délivrée d
toutes ses aliénations, on y dénoncerait vite cette viv
démangeaison qu'ont souvent les modernes de projete
dans un avenir lointain et incertain un Noël de réconci
liation universelle, réalisant dans le temps et sur la terr
l'unité des hommes, alors que le véritable Noël chrétie
est derrière nous et que le mystère d'un Dieu incarné divi
nisant substantiellement l'homme sans aucune concessio
à l'apparence sensible est autrement prodigieux que l
merveille douteuse d'une humanité politiquement e
socialement réconciliée. Mais la grande poésie n'est pa
incapable de faire pencher l'équivoque du symbole tantô
du côté de l'illusion, tantôt du côté de la vérité et l
poème de Rimbaud pourrait aussi bien s'interprété
eschatologiquement et signifier l'épiphanie à la fin de
temps de ces cieux nouveaux et de cette terre nouvell
dont Noël apporte en effet à la foi l'invincible certitude

Penser surnaturellement Noël est un devoir impossibl
à adoucir ou à assouplir. Et cependant cette nécessair
purification risque d'être aussi ambiguë que la complai
sante et impure beauté poétique. Car Noël a en outr
et deuxièmement une signification humaine, et il ne fau
pas lâcher cet autre bout de la chaîne.

Un surnaturalisme trop abrupt sous prétexte d'ex
gence absolue risque de tendre la foi jusqu'à la rompr
et de faire douter de Noël. Avancer que Noël n'a qu'u
sens mystique, transcendant, eschatologique, mais inv
sible et insensible à un regard seulement humain, n'est
ce prendre aisément son parti d'un échec temporel d
Noël ou même prendre parti contre l'espoir humain a

nom d'une espérance surnaturelle? Noël, en effet, annonçait que le ciel avait visité la terre, et la terre en paraît bien peu transformée; il suffit de prendre à rebours l'intuition lyrique de Rimbaud pour obtenir la triste prose de la commune expérience humaine : le travail qui reste servitude, la sagesse qui chez les plus doués est folie du désespoir ou folie de l'orgueil, le pouvoir de l'homme sur l'homme qui se révèle tyrannique et qui use parfois de prestiges ou de pressions démoniaques, la superstition qui paralyse, travestit ou corrompt même les religions de l'esprit et du cœur. Puisque le Noël chrétien a eu si peu d'efficacité sur l'histoire réelle, pourquoi les hommes ne chercheraient-ils pas par la force révolutionnaire d'une sagesse neuve à abolir l'esclavage des labeurs anciens et à mettre en fuite tyrannies et superstitions? Si bien que les versets de Rimbaud, délivrés de leur apparence religieuse, pourraient prendre l'éclat d'une révolte prométhéenne.

Une interprétation seulement surnaturaliste et une interprétation exclusivement naturelle s'entretiennent ainsi l'une l'autre dans leur contradiction mutuelle et elles s'accordent à mutiler Noël. Il faut non pas choisir ou trancher, mais prendre ensemble l'endroit mystique et on oserait dire l'envers politique de Noël. La prétendue contradiction est contrariété entre deux pôles dont il importe d'assumer la tension.

Avec Noël commence une grâce de rédemption très secrète dont l'Église sera comme le Christ l'instrument et la fin, grâce qui ne cesse de guérir et de vivifier le cœur des hommes jusqu'à l'accomplissement des temps : par l'abaissement inouï et proprement terrifiant du Fils de Dieu qui a visité nos abîmes, l'humanité

est mystérieusement, en dépit de ses souillures, rendue agréable à Dieu en vertu de l'Incarnation du Christ. Cette œuvre se poursuit sans relâche, au fond, malgré le tumulte que mènent à la surface les tyrannies et les superstitions. L'unité des hommes de bonne volonté se trouve toujours réalisée par la charité du Christ même s'ils ne se reconnaissent pas comme frères selon le monde et s'ils sont engagés les uns contre les autres dans les oppositions et les divisions de l'histoire.

Mais Noël introduit en même temps dans le monde une exigence d'unité et de fraternité dont nul ne saurait récuser le sens humain, terrestre, politique enfin pour déployer ce beau mot dans toute son ampleur. Qui ne travaille pas jour après jour dans les chantiers visibles de l'histoire à faire de l'unité et de l'amitié humaines ne peut se dire chrétien sans mentir. Aujourd'hui la chrétienté coïncide en gros avec la part d'humanité qui est la plus rassasiée de nourritures, la plus vêtue de culture, tandis que d'immenses multitudes, la majorité du genre humain, ressentent comme une injustice cette inégalité criante qui est, étendue aux dimensions de la planète, la forme la plus visible et la plus insupportable du désordre établi. Il y a là une rupture d'unité, une interruption de fraternité contre lesquelles la lutte, par tous les moyens même et surtout politiques, est un devoir véritablement sacré. Un chrétien d'Occident ne peut fêter Noël qu'avec crainte et tremblement s'il pense à la grande passion que souffre la justice du fait des privilèges des siens et de la misère des autres. Et cette angoisse doit être génératrice d'action.

Il n'est nullement assuré qu'une telle action — qui est à inventer par le courage et l'intelligence des hommes — puisse aboutir à un succès décisif. Rien ne

démontre que l'unité et la fraternité prendront un jour dans l'histoire une figure visible. La possibilité du meilleur n'est pas plus fatale que la possibilité du pire, et aucune autorité ne peut chiffrer d'avance et pour tous les doses d'optimisme et de pessimisme qui sont nécessaires à l'équilibre d'une philosophie de l'histoire et à la santé d'un engagement. Mais l'exigence est absolue de travailler à l'unité humaine par la fraternité et ce devoir social et politique ne serait pas entamé d'un pouce même si par impossible les tyrannies et les superstitions devaient redoubler de fureurs et de grimaces jusqu'à la fin des temps.

Le poème de Rimbaud prend alors un double sens. Il est vrai que dès Noël et par la grâce de Noël tout est renouvelé, nos sagesses et nos labeurs, que toute tyrannie est rejetée et toute superstition abolie. Le royaume de Dieu est déjà venu. Tel est « le chant des cieux », pour citer encore Rimbaud.

Il est vrai aussi que les vieux labeurs serviles, les anciennes sagesses, les tyrannies et les superstitions, toujours entamées et contestées, jamais bien vaincues occupent le devant de la scène et contribuent à faire l'histoire en défiant Noël. D'où l'aspiration des peuples à une libération; d'où la nécessité d'une lutte temporelle ou plutôt politique, pour parler comme tout le monde; d'où la valeur dans l'histoire et pour l'homme des grands impératifs d'unité et de fraternité. Telle est « la marche des peuples ». C'est aussi un mot de Rimbaud.

V. I.

ŒCUMÉNISME ET MISSIONS

La mission : réalité dont les catholiques mesurent mieux le sens jusque dans leur propre pays. Missionnaire, l'Église l'est par nature : il n'est que de penser à l'immense travail missionnaire accompli depuis le XVI^e^ siècle et spécialement à travers tout le XIX^e^ siècle. Peut-être cependant, à la faveur des mouvements d'Action catholique, des renouveaux biblique et liturgique, qui s'originent eux-mêmes à cet effort missionnaire, les catholiques découvrent-ils avec une vigueur nouvelle que la proclamation du message chrétien dans sa virulence, dans sa puissance de choc *en vue de la conversion,* apparaît comme la tâche absolument primordiale de l'Église, celle qui donne son sens à toutes les autres tâches de construction du Corps du Christ.

A la faveur de cette prise de conscience, les grandes perspectives bibliques redeviennent familières aux catholiques et tout récemment encore un communiqué de l'Assemblée des cardinaux et archevêques, sur la propagande des sectes religieuses, déclarait : « Pour lutter contre des erreurs qui sapent, non seulement les fondements de la foi, mais aussi les principes élémentaires de la vie sociale, il convient de donner aux âmes un aliment digne des besoins religieux dont elles sont travaillées, en leur faisant connaître amplement la vérité évangélique. Il convient également d'accentuer, dans les manifestations de la vie catholique, l'esprit de foi et de prière, ainsi que le sens authentique du surnaturel. L'Assemblée des cardinaux et archevêques trouve là une occasion nouvelle et une raison supplémentaire d'encourager les efforts d'une liturgie vivante — de la diffusion

du texte de la Bible — et d'une saine initiation aux Saintes Écritures faite par des maîtres qualifiés selon les règles d'interprétation de l'Église. »

L'éveil du sens missionnaire est allé de pair avec un éveil à la cause de l'unité chrétienne : ce qui est parfaitement compréhensible si l'on réfléchit que le problème de l'unité n'est autre que celui de l'Église. Rares sont cependant ceux qui ont pris une conscience suffisamment réfléchie de la connexion structurale qu'il y a entre le problème missionnaire et le problème de l'unité chrétienne.

Le développement œcuménique peut être pour nous, catholiques, l'occasion de prendre conscience de la liaison intime de ces deux problèmes, aspects complémentaires d'une unique visée : rassembler en un les enfants de Dieu qui sont dispersés. Certes les comptes rendus de la conférence d'Evanston n'ont guère mis l'accent sur cette question : c'est là peut-être cependant le problème crucial du mouvement œcuménique, celui dont dépend tout son avenir, et c'est sans doute aussi la question la plus profonde que le mouvement œcuménique pose à l'Église. Il vaut la peine d'y réfléchir. Une remarque préliminaire s'impose cependant : L'usage des mots « mission » et « évangélisation » ne paraît pas être tout à fait le même dans les milieux catholiques et chez les protestants. C'est sur le mot « mission » que semble s'opérer chez les catholiques l'identification progressive des deux tâches jusque-là considérées comme assez distinctes selon qu'elles ont pour objet un milieu lointain qui n'a pas encore entendu l'annonce de l'Évangile et un milieu proche qui en a perdu le sens ou la connaissance. A l'intérieur de la mission, le terme « d'évangélisation » sert à désigner la première phase

de la proclamation du message chrétien, l'annonce *globale* de l'Évangile, qui met en œuvre les attributs dynamiques de la Parole de Dieu : parole de jugement et de mise en demeure, parole de puissance et de fécondité[1]. Chez les protestants et en milieu œcuménique c'est le mot « évangélisation » qui tend à assumer désormais ces deux objectifs dans la prise de conscience progressive de leur identité profonde.

Nous avons déjà signalé dans cette Revue[2] que, dans le monde protestant, le mouvement missionnaire était à l'origine du mouvement œcuménique. Le résultat d'une expansion missionnaire des Églises protestantes, qui s'est développée tout au long du XIX^e^ siècle dans le cadre d'Églises séparées, a été la projection dans le champ de mission de toutes les divisions chrétiennes ; celles-ci ont alors révélé de façon plus nette et plus tragique leur vrai visage : elles sont l'obstacle majeur à l'évangélisation du monde. La profondeur du mal a suscité ce qui peut-être, un jour, apportera le remède : le mouvement œcuménique. C'est, on le sait, à la conférence missionnaire mondiale d'Edimbourg de 1910, terme d'un long effort de reconcentration missionnaire, que se découvrit la nécessité d'un organisme permanent qui grouperait les forces missionnaires dispersées à travers le monde et coordonnerait tous leurs efforts pour une active coopération dans le domaine de l'évangélisation. Ce Conseil International des Missions — que l'on peut considérer en fait comme le premier organisme d'intention œcuménique — ne verra le jour qu'en 1921. C'est

1. Cf. l'article du R. P. Liégé, *Évangélisation*, dans *Catholicisme*.

2. *La Vie Intellectuelle* : Situation de l'Œcuménisme, janvier 1954.

cette même conférence qui provoqua la naissance du mouvement *Foi et Constitution,* et ses promoteurs — John Mott et Joseph H. Oldham — étaient très liés avec Nathan Söderblom qui sera l'initiateur du mouvement de *Vie et Action.*

Dès l'origine l'idée missionnaire est, on le voit, profondément liée à l'idée œcuménique : elle ne cessera jamais désormais de l'être, et son influence sur le développement du mouvement œcuménique se fait et se fera chaque jour plus grande. Comme le remarquait Hogg : « La relation entre le Conseil International des Missions et le mouvement œcuménique n'est pas seulement une relation d'origine historique, mais une relation d'alliance permanente et d'interdépendance. »

Tout au long du développement du mouvement œcuménique, le Conseil International des Missions a joué un rôle important. Quand se fit jour l'idée d'une fusion des deux mouvements, Oldham eut encore l'initiative des propositions concrètes qui aboutirent à la naissance du Conseil œcuménique des Églises. Les dirigeants du Conseil International des Missions ont eu, semble-t-il, et c'est tout à leur honneur, une conscience très vive du caractère transitoire de leur organisme, en raison même de sa composition (il comprend les sociétés missionnaires et les jeunes Églises — c'est-à-dire celles qui sont nées de l'activité missionnaire — mais non les vieilles Églises), en raison plus encore de la liaison structurale plus ou moins explicitement perçue de la mission et du problème de l'unité. Aussi bien, de nos jours, le mouvement œcuménique tend-il de toutes ses forces à l'intégration harmonieuse du Conseil International des Missions au sein du Conseil œcuménique : sans doute semblable intégration n'est-elle pas réalisable immédiate-

ment, mais le Conseil œcuménique entend créer le climat qui rendra possible, quand le moment sera venu, cette intégration. L'intégration du Conseil des Missions dans le Conseil œcuménique consacrera la liaison structurale de l'Église et de la mission, ainsi d'ailleurs que la reconnaissance des jeunes Églises dans la plénitude de leurs droits. Le mouvement œcuménique retrouve ainsi de façon toujours plus profonde l'inspiration qui lui a donné naissance. Essayons d'en prendre une conscience plus profonde.

Un fait frappe le lecteur des enquêtes préparatoires à Evanston et ce fait apparaît encore davantage après la conférence : l'importance accordée à la mission de l'Église et à la prise de conscience du lien de cette mission avec l'unité.

La première phrase de la préface commune à toutes les enquêtes éveille l'attention et oriente le lecteur : « *Les mouvements œcuménique et missionnaire trouvent leur point de rencontre dans la conviction que c'est la totalité de l'Église qui est appelée à annoncer la totalité de l'Évangile à la totalité du monde.* » A cette lumière, l'inventaire réalisé par les différentes enquêtes tant sur le plan de l'évangélisation, de *Foi et Constitution,* que sur le plan des questions internationales, sociales ou raciales, prend tout son sens : « Nous recommençons à inventorier toutes les ressources qui devraient permettre à l'Église d'évangéliser le monde, avant que ne passe la génération présente. »

La première phrase du rapport sur l'évangélisation est plus explicite encore : « *L'évangélisation est le thème œcuménique par excellence.* L'un des traits caractéristiques de la période qui nous intéresse, c'est la place de plus en plus grande que prend l'évangélisation dans

l'actualité œcuménique. *L'engagement solennel pris à Amsterdam en 1948 : « Nous sommes décidés à demeurer ensemble », fait ses preuves quand les Églises tentent de cheminer ensemble pour accomplir la tâche qui leur est échue : placer le monde entier — l'*Oikoumenê — *devant l'Évangile du Royaume* (Mat., 24, 14). »

Aussi parle-t-on désormais de la mission *et* de l'unité de l'Église, dans une formule en passe de devenir classique. Et quiconque sait combien les changements de noms ou les contenus nouveaux donnés à certains mots sont significatifs, remarquera le sens nouveau du mot *œcuménique* : il importe, dit-on, « que le vrai sens du mot « œcuménique » soit de qualifier tout ce qui se rapporte à la tâche de toute l'Église apportant l'Évangile à la terre entière », de sorte qu'il recouvre aussi bien le mouvement missionnaire que le mouvement œcuménique; ce qui revient à affirmer, comme le note le rapport, que, « sans unité, la mission de l'Église échouera forcément ».

L'ensemble des travaux de la conférence d'Evanston vise nettement à créer ce climat : le thème central semble d'ailleurs avoir été choisi à dessein dans ce but. Ne s'agissait-il pas, avant tout, dans un message pour l'évangélisation, de placer le monde devant l'Évangile du Royaume, de témoigner, selon le mot de saint Paul, de « la confession de l'espérance ». « Dieu appelle aujourd'hui l'Église de Jésus-Christ à parler d'espoir sans tergiverser. Jésus-Christ est notre espérance. En toute humilité et en toute hardiesse, nous sommes tenus d'annoncer la Bonne Nouvelle de l'espoir qui nous est donné en lui. » « Témoigner devant le monde de l'espérance du monde, telle est la raison même de l'existence de l'Église. »

La structure même du rapport est particulièrement significative : il parle en effet du Christ, puis de l'Église, « peuple qu'il a suscité pour être le messager de cette espérance, le signe et le témoignage des puissants actes de Dieu, l'instrument de son œuvre et le champ où sa gloire doit être révélée ». Dans le chapitre sur l'Église, après avoir rappelé qu'elle est le peuple de Dieu, voyageur sur la terre, responsable aussi du monde pour lequel le Christ est mort, on traite de la mission de l'Église et, en liaison avec cette mission, de l'unité de l'Église.

« La fonction de l'Église est d'être à la fois l'instrument des desseins de Dieu dans l'histoire et la première réalisation de son royaume sur la terre... En tant qu'instrument et prémices du règne de Dieu sur la terre, l'Église est *une* de par sa nature même. Où le Christ, l'Unique, est à l'œuvre, où le témoignage apostolique lui est fidèlement rendu par la Parole et le Sacrement, là est l'Église *une*. » Le thème central apparaît ainsi, comme le notait le secrétaire général du Mouvement œcuménique, comme un sujet créateur d'inspiration et d'unité. « Notre thème nous appelle à regarder, au-delà des Églises historiques, vers le but de l'espérance, le Royaume de Dieu. Prendre au sérieux ce Royaume signifie prendre au sérieux la mission de l'Église dans le monde et pour lui : cette mission qui est d'apporter l'Évangile à tout être humain et d'annoncer le Royaume par des actes de justice et d'amour. Ainsi notre thème central dévoile les vastes horizons du dessein universel de Dieu et nous élève jusqu'à un plan où nos divisions semblent moins irréductibles. » Certes des désaccords se sont manifestés au cours de la conférence d'Evanston, mais ils ont laissé intactes ces grandes perspectives

essentielles à l'avenir du Mouvement œcuménique. Si ces désaccords peuvent, peut-être, dans une certaine mesure, freiner la marche en avant, ils ne la mettent en question d'aucune façon.

Nous avons déjà cité quelques textes parfaitement explicites de l'enquête relative à l'évangélisation. Nous ne pouvons cependant omettre de signaler que les notions de mission et d'évangélisation tendent à être désormais pensées comme équivalentes. « La conférence internationale des Missions tenue à Willigen (Allemagne) au cours de l'été 1952, souligna la conviction de plus en plus manifeste dans la pensée œcuménique : le temps où l'on séparait « mission » et « évangélisation » est — ou devrait être — révolu. D'où la tentative de cette enquête de mettre l'œuvre missionnaire de l'Église, en tant qu'activité spécialisée, sur le même plan que l'évangélisation. L'union ou la réunion des concepts de « mission » et d' « évangélisation » devrait être le signe d'un pas en avant dans les conversations œcuméniques. » N'est-ce pas affirmer la prise de conscience de l'unité de la mission de l'Église qui joue tant sur le plan géographique (mission au sens ancien) que sur le plan sociologique? Notre texte continue d'ailleurs : « Des rapports venant des diverses parties du globe montrent une prise de conscience toujours plus croissante du fait que les Églises ne parviendront à l'unité que par leur commune mission dans le monde. Le devoir missionnaire de l'Église, voilà la vraie interprétation posée par *Foi et Constitution.* »

Ainsi le problème missionnaire apparaît au cœur même de *Foi et Constitution* qui comprend désormais une commission consacrée au prosélytisme et à l'évangélisation. Ce n'est pas tout : cette grande perspective

missionnaire éclaire les rapports relatifs aux questions internationales, raciales ou ethniques. Le docteur Visser 't Hooft écrivait : « Notre thème central peut, en outre, nous donner l'orientation nécessaire pour les sujets de nos sections. Lorsque nous voyons clairement que l'Église est, comme le dit la Commission consultative, « l'instrument du dessein de Dieu dans l'histoire, de même que la première réalisation de la vie de son Royaume sur la terre », nos yeux s'ouvrent sur une nouvelle perspective de l'unité de l'Église, de sa tâche missionnaire, de la vocation de ses membres, de sa mission dans le domaine de l'ordre social, racial et international[3] ».

On perçoit par ces quelques citations le climat qui est en train de se développer. Sans doute est-ce là encore une visée lointaine, mais dont l'ampleur n'échappe à personne : comme le remarquait C.W. Ranson, si l'Église voulait prendre ce travail en main avec audace, elle pourrait « doter le mouvement œcuménique d'une entreprise d'avant-garde, qui serait pour tout le mouvement œcuménique ce que les sociétés missionnaires ont accompli pour leurs Églises séparées au siècle dernier ». Il semble qu'on s'oriente vers une sorte de pool des missions, les diverses Églises se répartissant les pays de mission. Actuellement cette entreprise semble encore un peu utopique : le problème du prosélytisme demeure brûlant dans tout le problème de l'évangélisation. Le prosélytisme désigne l'effort systématique, par des moyens souvent douteux, pour gagner à une Église particulière tel ou tel membre d'une autre confession. Mais à y regarder de près, il semble

3. W. A. Visser 't Hooft, *Introduction à l'assemblée d'Evanston*. Texte français dans *Foi et Vie*, novembre-décembre 1954.

que le problème du prosélytisme tient au fait même de la division. M. Philippe Maury a fort bien dit : « C'est le fait de la coexistence d'Églises séparées qui a fait naître le problème : dans notre effort de témoignage, d'évangélisation, comment nous comporterons-nous à l'égard des membres d'autres Églises que la nôtre? Notre tâche consistera-t-elle à les considérer comme des hommes encore plongés dans l'incrédulité et que nous nous efforçons de gagner à *notre* Église, condamnant ainsi, rejetant du corps du Christ toute autre Église que la nôtre? Ou bien à leur annoncer l'Évangile comme nous l'annonçons toujours à nouveau les uns aux autres dans le sein de la même Église, nous réfugiant ainsi dans un relativisme complet pour lequel toute Église a une part de vérité, et pour lequel, en dernier ressort, peu importe à *quelle* Église on appartient? Ou bien encore considérons-nous que notre tâche de témoignage est limitée aux laïcs d'une part, aux membres de notre Église d'autre part, démentant ainsi l'universalité du mandat reçu de Jésus-Christ, *d'enseigner toutes les nations*[4] ? » On mesure mieux ainsi combien le problème est urgent, et combien la solution ne peut se trouver que dans la perspective de l'unité chrétienne.

Ainsi c'est le problème missionnaire qui par son dynamisme même, par son prophétisme, amènera les Églises à l'unité : « La nouvelle direction d'esprit touchant l'idée de la mission et de l'unité de l'Église prépare la voie à cette force qui fera sentir ses effets dans les relation des Églises entre elles. » L'évolution future du Conseil œcuménique des Églises est là tout entière en

4. Maury, secrétaire général de la Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants, *Le prosélytisme*, dans *Pax Romana*, octobre 1954, pp. 5-6.

germe : quels que soient les obstacles — et ils sont nombreux, et à première vue peut-être insurmontables, — elle se réalisera et il n'est pas impossible qu'elle se fasse sur un rythme comparable à celui qu'a connu le mouvement œcuménique dans la première moitié du XX[e] siècle.

« On peut se demander à juste titre si « l'association » entre le mouvement missionnaire (tel qu'il est organisé dans le Conseil International des Missions) et le mouvement pour l'unité (tel qu'il est organisé dans le Conseil œcuménique des Églises), démontre de façon assez probante la corrélation essentielle entre ces deux vocations de l'Église. Dans les pays de jeunes Églises en particulier, les chrétiens insistent sur la nécessité de la réunion de ces deux organismes. Convaincus, en effet, de vivre « à la fin de l'ère missionnaire », et désireux de corriger certaines distinctions périmées, comme celles qui existaient, par exemple, entre les Églises « qui envoient » et celles « qui reçoivent », ils attendent impatiemment *un mouvement œcuménique pleinement intégré. Il sera le symbole évident de la participation de l'Église entière à sa mission dans le monde*[5]. »

A Evanston, des liaisons plus profondes ont été réalisées entre le Conseil œcuménique et le Conseil International des Missions : nous pensons que la visée dernière est un mouvement œcuménique pleinement intégré, c'est-à-dire un mouvement où le Conseil International des Missions aura un rôle de premier plan, en raison même de l'extension et de la complexité de ses activités.

L'Église catholique ne peut rester indifférente devant un tel problème : n'est-elle pas la grande Église mis-

5. *Enquête préparatoire sur l'Évangélisation.*

ionnaire ? Nos frères protestants le reconnaissent d'ail-eurs sans peine. Et sans doute est-ce une lacune de l'en-uête du Conseil œcuménique des Églises, de faire trop acilement abstraction de l'immense effort missionnaire e l'Église catholique. Il est vrai que cette présence pparaît ici ou là en filigrane, apportant même certaines idées inspiratrices.

Il n'en est pas moins vrai que cette union intime du roblème œcuménique et du problème missionnaire ans le mouvement œcuménique doit être, pour nous atholiques, une invitation à la réflexion. Que la pers-ective d'une Église évangélisatrice par tout elle-même, ussi bien dans l'annonce du message chrétien le plus uthentiquement religieux que dans l'influence indirecte u'elle exerce sur tous les secteurs de la vie du monde, pparaisse au premier plan de l'actualité œcuménique, est là chez nos frères séparés, un progrès dont nous evons nous réjouir. Que le mystère chrétien dans toute on amplitude domine de plus en plus profondément vie des Églises séparées en les aidant à mieux per-evoir l'intime connexion du mystère de l'unité et de évangélisation, c'est là un fait dont nous devons ren-e grâces au Seigneur.

Avec magnanimité les catholiques doivent faire fond ur l'aspiration objective qui travaille la chrétienté non omaine : ils sauront que bien souvent cet appel ne ouvera pas les formules adéquates pour s'exprimer ils se doivent d'être attentifs à cet appel objectif ui transcende toutes les formulations. Un authentique alogue n'est possible qu'à ce prix. Ils éviteront ainsi s réactions de la peur qui ne mènent jamais qu'à des écisions malencontreuses; certes nous pouvons nous ouver, dans un avenir peut-être relativement rappro-

ché, affrontés à un immense effort missionnaire prote
tant, qui aura su regrouper toutes ses forces et par le fa
même les décupler. Mais cette perspective — à suppos
qu'elle se réalise — ne peut que nous inciter à un trava
en profondeur, elle doit être plutôt pour nous un mo
d'espérer; elle nous oblige à découvrir qu'au plan mo
dial il n'est plus de travail missionnaire authentiq
sans un travail œcuménique approfondi : nous diso
sans un travail œcuménique approfondi, car nous pe
sons que le temps de l'œcuménisme sentimental est
tout jamais dépassé et que l'œcuménisme représente
travail théologique qui se doit d'être en connexi
constante avec le travail pastoral. C'est sans doute u
des branches les plus urgentes du travail théologiq
actuel.

Les missionnaires catholiques ont le devoir de co
naître l'immense effort d'investigation de leurs frèr
séparés. L'enquête relative à la situation mondiale
l'évangélisation est, pour nous, des plus instructives
vues sur l'Asie, sur le développement des religions hi
douistes, etc. Dans bien des cas, à la faveur de la guer
de nombreux contacts avaient été pris entre missio
naires catholiques et missionnaires protestants. Il y
là sans doute un immense effort d'*écoute* du mon
protestant que les catholiques ne peuvent négliger
pour dire à leurs frères séparés la Parole que ceux-
sont en droit d'attendre, nous devons les connaître, da
un respect total de leur mystère devant Dieu, dans u
souffrance toujours plus grande de ne pas les voir da
le sein de l'Église visible.

Mais plus encore, cet immense effort de nos frèr
séparés nous oblige à une remise en valeur de l'évang
lisation, en tant que première étape de l'enseigneme

chrétien. Trop souvent — des études historiques récentes l'ont montré, — nous avons pratiqué dans nos pays de chrétienté — quelquefois même en pays de mission — une catéchèse, sans la faire précéder de l'annonce de l'Évangile, de cette annonce qui est force de Dieu pour tout croyant. Nous avons ainsi trop souvent des hommes « qui savent leur religion », mais non des croyants authentiques.

Et cela nous amène à mettre l'accent sur la priorité de l'Annonce de la Parole, cause de la Foi, sur les Sacrements. Le *sacramentum verbi,* comme l'ont bien vu les Pères, précède les *sacramenta.* Et comme le remarque le R. P. Liégé : « Sans évangélisation, on prépare une eucharistie formaliste, même si on a appris le catéchisme; sans eucharistie, l'Évangile n'atteindra jamais sa plénitude[6]. »

C'est ainsi à un approfondissement du mystère de l'Église que nous sommes convoqués, et sans doute les Églises issues de la Réforme, à la faveur même de leur engagement missionnaire, seront-elles amenées à se poser la question inéluctable : Que signifie en définitive la Réforme? Ce qui revient à dire, car c'est là que se fait l'affrontement décisif et définitif : Qu'est-ce qu'écouter la Parole de Dieu? Et comment l'entendre dans son vrai sens? Si, comme nos frères protestants nous le disent, les Églises de la Réforme se replacent devant la réalité du kérygme qu'elles ont à annoncer au monde en acceptant de le considérer comme un ordre à exécuter, peut-être un dialogue fructueux — laborieux et difficile — avec l'Église catholique sera-t-il possible.

« Istina. » M.-J. Le Guillou, O. P.

6. R. P. Liégé, *Théologie de l'Église et pastorale missionnaire,* dans *La Maison-Dieu,* 34, pp. 17-18.

L'UNITÉ EN QUESTION

(Fragments philosophiques)

Dans ce numéro où le thème de l'unité est envisagé sous différents aspects, les quatre fragments qui sont ici proposés et qui, bien qu'assez disparates, peuvent jalonner comme des moments un certain progrès de la réflexion, ont pour objet de critiquer les ambitions des métaphysiques de l'unité et ils se terminent par une psychologie du dissentiment ou du malentendu qui, si elle était poussée plus loin, pourrait avoir valeur philosophique. Ces fragments restent en suspens à cause de la difficulté d'approfondir, mais aussi parce que l'incapacité à s'achever pourrait être à la fois la faiblesse et la force de la philosophie.

I. — Comment ne pas mettre très haut l'unité ? La sagesse, comme chacun sait, est recherche de l'unité perdue, amour de l'unité entrevue, joie de l'unité possédée. Quelle grande religion n'affirme que l'homme et le monde viennent de l'Un pour retourner à l'Un et particulièrement le christianisme qui enseigne la création par le Dieu unique, la rédemption par le Christ seul, la consommation au terme de toutes choses dans l'indivisible Royaume ?

L'unité thème religieux fondamental est aussi une

idée philosophique majeure. Les deux plus grands dialogues de Platon, *Le Banquet* et *Le Parménide*, proposent chacun une quête de l'unité l'une par les voies de l'amour, l'autre selon les ressources de l'intelligence. Toutes les philosophies concordent en ce point : matérialismes, vitalismes, spiritualismes cherchent l'unité du principe, matière, vie ou esprit, grâce auquel pourra être expliquée l'incontestable unité de l'univers. Les réalismes posent d'abord l'être, mais aussi l'unité de l'être. Les idéalismes partent de la pensée, mais d'une pensée qui est exigence d'unité.

Pourtant ce consentement universel est moins rassurant qu'il ne paraît. Car si toute religion ou toute philosophie est un témoignage pour l'unité, cette unité prend une figure différente d'une religion à l'autre et d'une philosophie à l'autre, et voici l'unité précipitée du côté du multiple. Comme l'a montré avec un génie insurpassable le Platon du *Parménide,* par la position de l'Un rien n'est achevé, dénoué, résolu; au contraire, tout est noué et tout commence à partir du moment où l'Un est affirmé. Et c'est proprement la passion de l'Un.

L'antinomie de l'un et du multiple est en effet à la source de toutes les difficultés théologiques et cosmologiques. Si l'Un est en lui-même, s'il possède seul la nécessité et la plénitude de l'existence, le multiple, c'est-à-dire le monde étalé dans l'espace et déployé dans le temps, ne serait qu'un épiphénomène superficiel ou une impossible négation de l'Un. Que l'existence de Dieu soit incontestable d'abord, l'existence du monde sera aussitôt question comme on le voit dans le poème parménidien ou *l'Éthique* spinoziste. D'où les réactions athées qui de Marx à Nietzsche et de Nietzsche à Sartre reviennent sous leur aspect proprement philosophique au

refus d'une unité intolérable à l'existence du multiple. Croire à son existence propre et à la réalité du monde, lieu naturel de son action, c'est pour l'homme une question de dignité, explique le jeune Marx. L'absolu de l'Un accaparant le tout de l'existence vraie réduirait les hommes et la terre des hommes à la condition dérisoire d'un théâtre d'ombres. Si l'Un est, la destinée de l'homme se change en comédie.

Inversement, que l'Un ne possède pas l'existence en soi, qu'il ne soit que dans sa relation au multiple, cette doctrine d'immanence sauve la réalité de la nature et de l'homme qui existent comme parties ou moments d'une totalité si incontestable qu'elle peut être considérée comme statiquement ou dynamiquement divine. Le Tout qui enveloppe ces moments et ces parties leur apporte du même coup consistance et intelligibilité. Les doctrines de l'Un immanent pourraient bien apparaître comme les philosophies spontanées d'une raison naturelle soucieuse d'atteindre à une sagesse qui, résolvant les antinomies du multiple, donnerait une sécurité incomparable à la pensée et à l'action. Toute sagesse seulement rationnelle et humaine prend aussitôt un style panthéiste. L'affrontement aux origines de la pensée occidentale entre Parménide et Héraclite n'est pas une rencontre de hasard, mais un modèle parfait, au commencement, d'un conflit, toujours renouvelé, de la raison avec elle-même. Immanence de l'Un contre transcendance de l'Un. Ainsi Marx ou Hegel contre Kant. Avancer comme les hégéliens que la nature et l'histoire forment un tout cohérent qui a en lui-même sa vérité puisqu'il se développe selon la dialectique de la contradiction, c'est encore une fois philosopher selon l'immanence de l'Un.

L'unité de l'être semblait à Lachelier une affirmation philosophique fondamentale et il eut un jour cette parole qui n'est pas sans profondeur : « Je crois qu'il n'y a pas d'autre être que celui-là pour la pure philosophie et qu'elle est essentiellement panthéiste [1]. » Ne croire qu'à la philosophie et y chercher le tout de la sagesse, l'histoire le montre comme le raisonnement, c'est aller inévitablement vers une doctrine de l'immanence de l'Un. La « pure philosophie », comme disait Lachelier, c'est-à-dire celle qui n'est pas heureusement contaminée par autre chose qu'elle ne pourrait être alors que foncièrement panthéiste.

Reste à savoir si la conscience s'accommode d'une telle philosophie et peut-être de la philosophie, et la conscience au sens le plus banal et le plus profond, c'est-à-dire la conscience psychologique. N'entrerait-elle pas en conflit avec la raison ? Car si celle-ci est moniste, celle-là est pluraliste; la conscience se sait à part et différente, et elle sait du même coup que les autres consciences sont à part et différentes. La conscience personnelle ne peut sans rejeter l'évidence qu'elle a d'elle-même se considérer comme le moment ou la partie d'un tout. Ainsi le marxisme propose à la conscience personnelle une aliénation dans cette totalité qui est l'histoire, et la conscience n'a pas tort de résister. Que l'esprit singulier se subordonne au tout et il nie sa réalité et il renie sa valeur. Les deux métaphysiques qui viennent d'être sommairement comparées et qui tiennent l'une à l'autre par un lien dialectique, transcendance de l'Un, immanence de l'Un, aboutissent au même résultat : l'élimination de la conscience, la dévalorisation de

1. Article *Panthéisme*, dans *Vocabulaire Philosophique* de Lalande.

la personne. Aucune métaphysique de l'Un n'est u
humanisme.

II. — Il faut se résoudre à mettre l'unité en que
tion : forme la plus universelle de la raison, catégor
des catégories l'unité est moyen pour l'intelligence
non pas absolu, ni fin dernière. C'est l'unité qui est po
l'esprit et non pas l'esprit pour l'unité. La conscien
enveloppe la raison, il n'est donc pas raisonnable
sacrifier la conscience à la raison. On refusera donc q
le problème de l'un et du multiple soit la question mét
physique essentielle et que sa solution donne une sign
fication définitive au cosmos et à la destinée humain
On ira jusqu'à une critique assez radicale de cette noti
de l'unité, à laquelle on reconnaît de valoir comme pri
cipe formel de synthèse — mais quelle synthèse n'e
provisoire? à moins qu'elle n'apparaisse comme l'é
ment identique, l'atome qui en se recomposant indé
niment avec lui-même produit les suites, les séries,
architectures abstraites de la science. L'un aurait do
un caractère formel ou matériel; il ne saurait de lu
même accéder à la réalité concrète, encore moins à
valeur, moins encore à l'identité des deux et il n'est p
question qu'il supporte le poids d'un argument ont
logique.

Le dilemme serait alors entre une philosophie de l'
qui, portant à l'absolu un certain aspect totalisant
la raison, dissipe l'expérience dans l'idéologie, et u
philosophie de l'être, dont on n'a pas à décider d'avan
s'il est opaque ou transparent, dense ou superfici
divers ou identique, et dont la conscience nous four
une première certitude. Le propre de l'être c'est qu
est riche au départ de tous les malentendus et de to

les dissentiments, habité par toutes les contrariétés, en accord et en désaccord avec lui-même, tel qu'on ne peut philosopher sur lui avec pureté. Cet être dont on peut à la fois tout dire et ne rien dire, qui est l'objet de discours multiples pas toujours cohérents les uns avec les autres, et qui appelle aussi le silence ou la stupeur, il vaudrait mieux le nommer existence. On trouverait alors commode d'appeler existentialisme (non pour la définir, mais pour proposer un moyen de la reconnaître) toute philosophie qui donne son congé à la métaphysique de l'Un et a pour propos de décrire l'existence.

Cette philosophie de l'existence se met donc en marge de la pure philosophie. Son danger est qu'elle ne soit plus une philosophie du tout. Pascal a raison : se moquer de la philosophie, c'est vraiment philosopher, mais il n'y a qu'un moyen de se moquer efficacement de la philosophie, et qui est de la chasser et de la retenir en même temps (un peu comme Platon faisait de la poésie). L'excommunier de foudres péremptoires serait encore la prendre trop au sérieux. Et ce qui est dit de la philosophie vaut pour l'un : il importe de s'en passer, mais jusqu'à un certain point seulement.

Une philosophie de l'existence aura d'abord sa saison le bonheur : elle découvrira la prodigalité exubérante de l'existence, la saveur unique de chaque être; elle méprisera la morne quantité et fera l'apologie de la qualité toujours unique et irremplaçable.

Puis viendront des saisons moins heureuses : l'originalité irréductible des consciences a comme rançon l'impossibilité de la communication; l'originalité irréductible des instants fait un temps disloqué; l'univers où l'unique différe d'abord délicieusement puis amèrement de l'unique ressemble de plus en plus à un monde cassé.

L'existentialisme contemporain découvre alors les amertumes de la discontinuité.

« Approfondir sa différence », mais outre que ce propos est plus de guerre que de paix et même avec soi-même puisque le meilleur moyen de différer toujours davantage c'est de différer incessamment de soi, la différence peut-elle avoir quelque sens s'il n'y a nulle ressemblance ? Je suis irremplaçable, mais si chacun le dit où est l'originalité ? Le paradoxe s'anéantit dans la banalité et la profondeur métaphysique s'abolit dans une apparence esthétique.

La vérité est qu'il y a dans l'existence, et d'abord celle de la conscience ressemblance et dissemblance, homogénéité et hétérogénéité, identité et diversité, universalité et singularité, mais mêlés, mal séparables chaque fois l'une de l'autre; qu'on ne peut approfondir sa différence sans approfondir sa ressemblance; et que nous n'avons, si nous faisons l'inventaire de nos ressources naturelles, ni oreille ni cœur pour entendre l'harmonie d'une musique aussi dissonante : mais peut-être dans la région de la dissimilitude et de la dissonance aspirons-nous à cette harmonie et c'est dans ce vœu douloureux d'ardeur et d'impuissance qu'il faut découvrir l'attente de l'unité, l'orientation vers l'un, à condition de ne donner à l'un aucun visage sensible, de ne se faire de l'unité aucune représentation intellectuelle, car l'un est en même temps l'unique, et il ne faut pas choisir d'emblée entre la transcendance et l'immanence. Philosophie impure, philosophie réelle.

Ainsi évitera-t-on de refaire les chemins bergsoniens, si pathétiques, si exemplaires d'une servitude de la philosophie pure, eux qui partent de la diversité indéfinie, de la durée à jamais différente d'elle-même, pour trouver

à la fin dans une vie divinisée toujours jaillissante et toujours renouvelée le principe unique de toutes les dissemblances, ce qui est revenir à une doctrine de l'immanence de l'Un. Que l'unité reste mystérieuse, lointaine et proche à la fois! Qu'on ne cherche pas précipitamment à la dévoiler! On ne découvrirait que le vide ou une idole, plus vide que le vide.

III. — La probité de la philosophie est dans l'analyse qui distingue et sépare et ne met pas ensemble les essences différentes, le corps et la pensée, la matière et la vie, le même et l'autre. La philosophie fait donc son métier lorsqu'elle s'efforce vers la détermination des essences. Mais la philosophie ne peut aller jusqu'au bout de son propos et elle rencontre, par son exactitude à s'y soumettre, une résistance croissante qui tend à devenir invincible. Il ne suffit pas de dire que tout est analysable en droit, réductible à des essences claires et distinctes, mais qu'en fait une portion seulement du réel a été analysé et compris (si l'intelligibilité se confond avec la clarté ou plus exactement, comme disait Descartes, avec la « distinction »). Il faut confesser qu'il y a, absolument parlant, de l'inanalysable.

On dit couramment cartésienne une philosophie de l'analyse, de l'idée distincte, de l'essence pure alors que la véritable leçon de Descartes est tout autre. Descartes est, suivant le mot de Laporte, un philosophe « pour qui la confusion existe ». L'âme et le corps sont deux, car la pensée est autre chose que l'étendue, mais l'union de l'âme et du corps atteste l'unité existentielle des deux principes dans une confusion indébrouillable. La même remarque, dans le cas de l'homme de Descartes, vaudrait aussi pour la distinction de la volonté infinie et

de l'entendement fini, qui font cependant un seul et même esprit; et pourtant quoi de plus contraires que l'infini et le fini? ainsi sommes-nous faits et cet impur mélange, confus sans être obscur, est notre être même sans doute parce que l'ambiguïté est la loi de la créature.

Réduire la confusion par la distinction des essences, tâche, donc, de la philosophie, mais jusqu'à un certain point seulement. Nous mettons à part l'être et le néant — mais les réalités que nous rencontrons et que nous vivons sont rongées par le néant; nous avons l'idée d'une présence totale, et il n'y a pas de présence qui ne soit en même temps absence, qu'il s'agisse de la présence de l'objet au sujet dans la connaissance, de la présence du prochain dans l'amour ou de la présence de la conscience à elle-même dans l'intériorité. Confesser que la réalité est ambiguïté, c'est vraiment philosopher. Les monismes et les pluralismes seront dépassés du même coup; les préliminaires d'une philosophie de l'analogie seront posés, et il ne sera pas impossible de pressentir que la transcendance et l'immanence, l'au-delà et la proximité de Dieu se rejoignent dans une seule et même réalité. Lorsqu'il s'agit des choses proprement divines l'ambiguïté pourrait s'appeler mystère.

IV. — Tenter de comprendre l'homme c'est le découvrir toujours plus relié et toujours plus séparé. L'homme est l'être pour lequel l'unité est toujours en question. Aussi l'expérience la plus commune de l'homme est-elle celle du malentendu.

Malentendu entre l'homme et la nature. L'homme apparaît au terme d'une évolution de la nature; il est un être naturel, et cependant par l'outil puis par la machine

il profane et nie la nature à laquelle il appartient. Approfondir notre situation c'est découvrir davantage comme ce monde nous est parent, à quel point nous sommes fils de la terre, mais aussi que nous sommes comme des étrangers à ce monde, amis d'un inconnu qui n'a pas de figure naturelle. Aussi y a-t-il quelque mystification dans un amour de la nature qui se croit spontané : car il entre bien du ressentiment dans ce sentiment, échec d'autres amours, intolérance du social; et le silence des choses expriment tantôt la sérénité, tantôt la stupeur selon l'ambivalence de notre cœur. Ce malentendu entre lui et la nature, l'homme essaie de le cacher à force de mythologies et de religions païennes. Mais couvrir n'est pas ôter. Ce malentendu existe, il est créateur de technique, donc de civilisation. Par le malentendu l'homme se crée lui-même.

Malentendu entre l'homme et l'homme. Toute société repose sur un malentendu, est un malentendu continué. Une raison superficielle, aveugle aux ambiguïtés de l'existence, ne comprend que l'accord ou le désaccord. D'où alors ces théories anarchistes ou romantiques qui voient dans toute société une entreprise d'asservissement de l'individu, c'est-à-dire un désaccord bien franc et indiscutable, ou ces théories autoritaires qui veulent que la société soit pour l'homme « l'esprit de son esprit » et qui poursuivent comme idéal rationnel la réalisation d'un accord parfait entre un homme et un peuple, un homme et l'humanité, un homme et l'histoire. Mais un malentendu est un mélange inanalysable d'accord et de désaccord. Une société ne peut pas être une unité parfaite. Le groupe exige, les individus revendiquent sans s'accorder jamais. Aussi la démocratie si boiteuse, si vouée à l'imperfection est-elle le seul régime politique qui

vaille justement parce qu'il est né d'un malentendu, parce qu'il vit d'un malentendu, ce qu'il dit et ce qu'il fait ne coïncidant jamais, et que par instinct de conservation il n'interrompra jamais ce malentendu. On appelle révolution une tentative pour faire cesser par les grands moyens de la violence physique et du langage tragique les malentendus politiques et sociaux. Aussi toute révolution échoue-t-elle et il est raisonnable d'être réformiste, de chercher dans la lucidité et le courage, les techniques qui réduisent les injustices, afin non pas de supprimer, mais de déplacer les malentendus, en substituant à des équivoques mal tolérables des équivoques mieux supportables. Du malentendu accepté à demi mot est sorti un art de vivre en commun.

Ni l'homme et la nature, ni l'homme et la société ne font une véritable unité — ni non plus l'homme et l'homme dans l'amitié et dans l'amour. L'opacité totale et la distance absolue d'un être à un autre être seraient mensonge, mais la transparence parfaite et l'union achevée dans une intuition immédiate ou par la magie d'une fusion affective sont chimère et illusion; aussi comprenons-nous autrui jusqu'à un certain point seulement, et aucun accord ne surmontera ce destin de malentendu qui est inséparable de la vie. Une amitié et un amour sont toujours combat et débat de l'homme avec l'homme, à moins de s'endormir dans une routine morte, et ce débat et ce combat, qui affronte le malentendu, le réduit ici, l'exaspère ailleurs, ne cesseront pas plus que le malentendu lui-même. Les péremptoires qui dans les familles multiplient les explications pour « vider le sac » et faire situation nette sont de la même race que ceux qui provoquent « pour en finir » guerres et révolutions ; ils veulent avoir raison une fois pour toutes

du malentendu, mais le malentendu se venge vite, puisqu'il faut bien que la vie continue.

Cette esquisse trop sommaire d'une philosophie impure, puisqu'elle se laisse contaminer par la vie et l'existence, ne méconnaît nullement la noble nécessité d'un effort de raison qui est volonté à la fois de justice et de clarté. Reconnaître les droits de chacun et de tous, tenter de les organiser ensemble suivant un idéal contractuel, se mettre autant qu'il est possible à la place des autres, ce serait faire œuvre rationnelle et disposer le multiple selon la loi de l'unité. Un tel propos doit être entrepris, il ne sera pas achevé, car jamais l'existence ne pourra être complètement unifiée selon l'ordre. Tenter de réaliser d'un coup tout l'idéal abstrait de la justice ce serait déchaîner la guerre totale comme si on pouvait aller à la raison par les voies du délire et à la justice par les moyens de l'iniquité. L'humanité d'aujourd'hui est affreusement déchirée, mais elle peut s'habituer à vivre divisée, être d'accord pour se supporter désaccordée et cette paix qui n'est pas la paix, qui mutile le droit ici et là, pourrait durer comme un malentendu longuement assumé. La même loi se vérifierait dans les relations entre peuples comme dans les rapports privés : un malentendu accepté avec patience est source de création et de dépassement.

Cette philosophie du malentendu ne fait pas la moindre concession au septicisme et n'énerve pas la distinction entre le bien et le mal. Si elle avait le loisir de se développer plus aisément la même philosophie ne serait pas incapable de distinguer entre les malentendus de pourrissement qu'il faut traiter par la chirurgie et les malentendus faits d'empiétements vivants des existences les unes sur les autres, de secrets impossibles à dire

et d'où, s'ils sont supportés avec patience et traités avec discrétion, peuvent surgir un conseil de sagesse ou un appel à la sainteté. Cette philosophie est sévère pour les fanatismes pharisiens qui entreprennent des croisades du bien, rêvent de luttes finales et d'écrasement total du mal en ce monde. On ne propose rien d'autre qu'un commentaire assez banal de la parabole du bon grain et de l'ivraie : il faut laisser mûrir les malentendus parmi les moissons de l'histoire humaine. Un autre que l'homme les dénouera au dernier jour.

D'une telle philosophie se peut tirer un pressant appel à l'action. Même là où la raison et l'effort vers la justice n'ont obtenu que des succès partiels aussi humiliants que des défaites, une plus large espérance peut s'ouvrir. Il reste à tolérer et à apprivoiser les malentendus à force d'art, de finesse, peut-être d'héroïsme. Car il faut parfois plus que du courage pour supporter l'insupportable prochain.

La même philosophie, enfin, fait la plus large place à l'amour. Les échecs d'une unité abstraite et idéale ou indiscrète et tyrannique lui ont appris la valeur de ces communautés de destin qui n'abolissent pas le dissentiment et le malentendu et dont le lien est l'amour. Là où l'unité serait mensonge, l'union est vérité. Un en deux c'est ambiguïté et mystère et non idée claire et raison. Le triomphe de la charité est d'être possible à travers le malentendu alors que la justice exigerait, pour être, la fin de tout malentendu. Il y avait un malentendu fondamental entre Dieu et l'homme. Dieu ne l'a pas éclairci. Il a envoyé son Fils qui s'est fait lui-même malentendu, homme et Dieu indivisiblement. Et nous savons que cette charité est plus juste que toutes les justices.

ÉTIENNE BORNE.

LE CONFLIT ET LA GUERRE DEVANT L'HISTOIRE

L'homme moderne se trouve engagé simultanément dans plusieurs sortes de conflits. Après les conflits sociaux qui opposent les classes et les groupes et qui naissent du choc des intérêts économiques doublés par les dissentiments idéologiques, après les conflits coloniaux, propres à notre temps, qui surgissent de l'affrontement des races et du heurt des cultures, il me revient, dans cette sorte d'inventaire des formes du conflit, d'en étudier un troisième type : les conflits qui résultent de l'antagonisme entre les sociétés, entre les nations.

Ils portent un nom auquel s'attachent la crainte et l'épouvante : la guerre. La guerre est la forme la plus aiguë du conflit, celle dont les conséquences sont les plus étendues et les plus redoutables. Elle en est aussi la plus complète : la guerre s'étend à tous les aspects de la vie publique et privée; aucun secteur ne lui est plus soustrait. Elle est peut-être aussi la forme de conflit la plus révélatrice de la nature de l'homme, parce que la plus politique, s'il est vrai que l'ordre de la politique récapitule tous les autres et que la société politique couronne la pyramide des groupes humains. C'est donc une méditation sur le fait de la guerre, sa place, sa signification, son mystère aussi dans l'histoire de l'humanité que nous allons esquisser.

La guerre adresse à l'homme, au chrétien, quelques-unes des interrogations les plus angoissantes de notre temps : est-elle vraiment dans la nature de l'homme ? La guerre est-elle donc dans le plan de Dieu ? Y aura-t-il toujours des guerres ?

A ces questions, l'historien ne prétend pas apporter de réponse décisive : quelques-unes sont du ressort du philosophe ou de la compétence du théologien. Surtout l'histoire n'a pas le mot de l'énigme : elle se prête à des lectures différentes, les mêmes faits admettant plusieurs interprétations, et de toutes façons, elle ne permet pas de pronostics. Mais si l'historien n'est pas en mesure de déchiffrer l'énigme, il est peut-être plus qualifié que les représentants d'autres disciplines pour amorcer une réflexion sur le phénomène de la guerre. Même si l'on répudie la vieille conception de l'histoire qui la cantonnait dans le simple récit des opérations militaires, encadré par celui des négociations préalables et ultérieures, il reste que les guerres scandent tout le déroulement historique : elles jalonnent les étapes de la marche de l'humanité. Il n'est pas un historien, pour peu qu'il réfléchisse sur le donné de sa recherche, qui puisse détourner sa pensée du problème de la guerre et éluder ces questions : pourquoi la guerre ? Quelle est donc sa nature ? Que nous apprend-elle de l'homme ?

Or, il ne semble pas que ce problème ait tenu une grande place dans la réflexion des hommes. Assurément le thème pathétique des horreurs de la guerre a inspiré de Jacques Callot à Goya et aux *Enfants d'Hiroshima* une série de chefs-d'œuvre dont l'authenticité et la continuité attestent l'impression que la guerre a produite sur la sensibilité de grands artistes. Mais précisément c'est la sensibilité qui est la principale intéressée, non

l'intelligence : trouverait-on sur le plan de la réflexion beaucoup d'équivalents à ces œuvres ? De même, depuis la fin de la première guerre mondiale, la malfaisance de la guerre, l'atrocité de ses effets ont fait l'objet d'innombrables dénonciations, ont inspiré de multiples prédications, mais qui s'adressaient à nos puissances de sentiment, rarement à notre esprit. C'est peut-être une des grandes faiblesses du pacifisme que de s'être trop fié au bouleversement de la sensibilité, alors que c'est l'homme tout entier qui doit être engagé dans la construction de la paix. Le contraste entre la présence massive du fait belliqueux dans l'histoire et le peu d'attention que lui a consacré la réflexion surprend. L'étonnement tourne presque au scandale quand on observe l'indifférence des chrétiens, plus exactement des catholiques, en face de la guerre. Il a fallu attendre les toutes dernières années pour qu'ils se souviennent que la cause de la paix était aussi celle du Christ et pour qu'un mouvement rapproche jusque dans son titre les deux vocables. Le temps n'est pas loin, à peine plus de vingt ans, où l'A.C.J.F. qui avait cependant donné des preuves assez éclatantes de son patriotisme était suspectée, dénoncée publiquement, traitée en ennemie de la patrie, parce qu'elle avait inscrit au programme de son congrès de Lyon l'étude de la conception chrétienne de la paix.

Si nous sondons les raisons de cette indifférence quasi générale, on supposera non sans vraisemblance qu'elle réside dans la conviction instinctive qu'il y aura toujours des guerres. Il y aura toujours des guerres : c'est de cet axiome implicite, très rarement justifié, mais admis à peu près universellement et d'autant plus fort que peu formulé que nous voudrions éprouver la solidité.

D'un pareil examen l'enjeu est capital : car si vrai ment la preuve est faite que la guerre est fatale, alors à quoi bon tous les efforts pour l'empêcher ? Rien n'es plus propre à décourager l'entreprise que la convictio de son inutilité. En ce cas, la sagesse est dans u acquiescement fataliste au destin de l'humanité. Mai s'il n'est pas prouvé que les guerres soient toujours iné vitables, alors cette résignation doit nous faire horreur si même il n'y avait qu'une chance entre mille de pré venir la guerre, nous n'aurions pas le droit de distrair une parcelle de nos efforts de cette lutte. Est-il don vrai que la guerre soit fatale ?

Les arguments ne manquent point pour fonder l thèse de la guerre inévitable. Nous laisserons de côt tous ceux qui ont trait aux aspects proprement poli tiques de la guerre; nous distinguerons dans les autre deux groupes : les considérations d'ordre moral qui on trait à la nature de l'homme, les déductions d'ordr religieux tirées de notre condition pécheresse.

La guerre est dans la nature de l'homme : à preuv ne fonde-t-elle pas une morale ? La guerre est nécessair à l'homme : il s'accomplit dans et par la guerre. C'es la guerre qui l'arrache à sa médiocrité bornée, qui l'o blige à se dépasser; elle encore qui tire de lui un homm inconnu jusqu'alors, révèle en lui l'homme véritable le surhomme. On aura reconnu au passage, ici où là les accents des moralistes de la guerre.

Cette morale n'est point sans grandeur et cette philo sophie de la guerre contient, mêlées à d'éclatante outrances, d'incontestables vérités. C'est la faibless d'une certaine propagande pacifiste que de s'obstiner ne voir dans la guerre que ses horreurs, comme c'est l limite de certains écrivains de n'en souligner que le

laideurs. On se condamne alors à ne pouvoir rendre compte de certaines données psychologiques qui sont cependant dans la nature humaine : la fascination de la guerre sur les peuples, le sombre attrait qu'elle exerce sur la jeunesse, le fait que les souvenirs de guerre ne soient pas toujours les plus mauvais de ceux qui l'ont faite. Méconnaître la grandeur possible de la guerre, c'est méconnaître un aspect de la grandeur de l'homme; nous sommes aujourd'hui tellement accablés par le souvenir des horreurs de la guerre que nous ne sommes plus guère sensibles à son autre visage : cependant y a-t-il démonstration plus étonnante de la force de l'esprit sur la matière, du pouvoir de la volonté sur la révolte de l'instinct que le spectacle de ces millions d'hommes s'ébranlant sur un signe de leur gouvernement et prêts à faire le sacrifice suprême? La guerre est bien signe de la grandeur de l'homme, tout comme la lutte des classes peut être génératrice d'héroïsme ou de générosité. Au reste, leurs grandeurs sont parentes : ce sont celles du conflit. La même grandeur qui éclate dans une grève de solidarité se manifeste dans la camaraderie des hommes en guerre. Confesser cette grandeur, ce n'est pas menacer la paix, c'est en préparer les voies, car il faudra trouver des tâches de paix capables, elles aussi, de susciter l'héroïsme ou l'enthousiasme et de soulever l'homme au-dessus de lui-même. La guerre révèle un besoin de la nature humaine. Mais à exalter sans mesure sa grandeur, comme à la nier radicalement, on méconnaît l'ambiguïté de la guerre : mélange inséparable d'héroïsme et d'horreur, la guerre est bien le reflet de l'ambiguïté de notre nature, et sa grandeur virtuelle ne plaide pas plus pour sa nécessité que ses atrocités réelles

ne nous autorisent à conclure à sa disparition certaine.

Les moralistes de la guerre sont ici relayés par les théologiens. Pour une certaine théologie du conflit, si le conflit est dans la nature de l'homme, c'est que le péché l'y a mis. La guerre serait une conséquence de la faute originelle, elle en perpétuerait le souvenir au même titre que les autres malédictions de la genèse : elle serait donc aussi inévitable que la peine dans le travail ou la douleur. Il serait inutile, peut-être même impie de se rebeller contre la volonté de Dieu, et l'homme, en face de la guerre, n'aurait rien d'autre à faire que la subir avec résignation, en esprit de foi et de pénitence.

Cette explication du conflit s'élargit parfois en une vision prophétique où la guerre apparaît comme une épreuve imposée pour le rachat de l'humanité, le fléau de Dieu, qui nous invite à adorer dans la guerre la main qui nous aime et nous frappe. Interprétation dont la grandeur apocalyptique n'est pas niable et qu'illustrent dans nos lettres une série de grands noms, de Joseph de Maistre à Léon Bloy.

Cette thèse suggère à l'historien quelques observations. Il n'est pas niable que la guerre soit un mal; il n'est pas douteux non plus qu'elle soit le plus souvent le résultat de fautes, individuelles ou collectives. S'ensuit-il pour autant que le conflit soit aussi un mal et la conséquence du péché ? Le conflit n'est pas la guerre : la guerre en est la forme extrême, l'exaspération, un aboutissement possible, mais tout conflit ne tourne peut-être pas en guerre. Le conflit rend manifeste l'existence d'une divergence, d'un désaccord; désaccord qui est lui-même l'effet de la diversité. Est-il légitime de tenir la diversité pour un manque ou pour une privation ? La diversité des groupes est-elle moins riche que l'uni-

formité ? Assurément, dans une conception fixiste et statique, inséparable d'une certaine philosophie de la stabilité. Mais on concevra que l'intelligence historique puisse difficilement adhérer aux postulats et souscrire aux conclusions de cette forme de pensée : la diversité, c'est elle qui fait la richesse et la variété de l'histoire. La divergence, c'est elle qui commande toute l'évolution humaine. Elle est principe de mouvement. Supprimez les divergences et c'est l'arrêt, la stagnation, la négation de l'histoire.

Le désaccord et le conflit ne seraient-ils pas plutôt, sur le plan des valeurs morales, neutres ? Sur le plan théologique, de la nature humaine avant le péché ? On devine l'intérêt de ces distinctions : si le conflit n'est pas encore le mal, s'il est à la guerre ce que la tentation est au péché, pourquoi les guerres seraient-elles inévitables ? Tout ce qui agrandit la distance entre le conflit et la guerre donne une chance de plus à la liberté humaine de prévenir l'aboutissement belliqueux du conflit.

C'est à ce point de notre raisonnement que l'histoire apporte son témoignage et que l'historien de questionneur peut devenir affirmatif. Il est en mesure d'affirmer que les guerres ne sont pas toujours inévitables, plus exactement que celles du passé n'étaient pas toutes inévitables. Rien en tout cas n'autorise à penser qu'elles étaient inscrites dans les situations antérieures comme des échéances inéluctables du devenir humain. Nous n'en citerons pour preuve que trois exemples pris parmi les plus récents et empruntés aux guerres qui nous ont atteints le plus directement.

Pour la première guerre mondiale, en dépit des diffi-

cultés que connaissait l'économie allemande et sur quoi insistent à juste titre les historiens, M. Renouvin a montré que la guerre était loin d'être alors la seule issue possible et que de toutes façons les antagonismes économiques étaient une explication insuffisante du déclenchement du conflit. D'autres facteurs plus contingents doivent être pris en considération. Or admettre le contingent c'est introduire la liberté humaine.

Cette évidence est plus éclatante encore pour la seconde guerre mondiale. Rarement une guerre aura aussi visiblement été le fait de quelques individus, voulue, préparée, en connaissance de cause et en pleine acceptation de ses risques. C'est bien pourquoi ses responsables ont été justement jugés et punis comme criminels de guerre. En tout cela la nature humaine n'est pas responsable si ce n'est par le truchement de quelques hommes.

Le troisième exemple est encore plus proche de nous : qui sait si nous n'aurions pu faire l'économie d'une guerre au Viet-Nam ? C'est à tout le conflit que pourrait s'appliquer le titre d'un livre consacré à ses seules origines : *L'histoire d'une paix manquée*. Les vraies causes de la guerre s'appellent peut-être occasions négligées, malentendus aggravés, recours aux solutions de force. Ce seraient ces causes, qui, barrant peu à peu toutes les autres issues, auraient rendu la guerre et sa prolongation inévitables. Et c'est peut-être ainsi que les conflits se transforment en guerres, par une dégradation lente et continue : la guerre étant, entre plusieurs éventualités, la solution la moins difficile des conflits, imposée par la paresse d'esprit, l'absence d'imagination et d'impuissance à décider.

Ainsi remis dans son ordre, rétabli dans son contexte,

le phénomène de la guerre perd son apparence étrange et maléfique : il cesse d'apparaître comme cette mystérieuse fatalité qui pèserait sur notre destin collectif parce qu'inscrite au cœur de l'homme.

En même temps que l'histoire ruine le postulat de la guerre inévitable, elle éclaire différemment la nature de ses causes. Le chrétien est toujours tenté de réduire les problèmes de la condition humaine à leurs données morales, et incline à surestimer l'importance des facteurs psychologiques. Or les causes, tout au moins des guerres modernes, apparaissent moins morales et subjectives que techniques et objectives : la guerre a ses racines dans la situation concrète des sociétés humaines plus que dans le cœur de l'homme. Les instincts de l'homme, s'ils trouvent toujours à se satisfaire dans la guerre qui les affranchit des contraintes normales, concourent, de nos jours, de moins en moins souvent, et de façon de moins en moins déterminante à déclencher les guerres. Quand ils interviennent c'est à travers des structures et comme réfractés par des causes d'ordre collectif et institutionnel.

Est-ce à dire que les guerres soient de ce fait plus faciles à éviter aujourd'hui qu'hier ? La conclusion serait excessive et il convient de dénoncer à ce propos un certain nombre d'illusions avec la même fermeté que pour récuser le postulat de la guerre inévitable. Nous évoquerons trois de ces illusions, car écarter de fausses solutions c'est déjà dégager la voie des véritables.

La première, la plus constante et la plus connue, est celle du pacifisme classique. Ce n'est pas déprécier la noblesse de ses intentions que de signaler deux insuffisances qui vicient son effort. Il croit trop volontiers à la disparition certaine, quasi automatique, de la guerre.

Son illusion vient d'une analyse insuffisante des causes profondes des guerres : il s'imagine que leur reconnaître des fondements serait consentir à leur nécessité, alors qu'ignorer leurs causes est la voie la plus sûre pour les perpétuer. Il compte aussi dans l'ordre des solutions trop exclusivement sur la bonne volonté ou les bons sentiments. En politique comme en littérature on ne construit rien de durable ni de valable sur les seuls bons sentiments. Il n'y faut pas moins que la lucidité de l'intelligence associée à la persévérance de la volonté.

Une autre illusion, propre à notre temps, est l'adaptation aux problèmes de l'âge atomique de l'illusion pacifiste : c'est celle que nous appellerons de la dialectique de l'horreur. Elle compte sur la guerre même et son aggravation pour exorciser la guerre; à un certain degré d'horreur la guerre écarterait le recours à la guerre. Ce raisonnement nous paraît très spécieux : le début de l'âge atomique est trop proche pour qu'il soit possible d'anticiper. L'apparition de chaque arme nouvelle au long des siècles s'est accompagnée du même sentiment d'angoisse au cœur de l'homme. Il y a quelque vingt ans, l'opinion s'épouvantait à la perspective des bombardements aériens : cette appréhension n'a pas retenu les Allemands, ni empêché ensuite les Alliés d'y recourir massivement. L'humanité s'accoutume à tout. Mais, dira-t-on, la bombe atomique est d'un autre ordre? Il n'y a peut-être qu'une différence statistique des armes classiques à l'arme atomique. Quoi qu'il en soit, se fier à l'horreur de la guerre pour organiser la paix participe de la même illusion que celle qui néglige les causes véritables des conflits.

La troisième illusion intéresse plus directement le

chrétien : c'est la pseudo-solution d'un internationalisme catholique. La tentation est forte de croire que, parce que membres d'une Église qui ne connaît point de frontières, nous détenons les clés de la paix : l'Église serait la véritable Internationale. Illusion dangereuse non seulement parce que susceptible d'inspirer un dangereux esprit de croisade qui est le contraire de la paix, mais parce qu'elle confond les ordres, mêle les plans et passe à côté des véritables problèmes. Dans un monde entièrement chrétien, s'il est légitime de penser que les conflits dégénéreraient moins souvent en guerre, les conflits ne seraient pas éliminés, leurs causes subsistant toujours.

Quels sont donc les vrais facteurs de conflit ? Le sens commun désigne un coupable majeur : le nationalisme des États. Sa culpabilité est-elle aujourd'hui aussi grande qu'hier ? Les États sont le lieu des conflits plus que leurs auteurs; ils donnent l'impression d'être le support et le jouet de forces qui les dépassent et les utilisent. Du moins pour nos vieilles sociétés, — car il en va différemment des nations nouvellement formées dont le jeune et vivace amour-propre peut être générateur de conflits — les guerres ne naissent plus du nationalisme des États; et peut-être ceux qui s'imaginent fonder la paix sur le démantèlement des souverainetés nationales livrent-ils une bataille depuis longtemps gagnée. Il n'y a plus aujourd'hui d'ennemi héréditaire. Y en eut-il jamais ? L'Allemagne ne l'est que depuis un siècle au plus. Le mythe de l'ennemi héréditaire est le plus souvent le produit d'une histoire mal comprise qui projette sur le passé les fantômes du présent, celle-là même qui tombe sous le coup du jugement de Valéry dénonçant cette « dangereuse chimie de l'intellect ».

Le vrai responsable dans le déclenchement de la seconde guerre mondiale n'est pas l'État allemand accaparé alors par un parti politique, mais l'idéologie national-socialiste. De même aujourd'hui ce qui met en danger la paix mondiale, c'est sans doute moins le nationalisme russe ou l'impérialisme des États-Unis que le conflit de deux blocs idéologiques. Ces deux exemples nous mettent sur la piste de l'un des plus grands responsables des guerres modernes : le facteur idéologique, générateur de méfiance, d'incompréhension, de haine.

Si fortes que soient les préventions nées des différences idéologiques, elles ne suffiraient point à déclencher la guerre : il y faut en outre des situations de guerre. Ces situations correspondent à certains déséquilibres dans les rapports entre les groupes d'hommes ou à des malfaçons dans leurs structures internes. On en peut distinguer trois catégories. Les tensions démographiques sont une des causes les moins contestables : certains sociologues ont même pensé pouvoir ramener l'origine de toute guerre à une rupture d'équilibre démographique entre les antagonistes. Aussi importantes sont les inégalités économiques. Le fait par exemple que les deux tiers de l'humanité connaissent aujourd'hui le drame de la faim, l'extraordinaire disparité des niveaux de vie constituent une de ces situations où la guerre est prête à se précipiter, comme la dépression attire les tempêtes. A ces deux causes il convient d'ajouter les divisions intérieures : les dissensions intestines, qu'elles soient politiques ou sociales, qu'elles opposent les factions ou les classes, attirent la guerre. Tout pays divisé est un danger pour la paix et crée autour de lui une zone de turbulence. Au con-

traire, un pays uni, résolu, sûr de lui, diminue les chances de guerre.

La façon dont le conflit se transforme en guerre appelle une observation très importante : les guerres n'éclatent pas avec cette soudaineté que leur confère l'histoire; la chronologie fait ici illusion. Le déclenchement d'une guerre n'est pas le fruit d'une décision subite ou de quelque brusque aberration. Les guerres mûrissent lentement. C'est simplifier grandement que d'opposer la paix et la guerre comme le blanc au noir : la frontière n'est pas nette qui les sépare. Toute situation, même la plus pacifique, recèle des virtualités de guerre.

L'expérience historique sur ce point révèle des analogies surprenantes avec les réflexions présentées ici même par Jean Guitton. On peut reprendre sa distinction entre l'*origine* et l'*émergence* et en faire l'application au commencement des guerres. Quand commence une guerre? Ce qu'on appelle d'ordinaire son commencement, le moment de sa déclaration, celui où elle éclate, n'est en fait que l'*émergence* de la guerre. Son *origine* se situe bien plus haut, dans telle inégalité sociale ou raciale consentie, dans tel rapport juridique qui ne reposq plus que sur la force.

C'est à ce moment là aussi que se situent les véritables responsabilités : le choix entre guerre et paix n'intervient qu'apparemment à l'instant de lancer un ultimatum, d'opérer la mobilisation générale ou d'envahir le voisin. Il est déjà trop tard alors : la machine infernale est montée, la situation devenue explosive. Les options décisives ont été prises plus tôt, avec le refus de prendre en considération tel problème ou de tenir compte des exigences de la réalité. Aussi n'est-il pas de

plus grand fauteur de guerre que l'esprit de routine et d'immobilisme : c'est du *statu quo* obstinément maintenu en dépit du bon sens que naissent le plus souvent les guerres.

On pressent alors quelle technique de prévention des guerres et de solution des conflits prescrit la nature de ces causes : désamorcer les situations dangereuses, prévenir les déséquilibres, résoudre les problèmes. Une véritable action pour la paix qui ne soit ni déclamation contre la guerre ni bruyante dénonciation de l'adversaire est inséparable de l'action pour la justice, l'égalité, la liberté. Ce sont autant d'aspects d'un effort solidaire. Création continue, la paix est une construction collective.

Plus précisément la recherche des solutions doit s'orienter dans deux directions et conjuguer deux efforts, l'un d'ordre technique et l'autre psychologique. On s'emploiera à élaborer une technique de résolution des conflits avant qu'ils n'entrent dans cette phase de violence où ils échappent au contrôle de la raison de l'homme. Il faut inventer une procédure qui soit à la guerre ce que le régime parlementaire est aux conflits intérieurs : aujourd'hui, quand un président du conseil sollicite de l'Assemblée un vote de confiance, nous ne pensons plus guère qu'il s'agit là d'un substitut aux guerres civiles. Le même progrès doit être possible dans l'ordre des relations internationales : c'est l'intérêt des tentatives d'organisation de la paix et d'instauration d'une sécurité collective. Sans doute les solutions institutionnelles sont-elles insuffisantes à éliminer radicalement la guerre, mais des procédures d'arbitrage sont précieuses dès lors qu'elles interposent des

délais qui canalisent la violence et désarment les antagonismes. Peut-être notre époque est-elle en train d'élaborer empiriquement semblable solution : la guerre froide, loin d'être une étape vers la guerre, est une sorte d'organisation du conflit dans sa phase non belliqueuse, une façon de stabilisation de la violence.

A condition bien entendu que la recherche de ces solutions institutionnelles ne s'accompagne pas d'une mobilisation des esprits. Le secteur psychologique est le second domaine auquel doit s'étendre l'action pour la paix. Il n'est pas de paix possible sans détente, mieux sans une volonté de compréhension mutuelle. Ceci est peut-être plus difficile encore à obtenir que cela. Pour parler clair, le problème en question porte aujourd'hui un nom qui suffit à le rendre suspect à beaucoup : la coexistence pacifique. La solution est suspecte par cela seul que l'expression porte la marque et la couleur de l'un des deux blocs. Cependant le problème est de ceux qu'on ne peut éluder : qu'on soit pour ou qu'on soit contre, qu'on la souhaite ou qu'on en redoute l'éventualité, la coexistence de fait de deux sociétés que tout oppose ne laisse le choix qu'entre deux attitudes : ou l'acceptation franche dans un esprit qui reste à définir, ou la guerre d'extermination, préventive ou défensive, de quelque nom qu'elle se pare, croisade ou refoulement. Poser ainsi le problème — et peut-on le poser autrement ? — n'est-ce point dicter la réponse ? Comment un chrétien pourrait-il consentir à l'horreur de la guerre ? Nous voici donc contraints à la coexistence. Sans illusion ni facilité : la paix n'est pas une solution de tout repos; c'est la guerre qui est paradoxalement solution de facilité. La paix doit être invitation à agir, inspirer une politique lucide, constructive,

qui s'attache à résoudre les antagonismes, à rajuster les déséquilibres, à suivre l'évolution. Cette politique positive comporte assurément des risques : elle fera certainement surgir de nouvelles divergences, remettra en cause les solutions acquises, ouvrira le champ à de nouvelles tensions. Mais c'est là le propre de la vie des sociétés et la suppression des conflits serait l'arrêt du destin de l'humanité.

On retrouve en conclusion l'ambiguïté essentielle du conflit, du conflit qui n'est pas la guerre, qui abandonné à lui-même dévalera vers la guerre, mais qui, infléchi par la volonté de l'homme peut devenir la condition d'un ordre plus juste. Inscrit à la fois dans le cœur de l'homme et dans son destin collectif, le conflit, par son ambiguïté, est bien l'image exacte, une des plus fidèles de la nature de l'homme.

RENÉ RÉMOND.

L'ART BYZANTIN[1]

C'est essentiellement par son *art* — et non par sa philosophie *théologique* — que Byzance apporta la plus grande contribution à l'Histoire universelle, contribution particulièrement sensible dans les recherches de notre art contemporain. Et c'est surtout par son art que la « seconde Rome » resurgit de nos jours. Certes, l'Empire chrétien de l'Orient (330-1453) est débordé et dépassé par ce qu'on appelle le domaine de l'art byzantin, s'étendant sur de vastes lieux comprenant des foyers italiens et yougoslaves, grecs et constantinopolitains. Cet art — celui de l'architecture, de la mosaïque, des fresques et des icônes — était si important, aux yeux des Byzantins, quant à l'aspiration essentielle, que défenseurs et briseurs d'icônes (des représentations picturales du sacré en général) se livrèrent un combat acharné; car *l'orthodoxie* ne cessa de présider aux destinées de cet art — et en tant que religion et en tant qu'orthodoxie. Les Iconoclastes voulurent remplacer l'art sacré par l'art profane : l'art des hommes de l'Empire prendrait ainsi le pas sur l'art de la religion; mais est-ce un hasard si leur entreprise échoua ?

Tout en continuant et en prolongeant l'expérience artistique de l'époque hellénistique (gréco-latine), et

1. A propos du livre d'A. Grabar, *La peinture byzantine*, Skira, 1953.

tout en entrant en contact avec les expériences artistiques du Proche-Orient (foncièrement anti-classiques), l'art byzantin possède sa propre essence. La lignée byzantine se sépare à la fois de la lignée grecque et latine et des lignées orientales.

Si la *philosophie* et l'*art* de la Grèce antique émergent du même centre et poussent sur le même sol ontologique — tous deux manifestations de la même ouverture — et si la métaphysique hellénique constitue une lecture du Monde que l'art (re)présentera, *la rencontre de la pensée grecque avec la foi chrétienne* conduit à une nouvelle métaphysique — à une nouvelle lecture du Monde — qu'à son tour l'art byzantin re-présentera. Car la métaphysique (théologie et mystique) et l'aventure artistique de Byzance partent l'une et l'autre d'un centre commun. Le philosophe de la Rencontre de la pensée grecque avec la révélation judéo-chrétienne, Plotin, éclaire le chemin que suivra l'art byzantin. A. Grabar peut donc écrire (pp. 39-40) : « Qu'il ait ou non contribué personnellement à introduire ou à répandre l'esthétique nouvelle dans le grand art de l'Empire, il a dû en connaître les premières ébauches ou en prévoir et expliquer les aspirations. Dans ses *Ennéades*, en effet, on trouve justifiée une vision de la Nature qui, s'adressant aux « yeux intérieurs » du spectateur, néglige l'apparence des êtres et des choses et prétend en montrer l'essence. C'est Plotin aussi qui envisage la possibilité d'une connaissance non plus analytique et discursive, mais totale et immédiate, par la contemplation du noyau irrationnel enfermé dans la matière, et suggère mêmes certaines étapes de la « dématérialisation » de la réalité, qu'on croit reconnaître dans l'art de la basse antiquité : disparition de l'espace, des raccourcis, de l'éclairage concret, de la perspective et de la ligne d'horizon qui détermine le point de vue unique offert au spectateur, etc. Comme le voudrait Plotin, les choses matérielles deviennent transparentes les unes

aux autres et à l'œil de l'esprit. Celui-ci est libre alors de reconnaître les valeurs spirituelles, qui sont la seule réalité véritable et par conséquent le seul objet digne de la contemplation et de l'art[2]. »

Au regard des Grecs le Monde est une Totalité, il est cette *Physis* qui implique la divine lumière et le *logos* du devenir. L'art (re)présente — ce qui ne signifie pas qu'il s'adresse à la représentation psychologique — *les phénomènes* — les êtres et les choses — qui se manifestent et se dévoilent aux yeux des humains. Pour les Byzantins le Monde est créé par Dieu et il sera sauvé grâce et par la médiation de Dieu devenu Homme. Les êtres et les choses du Monde sont créés *ex nihilo* par Dieu, et ce sont ces *créatures* que l'art re-crée par la suite. L'esprit domine ainsi la matière et les artistes byzantins figurent au sein de ce monde des gestes qui appartiennent essentiellement à l'autre Monde. Leur art n'est pas, par conséquent, un art du temps, de l'impression, de l'imitation et de l'émotion, mais un art de l'éternité, de l'expression, de la signification et de l'invocation : il ne représente pas; il présente. Il présente justement la victoire de l'esprit sur la nature, faisant appel au mystère, à la mystique, au surnaturel.

L'absolue transcendance, le Logos, s'étant incarnée, elle illumine la lutte de ceux qui souffrent et luttent pour transcender la chair et ses violentes passions.

Art hiératique et solennel, grave et sévère, l'art byzantin se constitue en une vision de l'invisible, et il vise le salut des âmes auxquelles il se révèle en révélant sous une forme sensible la salvatrice Révélation. Cet art n'a que faire de l'objectivité de la réalité matérielle, de la troisième dimension et du « point de vue »

2. Cf. aussi l'article d'A. Grabar, *Plotin et les origines de l'esthétique médiévale* (Cahiers archéologiques, I, 1945), explicitant le rôle de la vision grâce à laquelle « le monde devient transparent à l'esprit » pour s'exprimer à travers la totale « sagesse de l'art ».

de l'artiste créateur ou de l'homme spectateur; ignorant les *res* il demeure axé sur les *entia*. Il n'a que faire également des hommes individuels, des subjectivités; il figure le divin par l'humain — la figure humaine constituant un signe du divin. Grâce et par la déformation opérée, le corps perd son volume pour trouver son salut et les yeux s'agrandissent pour mieux voir. Regardant fixement celui qui les contemple, ces yeux agrandis captent le regard pour le faire entrevoir le chemin salutaire de l'âme, chemin qui conduit loin. Et la frontalité et l'asymétrie et la rigidité s'imposent dans toute leur gravité sacerdotale et mettent l'homme face à face avec son âme — « et » avec Dieu. Et cet homme ne peut plus se mouvoir : ses contours violents et l'équilibre rythmique total le tiennent et le contiennent. De même, les artistes byzantins inscrivaient leur effort dans l'effort supra-personnel qui visait à maintenir cette puissante et stable uniformité, et se pliaient ainsi à la nécessité qui les faisait se conformer aux prescriptions et aux règles précises : celles de l'Église, de l'autorité impériale, des traités de peinture. Leur liberté se rencontrait avec la nécessité.

L'art byzantin présente donc les héros de la foi chrétienne (de l'Église) et aussi — quoique moins souvent — les héros de la monarchie d'essence divine (de l'Empire). A la majesté divine — splendide et ascétique — et à la hiérarchie céleste, correspondent sur terre la majesté princière — majestueuse et somptueuse — et la hiérarchie impériale. Toutefois, Église et État ne constituent au fond qu'une Hiérarchie; et cette hiérarchie globale ordonne en un ensemble rigoureux et vigoureux les fonctions des simples membres de l'Empire et les fonctions des représentants sacrés du plus que sévère Pantocrator. Illustrant les gestes et les figures des grands hommes et des hommes saints, cet art demeure toujours noble; sombre et sobre quand il figure le divin, magnifiant et imposant quand il traite des

humains. Il exprime à la foi la grandeur et la richissime somptuosité des dignitaires et des chefs de l'État — laïques et ecclésiastiques — et le dépouillement extrême des saints et des moines, possédant, eux aussi, une grande puissance.

Les églises constituent le lieu souverain de cet art et elles reproduisent symboliquement l'Univers tout entier; quant à leur décoration, elle retrace les événements mémorables de l'Histoire sainte et elle tient en éveil l'attente de la Rédemption finale. Provoquant simultanément l'émerveillement et la crainte, imposant et terrifiant, brillant et brûlant, l'art byzantin sait se servir de la polychromie et des matières précieuses, et déploie devant les yeux des fidèles et des fidèles sujets de l'empereur des couleurs chaudes et sonores — le bleu et le mauve, le rouge et le vert et le jaune, le brun, le noir, le blanc — et des matières précieuses — de l'or, de l'argent, des cristaux, des pierres de couleur, des marbres polychromes, des porphyres et des émaux. Le jaune et l'or, possédant le merveilleux éclat de la précieuse lumière, dévoilent abondamment leur valeur et leur préciosité, leur luminosité et leur acidité : ils brillent et brûlent.

A travers la grandeur et la misère de la vie sociale, à travers la barbarie et le raffinement de la politique, à travers la grandeur et la misère de la pensée théologique, resplendit l'art sublime de Byzance, qui possède naturellement aussi, à côté des œuvres de génie, des œuvres de style et des clichés. Byzance semble être ainsi sauvée par son art, par l'art qui visait lui-même le salut. L'art byzantin — *dont l'étude à proprement parler esthétique* (*plastique et stylistique*) *reste toujours à faire* — n'exprime pas purement et simplement la réalité dramatique de la société correspondante; il ne se fait pas non plus par une conventionnelle application des recettes de l'Église. L'ordre divin et total n'est pas,

directement ou indirectement, un reflet idéalisé de l'ordre social et humain. *La politique, la religion, la pensée* et *l'art* de Byzance émergent du *même centre* et obéissent — chacun à sa manière — au même rythme commun. L'art présente aux hommes de l'Empire chrétien (et aux autres) des événements et des figures célestes et terrestres; il pousse sur un sol très physique, il prend son envol métaphysique et il matérialise en tant qu'art — tout en dématérialisant — les visées de l'aspiration et de la pensée byzantines, qui éclairent son fondement, sa marche et sa démarche.

Et l'essentielle aspiration byzantine est moins visée philosophique qu'essai de réalisation de la vision de la violente et triomphante sainte Sagesse divine. Cette aspiration se réalise à travers une créatrice synthèse nouvelle, qui voisine cependant quelquefois avec le compromis : Byzance unit la pensée grecque et la foi chrétienne, l'Occident et l'Orient, le spirituel et le temporel, la sauvage violence (et l'exploitation) et le sublime raffinement (et le désintéressement), la contemplation passive et l'action efficace, l'humanisme (savant et intellectuel) et la mystique (de la quiétude et de l'illumination). L'être de Byzance aspire à rendre présente et effective cette synthèse, privilégiant certes tantôt l'un, tantôt l'autre de ses éléments, les maintenant pourtant tous sous la lumière — et l'ombre — du même astérisme. Dans l'art byzantin, cette synthèse à auréole divine — et si violemment théocentrique — et aux expressions concrètes, réussit à s'édifier, à vivre et à survivre.

Palpitant du bruit et de la fureur de *ce Monde,* fermant trop souvent ses yeux sur la nature de sa vraie destinée et semblant ignorer le devenir mortuaire, la « seconde Rome » regarde loin.

KOSTAS AXELOS.

« LA JÉRUSALEM DE L'ANCIEN TESTAMENT », DU R. P. VINCENT

SOIXANTE-TROIS ans ont passé depuis que le R. P. Hugues Vincent arriva en 1891 au couvent dominicain de Saint-Étienne, à Jérusalem, où un an plus tôt le P. Lagrange avait fondé l'École Biblique.

Les premiers temps de cette École furent difficiles. Les cours se donnaient dans l'ancien abattoir de la ville, salle sans fenêtre, où l'on voyait encore aux murs les anneaux qui avaient servi à attacher les bœufs. La bibliothèque se composait de paquets de livres médiocres « qui ne représentaient pas même le lot d'un curé de campagne ».

Mû par l'ambition de créer un institut d'étude de la Bible et de la Palestine, le P. Lagrange réunit autour de lui une équipe remarquable. Au P. Vincent s'adjoignirent les PP. Savignac, Abel et Jaussen. En même temps qu'il publiait la *Revue Biblique*, le P. Lagrange faisait le projet d'un commentaire complet de l'Écriture, suivant la méthode historique. Il organisait des explorations géographiques et archéologiques, non seulement en Palestine, mais en Syrie et dans le nord de l'Arabie. A une époque où le pays était encore sous le pouvoir des Turcs, les difficultés étaient redoutables. Les expéditions scientifiques tournaient parfois à l'aventure. Le second voyage des PP. Lagrange et Vincent à Petra

fut tragique. Trois de leurs compagnons tombèrent sous les balles des bédouins et ils n'y échappèrent eux-mêmes que par miracle. *La croisière autour de la mer Morte* du P. Abel donne une idée des obstacles que rencontrait l'exploration de sites éloignés seulement d'une centaine de kilomètres de Jérusalem.

Il importait cependant d'être présent là-bas. Un immense travail de prospection scientifique commençait. Des missions envoyées surtout par les pays protestants ouvraient des chantiers de fouilles. Elles étaient dirigées, à Jérusalem et à Tell-es-Safieh par John Bliss, à Gezer par Macalister, à Beth-Shemesh par Mackensie, à Samarie par Reissner, à Jéricho et à Sichem par Sellin et Watzinger. Le P. Lagrange dirigeait l'École et la *Revue Biblique*, le P. Abel s'était spécialisé dans la géographie et l'histoire de la période hellénistique, le P. Jaussen s'occupait d'ethnographie. C'est au P. Vincent qu'incomba la tâche de suivre le labeur des archéologues et d'y participer. Il fut accueilli sur tous les chantiers avec un plaisir qu'augmentait le charme de sa conversation pétillante d'esprit, qui trahissait chez lui l'humaniste et le gentleman. Grâce à la permanence de sa présence qui lui donna bientôt une rare expérience des fouilles, grâce surtout à sa science probe et scrupuleuse, il devint rapidement un maître dont les conseils étaient sollicités et écoutés.

Il importait de mettre le grand public au courant des résultats du travail archéologique fait en Palestine. Aux renseignements que le P. Vincent donnait périodiquement dans la *Revue Biblique*, s'ajouta en 1907 la publication d'un livre intitulé *Canaan d'après l'exploration récente*. Sous une forme qui ne sacrifiait rien de la technicité désirable, mais avec l'ampleur de vue d'un grand maître et d'un exégète consommé, le Père faisait le bilan des recherches entreprises. Il dénombrait les traces enfouies d'une vieille civilisation qui représentait le cadre où s'était formée la Bible. Si l'archéologie pales-

tinienne n'avait alors à son actif aucune des découvertes sensationnelles qui, en Égypte et en Mésopotamie, avaient intrigué ou remué le monde savant et même la presse à sensation, Canaan cessait peu à peu d'être une *terra incognita*.

Le P. Vincent fit plus. En 1909, la mission Parker entreprit de fouiller les installations hydrauliques attenantes à *'Aïn Oumm ed Daradj*, fontaine dite de la Vierge et présumée *Source de Gihon* de la Bible. Ces fouilles étaient très secrètes.

Le P. Vincent n'y tint pas, raconte le P. Lagrange, et avec une liberté polie, qui ne devait pas déplaire à des Anglais, il remontra que de notre temps on ne fait pas de fouilles sans agréer ou même solliciter des témoins. Aussitôt on l'invita à visiter les puits avec tel compagnon de son choix, pourvu qu'ils promissent le secret. C'était de droit. J'en parle librement... Le fait est que dès le premier jour, sa compétence s'imposa et que c'est à lui qu'on doit une connaissance scientifique des travaux que nul ne se souciait de relever au jour le jour. C'est ainsi que naquit *Jérusalem sous terre,* publiée en français et en anglais [1].

Cette contribution capitale à la connaissance archéologique de l'ancienne Sion allait être dépassée en importance par la publication d'une étude complète de *Jérusalem ancienne et nouvelle,* qui commença à paraître en 1912. Trois gros volumes, abondamment illustrés, auxquels s'ajoutaient des centaines de planches, donnaient la description détaillée des monuments de la vieille ville. Le P. Abel s'était chargé de tout ce qui regardait les époques grecque, byzantine et franque. Désormais, savants, pèlerins et exégètes disposeraient d'une œuvre irremplaçable par sa science scrupuleuse, le soin minutieux de ses descriptions et la perfection de sa présentation.

Un seul des fascicules qui devaient être consacrés à *Jérusalem antique* était paru. Le P. Vincent y étu-

1. *Revue biblique,* 1915, p. 248.

diait la climatologie et la topographie de l'ancienne Sion. Il montrait que la Jérusalem conquise par David ne devait pas être recherchée sur l'emplacement de la cité actuelle, mais au Sud-Est, sur la petite colline d'*ed-Dehourah*, à l'est de laquelle coule la source de Gihon. Cette Jérusalem cananéenne était une acropole minuscule. On pouvait désormais y localiser les récits bibliques. L'archéologie servait l'exégèse des textes en restituant leur authentique sens historique à bien des traits obscurs des anciennes narrations.

On pouvait attendre d'autres fascicules de *Jérusalem antique* lorsque éclata la première guerre mondiale. En 1919, la Grande-Bretagne fut chargée d'exercer le mandat de la S.D.N. sur la Palestine. Alors « s'élabora un programme de fouilles méthodiques, dont la réalisation partielle à des intervalles plus ou moins espacés jusqu'à la seconde guerre mondiale, produisait périodiquement une documentation nouvelle[2] ». Le P. Vincent rendait compte de ces fouilles nouvelles dans la *Revue Biblique*. Survint la seconde guerre mondiale et la guerre entre Israël et les Arabes. Les fouilles archéologiques étaient interrompues *sine die*. Le P. Vincent se résolut alors à reprendre à la base son œuvre ancienne et il vient de publier le premier tome d'un livre monumental intitulé *Jérusalem de l'Ancien Testament, I, Archéologie de la ville*[3].

2. Avant-propos de *Jérusalem de l'Ancien Testament*.

3. C'est un plaisir de signaler l'excellence de la présentation de ce livre sorti des presses de Firmin-Didot et édité par Gabalda, dont le nom est lié depuis plus d'un demi-siècle à l'œuvre de l'École biblique. En dehors des cent dix figures insérées dans le texte imprimé sur deux colonnes de trois cent soixante et onze pages, le livre est accompagné de cent planches détachées. La réalisation d'une telle œuvre fait honneur à l'édition française. La clarté des clichés, l'impeccable reproduction des graphiques et des dessins, le soin mis à la typographie font de ce livre savant un instrument de travail clair, agréable à consulter et qui devient l'ornement d'une belle bibliothèque.

Le P. Vincent commence ce volume nouveau par l'analyse serrée de la description de l'ancienne Jérusalem, laissée par l'historien juif Josèphe. Puis il essaye de délimiter l'extension de la Jérusalem antique en procédant à l'examen attentif du rempart actuel. Il peut ensuite consacrer quatre grands chapitres au problème des différentes enceintes de la ville ancienne. Le résultat de ces recherches est déterminant pour toute la suite du travail. On comprendra aisément que l'importance en dépasse l'archéologie puisque la situation de second rempart de la Jérusalem d'Hérode conditionne l'authenticité du Calvaire et du Saint Sépulcre. Mais ce serait bien mal connaître le P. Vincent que de le soupçonner de faire intervenir dans le débat autre chose que les considérants de la science la plus rigoureuse.

On l'a vu, la vieille cité jébuséenne conquise par David couronnait la petite colline d'*ed-Dehourah* au sud de l'aire du Temple. Dès le règne de David, la ville forte eut tendance à s'agrandir et sous le règne de Salomon, elle déborda vers le Nord par la construction du palais royal et du Temple et elle s'étendit à l'Ouest dans le ravin du Tyropæon et sur la colline occidentale qui séparait celui-ci de la Gehinnom. Durant toute l'époque monarchique, qui va du X^e^ au VII^e^ siècle avant Jésus-Christ la capitale de Juda ne cessa de gagner en importance. Elle finit par couvrir les deux collines méridionales en s'arrêtant au nord suivant une ligne allant à peu près de l'actuelle Porte de Jaffa jusqu'à mi-hauteur de l'esplanade du Haram.

Une seconde enceinte plus septentrionale partait à l'ouest, du même endroit pour rejoindre en ligne brisée le Nord-Ouest de l'esplanade du Temple. Ce second rempart fut construit dès la Monarchie pour protéger le quartier neuf, au temps des invasions assyriennes (p. 93). Ce fut le tracé restauré après l'Exil par Néhémie.

Une troisième enceinte plus au nord, signalée par Josèphe, fut bâtie de 41 à 44 après Jésus-Christ par Agrippa Ier. Elle coïnciderait à peu près avec le rempart septentrional actuel.

Mais beaucoup d'archéologues ne suivent pas le P. Vincent dans ses conclusions. Ils font progresser Jérusalem beaucoup plus rapidement vers le Nord. Ils cherchent les traces de la seconde enceinte de Josèphe le long du rempart actuel et à la suite de Robinson, ils veulent découvrir les ruines du troisième rempart beaucoup plus au Nord.

Il faut lire l'incisive critique que fait le P. Vincent des ruines de ce quatrième rempart, dans lequel il propose de reconnaître une fortfication hâtive édifiée par Bar-Kokebas en 131-135 après Jésus-Christ. En dehors de l'examen serré des ruines du pseudo-rempart, l'argument principal du P. Vincent est l'absence presque complète de vestiges archéologiques dans cette région septentrionale, qui prouve que jamais il n'y eut là de quartier de la ville.

Jérusalem compta un certain nombre de palais et de forteresses. Le palais de David n'a pas laissé de traces. Celui de Salomon était situé au sud sur l'aire du Haram. En conséquence le P. Vincent réserve son étude au volume à paraître sur le Temple. Il reste l'Acra des Syriens, qui joua un grand rôle à l'époque des Maccabées, l'Antonia et le palais d'Hérode.

Le P. Vincent situe l'Acra des Syriens à l'intérieur de la ville contre la première enceinte au Nord « sur le promontoire Nord-Est de la grande colline occidentale » (p. 182) qui sépare le Tyropæon de la Gehinnom.

Le site de l'Antonia est indiscuté. Mais les fouilles archéologiques entreprises sous les établissements chrétiens au Nord de la rue *Sitty Mariam* ont renouvelé toute la connaissance qu'on en pouvait avoir. On a découvert la piscine souterraine de la forteresse, le

magnifique dallage de sa cour intérieure et son poste de garde.

En appendice à son étude de l'Antonia, le P. Vincent revient sur le problème du rapport entre l'Antonia et le prétoire de Pilate. Il situe les scènes du jugement de Jésus et de la flagellation sur les magnifiques dalles du Lithostrôtos de l'Antonia. Dans la *Revue Biblique,* le P. Benoît a répondu que le prétoire ne pouvait désigner que la résidence habituelle du gouverneur romain et qu'à Jérusalem Pilate descendait toujours dans l'ancien palais d'Hérode. Quoi qu'il en soit de l'issue du débat les arguments du P. Vincent ne sont pas négligeables.

Le palais d'Hérode se situait avec certitude là où se dresse ce qu'on appelle aujourd'hui la citadelle de Jérusalem, près de la Porte de Jaffa. Le P. Vincent en évoque les énormes tours et en recense les maigres vestiges. Il consacre en outre un chapitre à l'analyse des textes de *Néhémie* sur la restauration des murailles de Jérusalem.

La partie suivante du livre est relative à la description détaillée des installations hydrauliques de la vieille ville. Il s'agit de la fontaine d'*Oumm ed-Daradj,* du tunnel de Siloé et du puits d'Aïn Rogel, enfin des anciens aqueducs qui menaient l'eau de l'Ouady 'Arroub et des Vasques de Salomon jusqu'à Jérusalem.

Tous ceux qui ont eux-mêmes exploré le canal souterrain d'Ezéchias, qui s'intéressent à Isaïe et à l'ancienne Monarchie liront avec un vif intérêt ces descriptions savantes et minutieuses, d'autant plus attachantes que le P. Vincent a pu assister en témoin oculaire aux travaux qui ont abouti au nettoyage du tunnel et à l'exploration des dépendances si compliquées de la source. D'après le P. Lagrange, le code de Hammourabi donne la « sensation historique ». Je fais appel aux souvenirs d'un clan routier parisien pour affirmer qu'au cours d'un pèlerinage en Terre Sainte, l'exploration du fameux

canal ne donne pas moins vivement la même sensation.

Ce premier volume, consacré par le P. Vincent à la *Jérusalem de l'Ancien Testament*, s'achève par la description des grands morceaux restant des nécropoles de la ville sainte. Traces des tombes royales sur l'Ophel, sépulcres de la vallée du Cédron, dont les parties anciennes datent parfois de l'époque du retour de l'Exil, mais qui furent remaniées au temps d'Hérode et au premier siècle de l'ère chrétienne. Quelques pages sont relatives à la tombe monumentale de la reine Hélène d'Adiabène, dont le sarcophage est au Louvre.

On comprendra aisément l'importance de cette nouvelle œuvre du P. Vincent pour tous ceux qui sont décidés à interpréter l'Ancien Testament d'après la méthode historique. On a vu que la détermination des enceintes de Jérusalem a de graves répercussions sur la topographie de la Passion. La situation de la Jérusalem antique n'en a pas moins sur l'interprétation des anciens récits. Dans le volume de 1912, le P. Vincent était amené tout naturellement à faire l'exégèse détaillée de nombreux versets des livres de *Josué*, de *Samuel*, d'*Isaïe*, de *Jérémie*, de *Michée* et des *Chroniques*. Il en va de même dans ce nouveau volume. On ne pourra plus faire l'exégèse du livre de *Néhémie* sans tenir compte du chapitre dixième de la *Jérusalem de l'Ancien Testament*. De même, la question des hypogées royaux est importante pour le commentaire des Livres des *Rois*. On imagine combien des livres comme ceux d'*Isaïe*, de *Jérémie* et surtout d'*Ézéchiel* gagnent à une interprétation topographique exacte. Mais c'est surtout dans le prochain tome à paraître sur le *Temple*, que le P. Vincent prouvera par exemple le bien-fondé de l'hypothèse qui attribue un ministère palestinien au prophète Ézéchiel, hypothèse dont se débarrassent trop lestement quelques critiques hyper-conservateurs.

Quiconque voudra comprendre son Ancien Testa-

ment devra garder sous la main la *Jérusalem* du P. Vincent, à moins évidement de lui préférer les délayages d'Origène ou de Claudel.

Ce livre magistral n'est pas seulement une étude savante, c'est une œuvre d'art. Tous ceux qui ont déjà lu la prose du P. Vincent savent qu'il est un maître écrivain, au style alerte, incisif, précis, qui fait la joie de tous ceux qu'horripile le patois des régents. Les descriptions les plus techniques du Père gardent toujours une parfaite élégance d'expression.

A l'archéologie s'ajoute parfois la psychologie la plus fine, témoins, par exemple, ces jugements sur l'historien juif Josèphe :

Il ne fut jamais l'historien au sens occidental moderne, soucieux d'ordonner son œuvre avec méthode et avec calme, pour la rendre aussi limpide que possible, attentif à la représentation détaillée des milieux où doivent évoluer les personnages et se succéder les péripéties de sa narration. Tout entier à son dessein de retracer, dans une perspective à lui propre, le tableau de la *Guerre* concentrée désormais autour de Jérusalem, il n'omettra certainement pas d'en définir le cadre, c'est-à-dire la ville considérée dans son ensemble, sa physionomie topographique, ses défenses artificielles, ses divisions principales et son monument par excellence, le Temple, envisagé moins sous son aspect de sanctuaire national que dans ses possibilités comme centre de résistance contre l'attaque du dehors et contre la ville elle-même. Il est néanmoins aux antipodes du romantisme qui s'alanguit dans l'évocation méticuleuse et mélancolique « du joli lieu de sa naissance ». Trop passionnée pour s'endiguer dans une progression logique inflexible, sa mobile pensée va, vient, au gré de son émotion, mêlant l'observation directe au souvenir impersonnel comme à la spéculation archéologique et philosophique... (p. 2).

Et au terme de son enquête, le Père y reviendra :

La méprise, pas assez rare encore, est de considérer Josèphe comme une valeur globale acceptée de confiance ou rejetée par principe; n'évoquons même pas la pratique plus néfaste encore de trier, au hasard de convenances arbitraires avec

un système topographique, tel détail canonisé comme un aphorisme intangible et absolu. Dans cette description (de Jérusalem) comme ailleurs, Josèphe est à interpréter suivant les règles générales de critique régissant l'utilisation de toute son œuvre. Il faut le redire sans effroi de répétition : la plus fondamentale de ces règles, au point de vue particulier de notre étude, est la distinction circonspecte entre Josèphe décrivant ce qu'il a vu de ses yeux et Josèphe archéologue : celui-ci n'a d'autre valeur que celle de ses sources; au contraire celui-là devient un témoin de premier ordre toutes les fois que son observation n'a pas été déformée par quelque préoccupation apologétique ou par simple emphase littéraire (p. 16).

A propos de l'Antonia le P. Vincent évoque l'un des épisodes les plus pathétiques de la Passion :

En cette journée printanière du mois de Nisan palestinien, les soldats désœuvrés du corps de garde intérieur se distrayaient au « jeu du roi », devant le quartier de la caserne romaine dans l'Antonia. Indifférents tout d'abord aux épisodes qui précédèrent la sentence portée contre Jésus, à l'autre extrémité du *Lithostrôtos*, où ils n'avaient pas à s'immiscer, leur dédain haineux des Juifs explose dès que le Condamné leur est confié pour quelques moments de surveillance. Au lieu d'un morne jeu théorique ils peuvent maintenant se jouer d'un roi vivant, et surtout d'un roi juif... et c'est tout aussitôt la série des avanies grotesques mais cruelles surajoutées par cette soldatesque aux rigueurs juridiques officielles. Quand enfin la mesure est comble et que les apprêts du supplice sont terminés, la divine Victime qui fléchit sous le poids du gibet, traverse une dernière fois le *Lithostrôtos*, en laissant sur les dalles l'empreinte de ses pas ensanglantés. Au moment où Jésus va franchir la porte de la forteresse, où le corps de garde romain l'a introduit aux premières heures de la matinée, et dont on connaît si parfaitement désormais le dispositif, les soldats du poste, massés sur le seuil de leur logis, contemplent d'un œil narquois, cependant avec quelque pitié peut-être, Jésus de Nazareth, roi des Juifs, que la justice vacillante du procurateur Ponce Pilate achemine à la mort... (p. 221).

On pourrait citer maintes autres pages semblables. Illustre disciple du P. Lagrange, le P. Vincent ne

regarde pas l'archéologie comme une science qui rassemble des débris morts, mais comme l'étincelle qui permet de ressusciter la vie. Et quelle vie fut plus grande que celle qui se vécut dans l'antique et sainte Jérusalem ? En ces pages qui lui sont consacrées, tous les amis du P. Vincent retrouveront sa foi profonde qu'il n'a jamais séparé de l'intelligence, ses scrupules de savant, son goût du travail bien fait, son humour et jusqu'au charme de sa vivante conversation. Tous sont enchantés de voir paraître enfin cette somme de sa prodigieuse science, ce bilan de soixante-cinq ans au service de la vérité et ils en attendent la suite avec une impatience d'autant plus grande qu'ils entrevoient enfin la réalisation définitive d'une œuvre depuis si longtemps promise et attendue.

J. STEINMANN.

ERRATUM. — Un des Signes du Temps du numéro de décembre 1954 : « L'avenir de la recherche scientifique » (p. 93) signalait que l'Université française ne produisait que 600 licenciés ès sciences par an. D'après la statistique officielle publiée dans le dernier Annuaire de l'Institut national de statistique (année 1953, paru en 1954) p. 61, il ressort qu'en 1952-1953 le nombre des diplômes délivrés par les facultés a été, en

	Droit	Lettres	Sciences
Licences :	2747	2029	1349
Doctorats :	245	497	109

De même le chiffre de 1000 concernant le nombre des ingénieurs sortis des grandes écoles est sans doute un peu faible. Cette rectification ne modifie d'ailleurs pas les observations de l'auteur.

Les Signes du temps

LA DROITE, LA GAUCHE, ET LE MILIEU

La vie se laisse mal renfermer dans la simplicité ingénue des catégories qui permettent de ranger, sinon le bien et le mal, du moins l'eau et le feu à droite ou à gauche et d'avoir son siège fait.

Mais quelle que soit la valeur des assemblages et des antagonismes traditionnels, il n'y a pas de régime sérieusement démocratique sans de véritables partis, ni des partis vivants sans enracinements — fussent-ils incertains. Lorsque des « indépendants » de droite ou de gauche s'évertuent à se grouper et à s'organiser, ils reconnaissent et assument simplement les lois de l'existence efficace en république parlementaire. Encore ne suffit-il sans doute pas que les intéressés trépignent ensemble ni que les hommes de bonne volonté fraternisent. Ce n'est point céder à la nostalgie d'une tranquillité doctrinaire que de souhaiter qu'ils aient en commun quelques idées consistantes, cohérentes, voire politiques, — et qu'ils puissent avouer leur politique au peuple convié.

L'ambiance du milieu « politique », dont P.-A. Martel et H. Muller dénoncent et analysent le climat de loyauté relative et de civisme modéré, ne favorise guère l'ampleur des visées ni la franchise du langage. La tentation est grande d'agiter les drapeaux éprouvés et de proposer au peuple électoral les objectifs éloquents de la civilisation chrétienne ou du bonheur républicain — au lieu de mettre les hommes et les femmes de la démocratie en présence des enjeux et des options véritablement en question, de leur parler comme à des adultes : de la coexistence mondiale et de nos choix européens, de l'économie française et des urgences sociales, de l'Indochine, de l'Afrique du Nord, de l'Union Française

l'aujourd'hui et de demain... Si la droite plus ou moins classique, dont E. Borne scrute les équivoques et les perplexités et la gauche plus ou moins nouvelle, dont J. Nantet rapporte la gestation indécise, sont si embarrassées et restent si courts, n'est-ce pas parce que le culte des questions dépassées donne le change et dissimule les dépassements urgents?

Du côté de la droite classique

★ On nous a changé la droite classique. Il était entendu qu'il ne pourrait jamais y avoir en France un grand parti de droite organisé pour le gouvernement comme pour l'opposition, analogue au parti conservateur britannique. Les raisons venaient de loin : l'idée même de parti était intolérable ou suspecte à la droite française; le mot et la chose étaient trop républicains ou plutôt trop démocratiques, et la droite en France s'est toujours mal défendue contre les nostalgies ou les contaminations monarchistes ou autoritaires — sinon parfois totalitaires; de ce côté on aimait vitupérer la démocratie parce qu'elle est le régime des partis, c'est-à-dire un système d'incohérence et d'anarchie. Si elle n'avait pas confiance dans les partis, la droite française croyait aux notables, aux élites naturelles du pays réel par opposition aux cadres artificiels et politiciens du pays légal; l'épisode vichyssois a été en ce sens fortement marqué par la mentalité de droite; enfin après la Libération, d'abord timidement puis avec une assurance croissante, la droite a retrouvé sa tradition en s'en prenant aux partis, c'est-à-dire à la fois au parti communiste, à la S.F.I.O. et au M.R.P., tous accusés de monolithisme pour évoquer le moins subtil parmi les pavés lancés par les polémistes de droite. La prolifération des « indépendants » vers les années 1950 et 1951 n'était pas une génération spontanée, elle était un phénomène de droite,

et de droite classique : le pavillon que l'on dressait glorieusement ainsi n'avait pas de couleur déterminée; il était un témoignage contre tous les drapeaux et tous les enrégimentements, il en voulait à toutes les couleurs à moins que l'absence de couleur ne soit le blanc, couleur sans couleur qui n'est pas sans rapports avec la droite.

Or voici que du 5 au 8 décembre derniers ces mêmes indépendants ont tenu à Paris un premier congrès national qui a fait quelque bruit. Aux Indépendants proprement dits s'étaient joints les Indépendants Paysans, l'Action Républicaine et Sociale (composés d'anciens R.P.F., les plus mous et sortis les premiers de l'orthodoxie gaulliste), et enfin ce qui nous rappelle de plus vieux souvenirs, l'Alliance Démocratique. Pratiquer la méthode des congrès nationaux, c'est affirmer qu'on est un parti et accepter les servitudes et les vertus de l'organisation. La droite classique découvre donc pour la première fois dans son histoire que l'individualisme, la multiplication des groupes et des groupuscules, le refus des disciplines arrêtées et des doctrines définies sont en politique causes d'impuissance et expliquent dans le passé la stérilité de la pure droite. L'événement pourrait être d'une importance majeure dans la vie publique française.

Des indépendants qui font profession de réprouver les dépendances partisanes et qui se rassemblent pour constituer un parti, le paradoxe est d'autant plus plaisant que les ministres « indépendants » de M. Mendès-France qui avaient tenu à honneur d'affronter ce premier congrès de leurs amis politiques et qui plaidaient non sans humour l'indépendance pour justifier leur présence au gouvernement, ont provoqué une huée unanime qui était une belle manifestation de monolithisme. A la vérité, cette contradiction qui fait la fortune des échotiers ne peut guère susciter de colère prophétique; faut-il même faire un péché véniel d'un retournement qui est la

revanche de la vie réelle sur une idéologie opportuniste et abstraite? Lorsque la droite découvre la valeur du parti, en tant que tel, il faut considérer l'événement comme une victoire de la République et la prise de conscience d'une exigence civique qui devrait avoir valeur d'axiome.

Les forces devenues ainsi parti sont solidement enracinées dans le pays et dans le parlement. Les indépendants et leurs alliés de l'A.R.S. forment le groupe le plus important de l'Assemblée Nationale, et il y avait quelque deux cents parlementaires au congrès de Paris. La question est désormais de savoir si ce parti a des chefs ou un chef, une doctrine, un programme.

Le climat du congrès n'était pas à la modération; la salle animée de passions élémentaires a fait un succès affligeant à quelque démagogues qui s'en prenaient sur le ton de la fureur à la politique et à la personne de M. Mendès-France. Dans ce contexte M. Paul Reynaud et M. Antoine Pinay ont fait figure d'hommes d'État et leurs propos, malgré d'inévitables concessions aux idoles de la caverne, ont traité quelques vrais problèmes. M. Pinay, qui a pratiqué le premier quelque chose du style que M. Mendès-France devait porter à un plus haut point de perfection, apparaît de plus en plus comme le chef désigné de la droite rassemblée. Il aura fort à faire pour apprendre à ses troupes les mœurs de la modération. Il est fâcheux que son autorité ni la neuve discipline de ces modérés ne puissent mettre un terme aux laids débordements d'un Legendre. D'un autre côté, il est vrai, M. Mendès-France tolère les excès de langage de l'*Express,* qui pour être d'une autre qualité littéraire et intellectuelle mettent dans la vie politique française un affreux climat d'injustice et de mauvaise passion. Ceci ne compense pas cela. Ceci est comme cela une solide contribution à la décadence en France de la pensée et de l'esprit politiques.

Si en politique intérieure, M. Pinay, soit par tactique

soit par impuissance à surmonter sa nature, participe immodérément aux partialités et aux aveuglements de la droite classique, il n'est pas incapable d'une certaine ampleur de pensée en ce qui concerne les problèmes de politique internationale. Sa conviction européenne paraît s'affermir et elle n'est pas inutile pour contredire et dépasser le nationalisme traditionnel des hommes de droite. Sur ce problème, situer M. Mendès-France à gauche et M. Pinay à droite serait une marque d'infantilisme politique. Il est vrai que le même dimanche, comme s'ils s'étaient donnés le mot pour entretenir de concert un vieux vice français aussi dangereux que l'alcoolisme, M. Mendès-France fait un éloge de combat de l'école laïque et M. Pinay un éloge de combat de l'école libre. Comment contester alors que l'un soit à gauche et l'autre à droite ?

La droite classique pour être un parti doit avoir une doctrine et un programme l'une inspirant l'autre. Non sans crânerie, M. Pinay a revendiqué pour lui et ses amis les noms ailleurs méprisés de « notables », de « réactionnaires » et de « conservateurs », car qui a des responsabilités est forcément un notable et toute situation historique comporte des valeurs à conserver et des entraînements fous contre lesquels il faut réagir. C'est choisir, comme on disait au temps de Louis-Philippe, pour la « résistance » contre le « mouvement ». Mais une tendance n'est pas une doctrine. M. Delbez, prenant les choses de plus haut, a placé ce rassemblement des droites sous le signe de la civilisation chrétienne. L'idée n'est pas sans contenu, mais il faut bien voir que, même prise au sérieux et selon sa plus forte exigence, elle implique toujours une certaine dénaturation et dégradation du plus vrai christianisme. M. Delbez a mis l'accent sur les valeurs de liberté entendues dans le sens libéral du mot, et dont quelques-unes sont liées d'assez près à une authentique tradition chrétienne. Mais la liberté d'entreprise qu'on veut couvrir du pavil-

lon chrétien est en fait solidaire d'un certain système du profit dont on doute qu'il soit d'inspiration chrétienne. Mais ce qu'on nomme la civilisation chrétienne devrait comporter des valeurs de justice sociale sur lesquelles le congrès des Indépendants s'est montré assez discret. Mais surtout le christianisme parce qu'il est plus qu'une civilisation devrait faire entre les civilisations aujourd'hui affrontées une œuvre de compréhension intelligente et de reconnaissance réciproque : or sur les problèmes d'Afrique du Nord les Indépendants ont oublié la civilisation chrétienne à moins qu'ils ne l'aient confondu avec on sait trop bien quelle défense de l'Occident et ils ont cédé aux réflexes nationalistes les plus courts. La motion finale du congrès sur ce sujet a été jugée impossible par le *Figaro* lui-même. Que les Indépendants méditent sur cette résistance fort raisonnable d'un journal qui ne leur veut pas ordinairement beaucoup de mal.

La doctrine d'une droite rassemblée pourrait être cherchée et trouvée du côté d'un libéralisme à la fois économique et politique qu'on aurait intérêt à ne pas rattacher de trop près à la civilisation chrétienne. Il existe des partis de ce type dans l'Europe occidentale, particulièrement en Belgique, en Allemagne, en Italie. Ils font souvent un effort qui n'est pas forcément condamné à l'échec pour joindre à l'héritage libéral un souci plus neuf de construction européenne qui doit les amener à mettre en question certains postulats vieillis du libéralisme classique. Ni M. Paul Reynaud ni M. Pinay ne peuvent être indifférents à de telles tentatives. Que ce néo-libéralisme devienne en France un parti organisé, notre vie politique y gagnerait en clarté. De ce côté se trouve l'avenir de la droite.

Il reste la conjoncture politique immédiate que le congrès des Indépendants n'a pas, par contre, aidé à clarifier. L'antimendésisme passionnel n'est pas un état d'esprit politique, pas plus d'ailleurs que le promendé-

sisme passionnel. Si les problèmes étaient posés avec un soupçon de rigueur doctrinale la politique de M. Mendès-France apparaîtrait en nombre de secteurs importants comme beaucoup plus proche des thèses néolibérales que des thèses socialistes. En suite de quoi les indépendants sont dans l'opposition (avec cinq ministres au gouvernement) et les socialistes sont dans la majorité (sans aucun ministre). Mais les Français qui adorent, comme dirait le général de Gaulle, les poisons et les délices de la politique s'entendent admirablement, car même ces épices sont encore trop fades, à transformer les débats publics en guerre de religion. Le forum aujourd'hui est livré à une obscure querelle théologique, à une sorte d'empoignade entre jésuites et jansénistes. On prévoit beaucoup de vaincus, des blessures inguérissables et probablement pas de vainqueurs.

Or l'impératif national le plus urgent devant les désastres humiliants qui se préparent en Indochine et en Afrique du Nord serait la définition et l'application d'une politique bipartisane, au moins quant à ces deux questions, et qui serait faite au nom de ce qu'on appelle l'opposition et au nom de ce qu'on appelle la majorité. Nulle voix ne s'est élevée en ce sens au congrès des indépendants. L'idée apparaît trop timidement encore du côté d'une petite fraction de ce M.R.P. dont l'incertitude actuelle ajoute à la confusion générale, que l'on provoque à des résolutions désespérées à force de réquisitoires insultants, mais qui n'est peut-être pas incapable de répondre par un redressement politique au système d'injustice dont il est la victime d'un bout à l'autre de la presse. Nos partis et nos partis pris devraient peu compter devant l'urgence tragique des deux problèmes indochinois et nord-africain qu'il faudrait traiter autrement que cette sordide affaire des « fuites » (d'où ne sortent grandis ni les amis ni les ennemis de M. Mitterrand), en n'y cherchant pas seulement des arguments pour confondre et réduire l'adversaire politique. Si de

M. Pineau à M. Bidault, de M. Mendès-France à M. Pinay les hommes qui ont en France une autorité politique et quelque capacité d'invention se mettaient d'accord sur une politique nord-africaine qui serait alors, sans discussion possible, celle de la France, l'autorité et la générosité françaises pourraient sauver, dans les pays proconsulaires et centrifuges d'au delà de la Méditerranée, les dernières chances de l'Union Française. Sinon il est clair que le pire est le plus sûr. Un espoir analogue d'une politique indochinoise bipartisane permettrait peut-être, bien que les choses soient de ce côté beaucoup plus désespérées, de sauver au moins l'honneur.

Le rassemblement des droites classiques en un corps organisé, s'il se révèle durable, contribuera-t-il à orienter la vie publique française vers plus de maturité politique ou la précipitera-t-il vers cet antagonisme de deux blocs, vieille droite contre vieille gauche dont quelques-uns d'entre nous se flattaient d'avoir délivré la France à la Libération ? Une analyse théorique pencherait vers l'optimisme. La considération du comportement des hommes incline plutôt vers le pessimisme.

ÉTIENNE BORNE.

La Nouvelle Gauche

☆ Qu'on le veuille ou non, la politique française a été troublée, ces dernières années, par l'ingérence étrangère. Les Américains ont fait pression sur les partis au pouvoir pour les amener à leurs conceptions stratégiques; les Russes se sont servis du parti communiste pour agir sur la masse ouvrière. Dans ces circonstances, dont l'image la plus saisissante reste l'affaire des fuites (un quart d'heure après la fin d'une délibération du Conseil Supérieur de la Défense

Nationale, les Russes sont au courant; vingt minutes plus tard, les Américains savent tout) il était légitime qu'une aspiration se fasse sentir vers une Nouvelle Gauche, dont le slogan pourrait être : pour une démocratie authentique, ni Washington, ni Moscou. Quand les grands partis abandonnent partiellement leur programme social pour se consacrer au réarmement, la classe ouvrière se sent frustrée, car des canons et du beurre (ou des logements), c'est le beurre qui est la démocratie; quand les travailleurs sont désorientés par les dernières sautes d'humeur du parti communiste (et depuis la mort de Staline, ce qui est pire, par l'absence presque totale de directions suivies), ils aspirent, ne fût-ce que pour y comprendre quelque chose, à rentrer dans un mouvement français.

Reste à définir cette Nouvelle Gauche, dont on parle tant, et c'est l'objet de la réflexion d'un certain nombre d'hommes politiques, parlementaires, écrivains, journalistes, depuis quelques années; plus particulièrement on s'est penché sur ce problème au cours de journées d'études en mai dernier et tout récemment au début de décembre. Maintenant, après cet effort de clarification, il apparaît nettement que deux conceptions de la Nouvelle Gauche existent et peut-être s'opposent.

La première, que nous appellerons la conception étroite, a l'avantage d'être déjà partiellement réalisée, l'inconvénient de laisser subsister bon nombre d'équivoques. Elle a pour origine, principalement, la province où se sont groupés, autour de personnalités locales, des éléments en provenance de la Gauche Indépendante (dans le sens large de l'expression), de l'Union Progressiste et de la Jeune-République (ces derniers gardant une large autonomie et n'englobant pas plus de 5 % des troupes de la J.R.). Ainsi se sont constitués une douzaine de noyaux « Nouvelle Gauche » (avec quelques variantes d'appellation, d'ailleurs, par exemple à Toulouse), principalement dans cette ville, à Lyon, Rouen, Cherbourg, Le Havre (où des succès électoraux ont couronné cette tentative lors des dernières élections municipales). Mais, si la situation est claire sur le plan régional et provincial, elle se complique quand on l'évoque dans son ensemble et sur le plan national. En effet, alors qu'en province les membres de l'Union Progressiste ne sont, manifestement, que des

isolés qui, unis à d'autres, achèvent de perdre toute allégeance communiste, quand on en vient à confronter l'Union Progressiste elle-même, et ses parlementaires, tout change. Cette façon de Nouvelle Gauche est ardue à élaborer hors de la confusion locale et des questions de personnes qui jouent un si grand rôle dans la vie politique, et les tentatives ont, jusqu'ici, échoué, car on se bute à un double inconvénient. Ou bien, on accepte toute l'Union Progressiste, avec son appareil, ses parlementaires, et la Nouvelle Gauche devient un appendice du parti communiste; elle perd un des éléments de son programme : ni Moscou. Ou bien, on cherche à séparer le bon grain de l'ivraie, à prendre tel bon dirigeant ou parlementaire, à rejeter tel autre et on risque (sans compter ce qu'il y a de déplaisant dans un semblable choix et la légitime répugnance des Progressistes à s'y prêter) de tomber dans un autre travers : l'anticommunisme, qui pourrait devenir aussi systématique que celui de M. Pinay et, contrairement à la volonté déclarée du mouvement, contribuer à congeler (comme dit François Mauriac) le monde ouvrier dans son isolement.

Face à cette Nouvelle Gauche-là, s'affirme chaque jour davantage une aspiration plus large et qui, au départ, tient compte d'autres réalités. On remarque que ce n'est pas l'éventuel rassemblement de la Gauche Indépendante, de la Jeune-République et de l'Union Progressiste (même en supposant que cette addition doive se transformer en multiplication) qui peut constituer une base de départ suffisante. Pour être efficace, la Nouvelle Gauche doit à la fois être équilibrée (c'est-à-dire maintenir des contacts sur ses deux flancs et non pas d'un seul côté, sur la gauche) et étendue. Voilà qui appelle dans la Nouvelle Gauche (s'ils n'y sont déjà, ils y seront demain) tous ceux, parlementaires, dirigeants, militants, que les événements politiques (évolution des grands partis) et les circonstances personnelles (exclusion par exemple) incitent à poursuivre leur action hors de ces partis, après en être sortis sur la gauche. Cette conception s'adapte mieux à l'action politique qui, pour être efficace, aboutit, dans une démocratie comme la nôtre, au Parlement. Or, que voit-on à l'Assemblée Nationale, pour ne parler que d'elle ? Au cours des quatre derniers scrutins, les quatre députés progressistes ont été d'un côté, tandis que

les six ou sept (ne limitons pas et ne nommons personne) exclus-démissionnaires divers ont été de l'autre et ont soutenu le gouvernement Mendès-France. Sans présager de l'avenir (et particulièrement pas du vote à prendre sur les accords de Paris), ceci marque les restrictions apportées à une action commune sur la gauche et l'orientation générale du mouvement. La Nouvelle Gauche pourrait participer, dans un cartel très large, à un regroupement de forces qui tendrait moins à faire éclater les partis qu'à les infléchir et dont elle constituerait l'élément le plus intransigeant. Sinon que lui resterait-il à souhaiter ? Un Front Populaire ? Peut-on y songer sérieusement sans l'apport, manifestement refusé, des radicaux et des socialistes ?

JACQUES NANTET.

Affaire

C'est triste pour les honnêtes gens et les innocents, mais c'est vrai. A partir du moment où il y a *affaire,* où il y a police, et à fortiori espionnage, le lecteur (l'électeur) moyen sait d'avance qu'il ne saura jamais la vérité, même dans un cas privilégié où l'on n'a même pas mis en route le procédé habituel d'étouffement, la commission d'enquête parlementaire.

Il sait aussi que les prises passionnelles de position sont telles que chacun couchera sur ses affirmations. On trouve encore des partisans de la culpabilité de Dreyfus, des gens pour penser que Jeanne d'Arc n'a pas été brûlée. Sait-on la vérité sur les grandes *affaires* Stavisky, des généraux et autres piastres ?

Même l'exégèse interne des débats au *Journal officiel,* le seul journal honnête, mais combien ennuyeux, ne permet pas de se faire une opinion.

Certes, chaque fois que dans le passé un gouvernement est sorti de certains *cadres,* plus aisés à sentir

qu'à définir d'ailleurs, c'est son ministre de l'Intérieur qu'on a abattu. Salengro, Marx Dormoy, Georges Mandel. Ce gouvernement représente une certaine novation dans le choix des personnes et on ne peut s'empêcher de penser que l'attaque vise plus la fonction que l'homme. Pourtant, la nervosité de certains, même après le débat, laisse une impression pénible. Et il est surtout vrai que nous ne saurons jamais la vérité.

Peut-être devrait-on perdre l'habitude de penser *affaire,* bien que cette habitude soit devenue internationale et qu'à Turpin-Labrousse, nous pouvons répondre Alger Hiss, Burgess, Maclean, Otto John et autres... Kravchenko. Cela nous montre le caractère actuel de l'arme de l'espionnage et dénonce un problème qu'on pourra peut-être traiter le jour (viendra-t-il) où l'ombre de M. McCarthy cessera de peser sur lui.

En ce jour on verra peut-être que la France a, dans ce domaine, perdu sinon la guerre, du moins des batailles, et ce pour quelques petites raisons communes à un certain nombre de ces *affaires,* raisons qui les ont toutes rendues possibles, la dernière y compris. Car, hélas! en ce domaine et dans certains autres le gouvernement Mendès-France est celui de la continuité!

1) Certains partis politiques n'ont jamais voulu faire leur discipline intérieure. Pour des raisons qui vont de la copinerie à la solidarité de la Résistance, certains partis, et notamment la S.F.I.O., n'ont pas voulu comprendre qu'au lendemain de la Libération, quand ils donnaient les places, ils se sont laissé infiltrer d'éléments suspects. Comme le radicalisme avant-guerre, pour la même raison qu'ils étaient le parti où il fait bon être, ils ont été noyautés. Ils payent, peut-être trop cher, parfois peut-être dans certains de leurs éléments valables, un manque d'austérité interne.

2) Le « petit homme d'État », chanté dans un *vademecum* célèbre, vit de « fuites ». Lorsqu'il a eu son petit secrétariat d'État, il a pris un, quelquefois deux, indi-

vidus suspects dans son cabinet, et à travers eux il fait joujou avec des journalistes et leur passe des tuyaux. Après avoir fait joujou ainsi à l'Enseignement technique, à la Marine marchande, à la Santé publique ou aux Anciens Combattants... on a pris l'habitude, on a beaucoup de relations. Mais le jour où l'on sera, où moins que cela, où un de ses anciens collaborateurs mal triés mis imprudemment en selle sera à l'Intérieur, aux Affaires étrangères, ou à la Défense nationale, le petit jeu des tuyaux deviendra haute trahison sans que personne n'y ait rien vu et même, reconnaissons-le, sans que l'intéressé, dans son glissement progressif, y ait vu virage ou malice.

D'ailleurs ce petit jeu ministériel repose sur un jeu plus général. Pas plus qu'un ministre, un préfet, un magistrat instructeur (ou la police qui travaille pour lui) ne respecte le secret de l'instruction. On a trouvé naturel, à l'audience d'une Cour d'assises, d'entendre un enquêteur raconter son jeu de cache-cache avec la presse mondiale. Toute la France joue aux fuites, jusqu'au malheureux aspirant qui lisait le journal de M. Bourdet.

3) Dans l'humble vie quotidienne on a peut-être trop joué avec les grands thèmes de la révolte nécessaire, de la légitimité et de l'illégitimité du pouvoir. Dans l'histoire il n'y a eu qu'un 18 Juin et Coblence fut un échec. Qu'on permette à un Français extrêmement moyen de dire qu'il met sur le même plan en pratique les grandes excommunications, en 1947, du R.P.F. sur l'illégitimité du régime, la vague irrationnelle qui fit délirer en août dernier un vieillard présidentiel sur le réarmement allemand, la lettre d'André Philip durant la Conférence de Bruxelles. Mais on ne peut non plus objectivement nier que voir se rapprocher du pouvoir l'équipe actuelle ne conduisait à la modération, dans les dernières semaines du ministère Laniel, ni les interlocuteurs de M. Bidault à Genève, ni ceux de M. Voizard à Tunis.

On voudrait terminer ces lignes critiques par quelques phrases constructives. Mais notre plume se refuse à les écrire. Notre pays manque actuellement et identiquement dans tous les milieux de ce tout petit minimum de cohésion nationale qui fait qu'on se sent plus proche du compatriote d'une autre famille « spirituelle » que de l'étranger de la même famille « spirituelle ».

Faut-il s'en plaindre? Le chrétien ou celui qui est amoureux de l'universalisme de la culture française doit se garder de juger cela trop sommairement. Dans tous les conflits de ces dernières décades, il y eut des Français dans les deux camps, et cela même a une certaine grandeur.

Mais le chroniqueur politique doit signaler que ce n'est pas une condition très favorable à la survie d'un État ou à la naissance d'une Fédération, comme on rêve que soit un jour l'Union française. Malheureusement lorsqu'on lit le mot « nationalisme », il signifie, suivant la plume qui l'écrit : Vive Molotov, ou Vive McCarthy; souvent : A bas Adenauer; parfois : Vive Churchill ou Bevan; il n'a jamais une référence française.

HENRI MULLER.

Les partisans contre la présence française

La soumission massive des fellaghas de Tunisie est un succès de la politique de M. Mendès-France. C'eût été à l'honneur, non seulement du Président du Conseil mais du Parlement, que certains députés, de l'opposition même, reconnussent ce fait qui intéresse plus qu'un homme ou un parti, mais l'association de la France et de la Tunisie, mais cette « présence française » que tout un chacun se déclare soucieux de sauvegarder.

Or l'opposition a malhonnêtement fait de l'Afrique du

Nord l'un de ses chevaux de bataille contre M. Pierre Mendès-France et sa politique agricole par exemple. Il est assez scandaleux qu'elle ait été nourrie par le Mouvement Républicain Populaire au mépris des résolutions de nombreux congrès. Faut-il rappeler en effet que ces derniers se sont le plus souvent prononcés moins contre une politique du genre de celle que M. Mendès-France a inaugurée le 31 juillet — pour la seule Tunisie, hélas! — que contre celle qu'ont tolérée leurs leaders dans des gouvernements précédents.

Aussi bien faut-il souligner que les récents débats sur l'Afrique du Nord n'ont pu que trop rappeler à ceux qui les avaient suivies certaines séances honteuses consacrées, il n'y a pas si longtemps, à l'Indochine.

Les affaires nord-africaines sont décidément aujourd'hui le terrain de prédilection des paradoxes. Voici que la solution pacifique d'un problème grave et douloureux — celui de fellaghas qui n'auraient jamais été si nombreux sans les méfaits de la répression de Hauteclocque et sans les imprudentes maladresses de M. Voizard — voici qu'une solution de paix est considérée comme une perte de face! Voici qu'on la prend pour prétexte à déshonorer un résident général, un militaire, le général de Latour qui a dû faire preuve d'une remarquable sagesse politique[1] en persuadant un ministre, M. Christian Fouchet et un président du Conseil, M. Mendès-France, que le jeu de la « main tendue » valait d'être joué, qu'il valait la peine de faire confiance à nos partenaires tunisiens.

Malgré le succès, les mêmes ministres et président du Conseil se retrouvent comme liés plus encore qu'auparavant, moins à une majorité chancelante qu'à une opposition qu'ils doivent s'employer à rassurer.

Tout se passe comme si le Parlement en était à reprocher au gouvernement beaucoup plus le succès de « l'opération fellaghas » que l'explosion d'Algérie, que l'immobilisme au Maroc. Ce que ne pardonne pas l'opposition, c'est d'avoir perdu les prétextes qu'elle avait cru tenir au moment d'un conseil national du Néo-Destour dont les conclusions avaient

1. Nous tenons nous-même à faire amende honorable, puisque nous avions formulé des réserves quant à la désignation du général de Latour le 30 juillet dernier.

é abusivement interprétées ou au moment de la négo-ation de l'accord sur les fellaghas.

Et parce que le but poursuivi — la rupture des pourparlers anco-tunisiens de Paris — n'a pas été atteint, huit bombes latent à Sfax, à Tunis et dans sa banlieue aux domiciles personnalités nationalistes. Alors que les fellaghas ont posé les armes, les contre-terroristes reprennent leur songne. Y a-t-il quelque chose de changé dans l'autorité ançaise de Tunisie? On le saura d'ici au moment où ces gnes paraîtront dans la mesure où l'on aura su et voulu ettre hors d'état de nuire les véritables instigateurs et teurs de ce dernier complot.

Si dans le même temps, les négociations franco-tunisiennes ont pas fait un pas décisif, si les Tunisiens ne sentaient pas mme une réalité bientôt palpable cette autonomie interne omise depuis tant d'années par tant de gouvernements, confiance que l'on a su faire encore une fois renaître derait la place à la colère et au désespoir. Et le désespoir s'arrêterait pas aux frontières de la Régence.

Nous voulons souhaiter que l'expérience de coopération atique et mutuellement confiante qui s'est instaurée dans djebels inspirera plus sûrement les responsables des desti-es des deux pays que les jeux des politiques partisanes, intérêts — quand ce n'est pas de la simple sottise —, ou, ns les discussions, le jeu d'un juridisme étroit auquel nos rtenaires ont comme nous été soumis... dans les mêmes oles.

15 décembre 1954.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

Conjoncture de la coexistence

Il semble que l'acharnement dont témoigne l'Union Soviétique dans ses efforts pour prévenir la ratifi-tion des accords de Paris et empêcher ainsi le réarme-nt de l'Allemagne, sera vain. Dans une note com-une adressée à Moscou le 29 novembre dernier, la

France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont rejeté les deux communications soviétiques du 23 octobre et du 13 novembre, proposant la réunion *avant la ratification des accords de Paris* d'une conférence à Quatre sur l'Allemagne et d'une conférence de tous les pays européens pour mettre sur pied une organisation de sécurité collective européenne.

Non point que les Occidentaux refusent d'envisager la réunion de ces deux conférences au cours de l'année prochaine, tout au moins si une préparation diplomatique discrète a démontré qu'elles pourraient avoir de sérieuses chances de succès. Ce qu'ils rejettent, c'est la possibilité d'une rencontre avec les Russes sur la question allemande avant d'avoir, grâce à la ratification des accords de Paris, rendu sa souveraineté à l'Allemagne de l'Ouest, définitivement intégré cette dernière dans le camp occidental, et décidé son réarmement en vue de la faire participer à la défense du monde libre.

La procédure de ratification est maintenant engagée dans la plupart des pays intéressés. Les accords de Paris ont déjà été ratifiés en novembre par la Chambre des Communes, malgré l'abstention des travaillistes. Ils ont fait l'objet d'un débat en première lecture au Bundestag à Bonn. On s'attend qu'ils soient ratifier avant la fin du mois à Rome par la Chambre des Députés italienne et à Paris par l'Assemblée Nationale. M. Mendès-France n'a pas accepté, comme le lui demandaient divers députés, que la ratification soit assortie de la moindre condition. Il appartient maintenant aux Chambres hautes (le Conseil de la République en France) de se prononcer à leur tour dans les premiers mois de l'année prochaine; leur approbation, dans la mesure où elle est nécessaire ne saurait faire de doute. Dans les pays du Benelux enfin la ratification, qui interviendra également au courant des mois de janvier et février 1955, ne provoquera aucune difficulté.

Bref, on peut prévoir qu'au mois de mars l'échange

des instruments de ratification pourra avoir lieu et qu'aussitôt après Bonn sera en mesure de lever les douze divisions qui constitueront sa contribution aux forces atlantiques.

Les Russes ne se sont pourtant pas fait faute d'adresser aux Occidentaux des avertissements de plus en plus catégoriques. Ils ont notamment réuni le 29 novembre à Moscou une conférence de tous les pays de l'Europe orientale en vue de dénoncer solennellement la remilitarisation de l'Allemagne et avertir les Occidentaux que la ratification des accords de Paris obligerait les pays de l'Est à accroître leurs forces et à les placer sous un commandement commun. Plus nette encore, la note soviétique du 9 décembre dernier, qui répondait à la note des Trois du 29 novembre, rappelle une nouvelle fois que la ratification des accords de Paris conduirait à la course aux armements, « rendrait sans objet des négociations entre les quatre puissances sur la réunification de l'Allemagne et exclurait la possibilité de parvenir à un accord sur cette question ». La France et l'Angleterre ont été averties enfin que l'U.R.S.S. dénoncerait les pactes franco et anglo-soviétique, si elles ratifiaient les accords en question.

Ces avertissements et les menaces précises de course aux armements qu'ils contiennent n'ont nullement impressionné les Occidentaux ni changé leur détermination. A ceux qui seraient tentés de s'en étonner, il convient de rappeler que les Occidentaux n'ont vu dans les dernières propositions soviétiques qu'une ultime manœuvre de diversion et nullement l'expression d'une volonté réelle d'aboutir à un accord sur l'Allemagne et l'Autriche. Selon les gouvernements de l'Ouest, l'intransigeance persistante de Moscou dans le domaine de la limitation des armements comme dans la double question d'un règlement allemand et d'un règlement autrichien ne leur laisse plus d'autre alternative que d'intégrer l'Allemagne occidentale dans le camp atlantique

pour l'empêcher de succomber à l'attrait des promesses à venir de Moscou (réunification, anciennes frontières) et de la réarmer pour réduire le déséquilibre des forces européennes actuellement très à l'avantage du bloc soviétique.

L'Union Soviétique, certes, a manifesté dans ces derniers mois un esprit plus conciliant. Aux Nations Unies elle a fait des concessions; on en trouve également dans sa note aux Trois du 23 octobre (elle accepte ainsi de prendre le plan Eden d'élections libres en Allemagne comme l'une des bases de discussion dans une conférence à Quatre). Ces concessions, il convient toutefois de le remarquer, ne portent que sur la procédure; elles ne sont intervenues qu'à la dernière minute, lorsque l'Union Soviétique s'est rendu compte que les Occidentaux étaient parvenus à surmonter leurs divisions et qu'ils étaient bien décidés, cette fois-ci, à réarmer l'Allemagne. Bref, c'est la fin des flottements au sein du camp occidental, c'est la nouvelle fermeté des Trois qui ont provoqué ce premier assouplissement de la diplomatie soviétique.

Faut-il continuer dans cette voie? C'est ce que l'on prétend dans certains milieux influents, surtout à Bonn et Washington, où l'on aurait tendance à sous-estimer la gravité des récents avertissements de Moscou. Telle n'est point l'opinion générale en France où les accords de Paris sont ratifiés dans la résignation, avec l'espoir qu'avant leur mise en application définitive, c'est-à-dire dans les prochains mois, une conférence à Quatre pourra se réunir et aboutir à un premier règlement des problèmes allemand et autrichien. M. Mendès-France pour sa part s'efforce de convaincre ses alliés de la nécessité de procéder, parallèlement à la procédure de ratification des accords de Paris, à des sondages auprès du Kremlin pour mieux connaître ses intentions. On connaît la triple suggestion qu'il a faite devant l'Assemblée de l'O.N.U. : 1° une conférence à Quatre au mois

de mai, préparée soigneusement dès maintenant; 2° l'évacuation de l'Autriche par les forces d'occupation dans les deux années qui suivront la signature du traité d'État autrichien; 3° l'imitation par le bloc de l'Est de l'exemple que lui donne l'Union de l'Europe occidentale en prévoyant un plafond et le contrôle des armements de ses membres.

Ces suggestions n'ont pas été toutes ratifiées à Washington, encore moins à Londres, mais les dirigeants américains sont d'accord avec le président du Conseil français pour que l'Occident reprenne l'initiative dans le domaine diplomatique. Ils ont approuvé le principe d'une démarche que la France a faite à Moscou au début de décembre pour demander au Kremlin de lui faire savoir ce qu'il pensait de la proposition de M. Mendès-France sur l'Autriche.

Pour le moment l'Union Soviétique reste sourde à toutes les demandes et suggestions de l'Ouest. La condamnation des accords de Paris est son dernier mot. Le Kremlin cherche visiblement pour le moment à donner l'impression que la ratification de ces accords aura fatalement pour conséquence une reprise aiguë de la guerre froide et le retour de Moscou aux procédés staliniens. C'est là malheureusement un risque qu'on ne saurait totalement écarter, bien qu'il paraisse limité aux yeux de la plupart des observateurs qui invoquent à la fois le réalisme foncier des Russes et les dangers d'une course aux armements, aussi périlleux pour le monde soviétique que pour le monde libre.

JEAN SCHWŒBEL.

Une fois de plus de vilains bruits arrivent de Paris. Mais cette fois-ci, au lieu de blâmer M. Mendès-France, les alliés de la France le considèrent de plus en plus avec espoir — encore que guère avec confiance.

(*The Economist*, Londres, 11 déc. 1954.)

Bilan européen

A mi-chemin entre l'échec retentissant de la Communauté Européenne de Défense (C.E.D.) et la réalisation concrète des accords de Paris sur le réarmement allemand et l'Union Européenne Occidentale, on est tenté de peser l'influence actuelle de l'idée européenne et ses perspectives.

Assez curieusement, la lutte acharnée autour de la C.E.D. a pour la première fois popularisé la notion de l'Europe qui, antérieurement, ne fut comprise que par une minorité de militants politiques. Les antieuropéens ont sans doute réussi à empêcher la mise en place d'une armée européenne et à freiner l'évolution vers le supranational, mais, en même temps, ils ont mieux contribué à l'enracinement de l'idée européenne que ses défenseurs les plus obstinés. L'opinion publique française, d'ailleurs en retard à cet égard par rapport à l'opinion allemande, hollandaise ou italienne, a subitement saisi l'intérêt d'une communauté européenne tout en se méfiant pour le moment dans sa majorité de solutions qui lui paraissent trop audacieuses. Jusqu'à un passé récent, l'idée européenne elle-même était vivement contestée; dorénavant, la discussion ne portera plus sur la fin mais uniquement sur les moyens. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que l'échec de la C.E.D. coïncida avec le triomphe de l'idée européenne.

L'industrie française est à présent particulièrement consciente de la nécessité d'un marché unique. Après l'avoir combattu dans une première phase jusqu'à la mise en place de la haute autorité du Charbon et de l'Acier, elle croit actuellement à l'inéluctabilité de l'évolution vers un système économique plus vaste sans protectionnisme et s'y prépare activement. Peu à peu, les

responsables industriels se libèrent de leur complexe d'infériorité et gagnent la conviction que la France pourra fort bien profiter d'un marché commun et que ses entreprises valables ne risqueront guère d'être écrasées par leurs concurrents européens.

L'idée européenne semble, en outre, être renforcée par une certaine nostalgie difficilement définissable d'une C.E.D. victime à la fois de la cabale politique et d'une forte dose d'incompréhension. Cette nostalgie se manifeste surtout parmi les adversaires et dans la masse des anciens indifférents. Puisque le réarmement allemand est considéré par la majorité des Français comme inévitable et puisque pour beaucoup la lutte contre la C.E.D. était, au fond, beaucoup plus une lutte contre le réarmement allemand que contre l'Europe, on se demande si la formule initiale n'était pas, malgré tout, préférable à la solution de rechange. Ce regret est particulièrement vif dans les milieux industriels qui craignaient fort de perdre par la C.E.D. une bonne partie des commandes d'armements et qui viennent de comprendre que, en raison de l'absence d'une industrie d'armements en Allemagne, ils avaient toutes les chances, par le truchement de la C.E.D., de contribuer largement à l'équipement des unités allemandes. Leur position est beaucoup moins favorable dans le cadre d'une alliance plus ou moins classique. Pour cette même raison, ces industriels, autrefois adversaires acharnés de la C.E.D., font des efforts presque désespérés pour faire aboutir à temps la communauté européenne d'armements, susceptible de combler dans ce secteur la lacune par l'échec de la C.E.D.

Le Mouvement européen ne considère guère l'Union Européenne Occidentale comme une solution de rechange ni comme un tremplin utile pour des réalisations futures. La ratification des accords de Paris lui semble, néanmoins, indispensable pour déblayer le terrain. Par conséquent, ses responsables ont décidé de ne

rien entreprendre pour gêner cette ratification et d s'abstenir surtout de toute initiative d'envergure avan la mise en place du nouveau système. Cette réserve n l'empêche évidemment pas de penser à l'avenir et d discuter ses possibilités.

Les voies concevables en direction d'une Europe uni ne sont pas trop nombreuses. Pratiquement, il n'y en que trois qui sont d'ailleurs interdépendantes : l'élargis sement de la compétence de la Communauté Européenn du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.), la création d'un Communauté de Production des Armements et l'élec tion au suffrage universel direct d'une assemblée euro péenne. Une telle élection ne se heurterait pas à de difficultés insurmontables pour la désignation de l'as semblée qui contrôle actuellement la C.E.C.A., mais o voit mal le sens d'une telle révolution dans l'utilisatio du suffrage universel pour une institution parlementair d'une compétence extrêmement limitée. L'élection es ainsi liée à un développement de la C.E.C.A. par l'in clusion de toutes les sources d'énergie, c'est-à-dir principalement l'électricité, le pétrole, et éventuellemer aussi l'énergie atomique. En même temps elle suppo serait la création d'une communauté d'armements qu d'une manière ou d'une autre, serait rattachée à l C.E.C.A. et contrôlée par la même assemblée parle mentaire. Dans un secteur relativement limité, on dis poserait ainsi d'un premier ensemble européen d'u caractère raisonnablement supranational et très démo cratiquement contrôlé par une assemblée issue du su frage universel direct.

ALFRED FRISCH.

Les jeunes Allemands n'ont pas envie d'être soldats

★ C'est un lieu commun que d'affirmer que les Allemands aiment être soldats. C'est faire bon marché des durs enseignements de la dernière guerre et de l'après-guerre.

Les jeunes qui ont aujourd'hui vingt ans sont allés pour la première fois à l'école pendant la guerre. De cette guerre, ils ont senti les effets épouvantables dans leurs familles, bien des pères, des parents, ne sont pas revenus ou sont revenus mutilés. Ils ont vécu les bombardements qui ont rasé leurs villes, l'avance des soldats alliés, l'exode, l'abandon souvent de tous leurs biens, les dures années de l'immédiate après-guerre. Il y a beaucoup de réfugiés parmi eux dont la terre natale est devenue terre étrangère.

La guerre est, pour la majeure partie d'entre eux, un fléau effroyable et la perspective même du rétablissement du service militaire ne leur sourit que médiocrement.

Les Parlements de l'Europe occidentale se préoccupent de ratifier les accords de Paris qui feront à l'Allemagne de l'Ouest une obligation de lever une armée de cinq cent mille hommes. Le Commissariat à la Défense de Bonn, sous la conduite du député *C.D.U.*[1], Theo Blank, a mis au point les modalités de la nouvelle armée, étudié l'esprit nouveau qui doit planer sur les futures casernes et promis que les abus du dressage à la prussienne ne se renouvelleraient pas. Le soldat allemand doit être un citoyen en uniforme, n'ayant pas seulement des devoirs, mais aussi des droits et le moyen de les faire valoir auprès de ses supérieurs. Mais qu'en pense le jeune Allemand ?

1. C. D. U. : *Christlich-Demokratische Union.*

Les jeunes Allemands veulent-ils être soldats ?

Sous ce thème, une expérience a été tentée il y a quelques jours à Cologne. Une soirée de libre discussion était organisée, à laquelle les jeunes étaient conviés ainsi que plusieurs collaborateurs du Commissariat Blank parmi lesquels le comte Baudissin, ancien officier de carrière et promoteur d'une réforme profonde de l'esprit et des méthodes de l'ancienne armée.

Poser la question, c'était évidemment aller au-devant des adversaires de toute remilitarisation. Celui qui accepte, avec plus ou moins de plaisir, cette éventualité proche était peu attiré. Les détracteurs, par contre, voyaient là le moyen de faire connaître leur sentiment, de gonfler par un peuplement judicieux de la salle le nombre des adversaires.

Tout ceci est évident et les organisateurs s'y attendaient sans doute, cependant ils ont été surpris par la vigueur de l'opposition qu'ils ont rencontrée. Pendant deux heures les interpellations se sont succédées sans que le rythme ne se ralentît jamais.

Contre les anciens chefs nazis.

Nous ne voulons pas revoir les anciens généraux d'Hitler. Tomber entre leurs mains, c'est retomber dans le malheur. C'est un jeune qui vient de s'exprimer et le comte de Baudissin va tenter de l'apaiser : — L'Allemagne de 1945 comptait mille quatre cents généraux, nous en avons besoin aujourd'hui de cinquante à soixante. Ne croyez-vous pas que parmi les mille quatre cents nous en puissions trouver cinquante ou soixante ? L'argument est certainement de valeur, mais la réponse ne se fait pas attendre : — Non! Pensez à Kesselring! Les meilleurs ne seront pas candidats, vous n'aurez que le rebut, les moins intéressants, ceux qui ont

échoué et n'ont pu se refaire une position dans la vie civile, des aigris...

L'objection de conscience.

Un autre se lève à son tour : Comment conciliez-vous la conscription avec l'article 4 de la constitution selon lequel nul ne peut contre sa conscience être contraint à porter les armes ? — Nous reconnaissons le conflit de conscience et jugerons avec tolérance de ces problèmes. Celui qui préfère se laisser coller contre un mur... Il est interrompu par des rires et se reprend : Celui qui, par principe, refuse de tuer... — Mais qui veut donc tuer, monsieur le Comte ? Nous pas et vous non plus, nous l'espérons.

Impossible de s'entendre dans la salle, pendant un moment. Le calme renaît, difficilement. L'officier reprend : Les objecteurs de conscience devront de toute façon fournir à l'Etat des services égaux à ceux des soldats. — Ah! oui. Construire des routes et des voies stratégiques!...

Une armée ? Pour quoi faire ?

— Une armée dans la guerre froide ? Pour quoi faire ? Nous sommes depuis dix ans bientôt un peuple désarmé et nous résistons mieux au communisme que la France et l'Italie, par exemple.

— Ne sentez-vous pas la menace qui pèse sur nous ?

Pas le moins du monde. L'Ouest nous a promis sa protection.

Il y a des rires ironiques, mais Baudissin marque cette fois un petit avantage : Voilà une objection de conscience que nous ne reconnaissons pas!

Mais le sujet n'est pas épuisé. Un autre intervient : La République fédérale n'est qu'un morceau de l'Alle-

magne. Mon père est mort à la guerre et Adenauer aime à rappeler qu'il n'a jamais été soldat, il en est même fier!

Les militaires vont répondre : patrie, liberté, honneur. Votre attitude, disent-ils, ne sert pas vos frères de l'Allemagne de l'Est, au contraire.

Mais l'assistance ne veut rien entendre : Nous connaissons la rengaine! Un jeune s'écrie : Je vais vous dire pourquoi je ne veux pas être soldat. Je suis sinistré, j'ai tout perdu, je suis heureux de pouvoir aujourd'hui travailler, d'arriver à me nourrir et m'habiller. Je n'ai pas à défendre ceux qui ont fait des fortunes depuis 1945.

Un autre, plus surexcité : Pourquoi estimez-vous impossible une coexistence pacifique Est-Ouest? et il ajoute d'un ton de prophète inspiré : Craignez d'avoir à répondre un jour de cette affirmation devant un Tribunal!

Ne nous demandez pas d'enthousiasme!

Tous les avis sont-ils aussi définitifs? Non, évidemment. Beaucoup sont plus nuancés, on sent de la résignation devant l'inévitable. Pas un n'affirme son enthousiasme.

Un jeune, dix-huit ans peut-être, assure avec le défi nitif de son âge : Je suis par principe contre le fait d'être soldat, car être soldat mène à la guerre. Le dix-huit mois sont une attaque contre mes libertés personnelles.

Il ne refusera pas son ordre d'appel, car il ne veut pas être porté sur une liste noire, mais qu'on le laisse tranquille avec l'uniforme, le drapeau... Qu'on lise plutôt les *Nus et les morts*... ou les dossiers des procès de Nuremberg!

D'autres font chorus. Puisqu'il le faut, on ira. Entre

deux maux, il faut choisir le moindre « mais qu'on ne nous demande pas, en plus, d'être contents ! »

Une enquête Gallup.

On se doute du retentissement d'une pareille soirée, à laquelle, disons-le en passant, la jeunesse syndicale, qui a pris, il y a quelques semaines, position d'une façon radicale contre tout réarmement, était largement représentée.

Il serait cependant faux de vouloir en tirer des enseignements définitifs, bien qu'on soit tenté de rapprocher cette soirée des mésaventures du Commissaire à la Défense Theo Blank qui, au cours de la campagne électorale en Bavière, s'est fait siffler à Nuremberg et même molester à Augsbourg.

Au début de cette année, l'institut de sondage de l'opinion publique de l'Allemagne de l'Ouest publiait les résultats d'une enquête faite auprès des jeunes de quinze à vingt-quatre ans. A la question : Aimeriez-vous être soldat ? 28 % avaient répondu : oui. A la question : Accepteriez-vous, sous certaines conditions, d'être soldat ? posée à ceux qui avaient répondu non à la première, 42 % répondirent : oui. Parmi ces 42 %, 25 % posaient comme condition que l'armée ait un caractère purement défensif. Enfin, 28 % se refusaient à tout service militaire et 2 % avaient refusé de répondre.

Ce manque d'enthousiasme de la part de la jeunesse inquiète, n'en doutons pas, les services compétents de l'Allemagne de l'Ouest. Mais ne devrait-il pas rassurer ceux qui, à l'étranger, craignent chez les futurs soldats allemands un esprit dangereux pour la paix ?

A.-Paul Grégoire.

Rupture chez les Républicains

La rupture du sénateur McCarthy avec le président Eisenhower, suivant de près sa censure par ses collègues, marque sans doute une étape importante de l'évolution politique américaine. Ses amis s'efforceront de l'atténuer. Elle n'en sera pas moins très généralement condamnée. Faire preuve d'indiscipline envers le chef de l'équipe dont on est la vedette, retourner contre la direction de son propre parti le genre d'attaques utilisé jusqu'ici contre l'antagoniste, c'est un manque de solidarité, ce n'est plus du sport; la confiance ainsi perdue ne se retrouvera guère.

Fonder un tiers parti ? « Pas pour l'instant », a-t-il dit, en une formule lourde de sous-entendus. Mais un tiers parti, aux États-Unis, n'a jamais réussi, quel que fût son tapage, ni avec Théodore Roosevelt, ni avec La Follette, ni, hier, avec le gouverneur Thurmond. McCarthy se classe désormais dans la même catégorie aberrante que le P. Coughlin ou que Gerald K. Smith, ces démagogues d'avant-guerre qui se taillaient des succès par un mélange de nationalisme isolationniste, d'utopies sociales et d'accents bibliques : du « prêtre de la radio » au virtuose de la télévision, la technique s'est encore modernisée, pas assez, semble-t-il, pour conjurer le destin qui guette ce type d'aventuriers fulgurants et passagers comme des météores. Moins encore que les radicalismes d'antan, une extrême-droite ne peut approcher de la majorité.

Une rupture Eisenhower-Knowland aurait eu bien d'autres effets. Mais précisément Knowland s'en gardera. Il a le sens de ses responsabilités envers son parti. S'il veut en modifier la marche, il tentera d'agir à l'intérieur des comités et des assemblées pour orienter la désignation des candidats aux futures élections législatives ou présidentielles : seule méthode acceptée, et la seule féconde, mais que dédaigne McCarthy, par tempérament, et aussi faute d'en avoir les moyens. Pour sérieuses qu'elles soient, les divergences entre le chef de l'État et le sénateur de Californie portent d'ail-

leurs sur un seul point, la politique asiatique. Knowland donne priorité à l'Asie sur l'Europe, mise jusqu'au bout sur Tchiang Kaï-Chek, préconise, envers Pékin, une intransigeance que n'effraierait pas la perspective d'un conflit armé; Eisenhower tient beaucoup plus compte des réactions françaises ou britanniques. Un procès d'espionnage tel que la Chine rouge en intente à des militaires américains surexcite l'émotion populaire et fait ainsi le jeu des intransigeants.

On a même pu lire, dans les journaux américains, une correspondance de Washington signée Holmes Alexander, qui prétend refléter les idées de la commission des Affaires étrangères au Sénat, et qui paraît significative. La Russie et la Chine, constate-t-elle, ne manifestent plus envers les Américains une attitude commune : Moscou leur fait risette, Pékin les menace; est-ce que par hasard Moscou s'entendrait mal avec Pékin? Entre les deux grandes puissances communistes Mao Tse-Toung deviendra-t-il le Tito de Malenkov, ou Malenkov le Tito de Mao Tse-Toung? La ligne de défense des États-Unis, qui était avant-hier l'Atlantique, hier la Grande-Bretagne, aujourd'hui l'Elbe, va-t-elle se transporter aux monts Oural? S'il en était ainsi, « le président Eisenhower et le sénateur Knowland pourraient se trouver intellectuellement bras-dessus bras-dessous. Tous deux se montreraient volontiers cassants envers la Chine — s'ils avaient la certitude que la Russie ne bougera pas ». Un accord tacite Washington-Moscou contre Pékin, à la façon du pacte Hitler-Staline? Nous assisterons peut-être à des retournements inattendus...

Ce qui surprendra moins, ce sont les conséquences des dissidences avouées ou non sur l'avenir du parti républicain. Le président Eisenhower mènera plus aisément une politique bipartisane. Mais demain, s'il se retire, il sera bien difficile à un leader quelconque de rallier les suffrages que lui valait sa popularité personnelle; et même s'il se représente, le moindre écart lui retirerait l'avantage qu'ont déjà perdu ses amis politiques. Un retour au pouvoir des Démocrates en 1956 devient extrêmement probable, maintenant que l'interruption a dissipé la crainte de voir s'établir en fait la domination d'un parti unique. Il leur suffira de sauvegarder leur propre unité, chose plus facile dans l'opposition qu'au gou-

vernement, même si, au fond, des fissures également profondes la compromettent.

AUGUSTE VIATTE.

L'Administration républicaine a toujours été « coexistante ». Ce qui vient d'arriver, c'est que, dans leurs discours et déclarations récentes, le président Eisenhower et M. Dulles commencent à user de mots qui reflètent leur politique, plutôt que de la démentir.

(*The Times Weekly Review*, Londres, 16 déc. 1954.)

Du nouveau à Moscou?

L'ancien sous-officier impérial et royal que fut l'actuel maréchal Tito a dû sourire en apprenant tout le bien que lui veulent, aujourd'hui, Malenkov et Khrouchtchev. Quelle victoire! Le « traître » d'hier est bien oublié. Et les frères Field, ces braves communistes américains dont les « aveux » ont justifié la série de condamnations à mort qu'inaugura Raijk, suivi de Slansky et Clementis, les frères Field sont sortis de prison.

Les satellites causent quelques soucis à Moscou. La politique de colonisation, d'assimilation fut un échec. Sans doute, l'ordre règne. Mais cet ordre coûte cher. Crise agricole, crise industrielle, et les meilleurs communistes polonais, hongrois ou roumains regardent vers la Chine et se demandent si ce n'est pas Mao qui possède les vraies clefs de l'avenir marxiste.

La réhabilitation du titisme est une tentative intéressante. Elle pourrait réussir, à condition de prendre le titisme au sérieux et de permettre aux colonies actuelles de retrouver une indépendance comparable à celle dont disposaient les États de la Petite Entente. Mais malgré

les mesures prises jusqu'à présent, il paraît improbable que l'Union Soviétique renonce dans la situation actuelle à sa position de puissance coloniale. L'abolition de certaines sociétés dites mixtes ne trompe personne de l'autre côté du rideau. Et Tito qui est bon joueur saura tirer tout le profit que lui offrira une politique plus souple. Il connaît trop bien les articles que Marx a consacrés autrefois à la politique russe. En Occident, ces analyses de Marx paraissent trop réactionnaires pour être prises au sérieux. Et c'est dommage, car en cette matière les prédictions de l'auteur du « Capital » ont été largement confirmées par les événements. Certes, il ne se doutait pas que les buts de l'impérialisme tzariste seraient atteints sous la bannière du marxisme, mais c'est là une autre affaire. Le fait est que l'avance en Europe Centrale, la présence russe à Prague, à Bucarest, à Sofia et à Varsovie comblerait d'aise les chefs de l'Okhrana de Saint-Pétersbourg qui guidèrent la « Main Noire » de Belgrade. Certaines révélations faites depuis 1945 sur l'origine de la guerre de 1914 et l'attentat de Sarajevo ne sont pas ignorées de Tito et pour cause. Or, Tito sait également que l'idée d'une fédération des Balkans est une idée-force. Le projet du fédéraliste roumain Popovitch qui aurait pu révolutionnairement sauver l'Autriche-Hongrie a directement inspiré le fédéralisme yougoslave. Hier comme aujourd'hui, la Russie ne craint rien tant que cette idée de fédération et sa réalisation à ses frontières.

A moins que Malenkov et Khrouchtchev se soient vraiment convertis au titisme avec l'intention de l'appliquer en Union Soviétique. La question mérite un bref examen, car la seule existence d'un diumvirat ou d'un triumvirat à la tête de la Russie soviétique représente déjà quelque chose de fondamentalement nouveau par rapport à toute l'histoire russe. Ce pays a toujours connu à sa tête des chefs tout-puissants dont la cruauté et l'arbitraire, loin de leur nuire aux yeux de leurs sujets, a

rehaussé leur prestige. A ce point de vue là, nous sommes ici en Orient. Et l'on connaît la transformation d'Alexandre le Grand, le jour où il se sentit roi oriental. Faire exécuter un ami dans un accès de mauvaise humeur peut profondément choquer des Grecs, des Occidentaux. En Orient, c'est la preuve de la toute-puissance.

Quand mes amis de Makeevka me disaient qu'il y avait trois catégories de citoyens en U.R.S.S., ceux qui étaient dans les camps, ceux qui en étaient sortis et enfin ceux qui allaient y entrer, je n'ai vu là qu'une critique du régime. Et c'en était une. Mais il y avait aussi la satisfaction de constater une sorte d'égalité totale des citoyens grâce à l'arbitraire. Le médecin zurichois Fritz Brupbacher[1], raconte que des ouvriers d'une usine de Kazan lui avaient dit qu'ils étaient mécontents de leur gouvernement. Mais ils déclaraient en même temps qu'ils n'en voulaient pas d'autre. Cela se passait en 1921, au lendemain de la révolution. Il y a peut-être aujourd'hui encore le même sentiment chez nombre d'ouvriers. Mais les structures sociales ont changé, l'U.R.S.S. s'est occidentalisée, voire américanisée et pour s'en convaincre, il suffit de regarder son idéal architectural, le gratte-ciel moscovite qui s'élève sur un sol sablonneux. Que la nouvelle classe des techniciens et une classe moyenne qui la suit aspirent à la sécurité personnelle, paraît un fait acquis. Malenkov le confirma lui-même en promettant une réforme du code pénal. Cette promesse que des sentimentaux prirent pour un *habeas corpus* est restée lettre morte. En revanche, la promesse de fournir des biens de consommation et notamment des légumes a reçu une suite, très modeste, il est vrai, mais rassurante quand même. Et

1. Fritz Brupbacher, *Socialisme et Liberté*, trad. de Jean-Paul Samson, préface de Pierre Monatte, et une étude de François Bondy, La Baconnière, 1954.

l'on pourrait être tenté d'en déduire que Malenkov qui sent grandir la puissance de la Chine de Mao, est amené à s'occidentaliser, un peu à la manière des tzars qui, à la suite de Pierre le Grand, entrèrent dans le *concert européen.*

C'est là une hypothèse séduisante et qui justifierait du coup tous les espoirs coexistentiels. Mais ce n'est qu'une hypothèse qui reste à l'heure actuelle assez gratuite. Car rien ne permet d'affirmer que la collaboration du diumvirat Malenkov-Krouchtchev restera toujours harmonieuse. L'homme de la colonisation intérieure, des terres nouvelles de Sibérie, a renoué avec une tradition bien tzariste en envoyant les démobilisés de la division Kantamir fonder un sovkhoze militaire dans le Kazakstan. (Il a quelques difficultés à trouver des femmes pour ses nouveaux colons.) Et s'il a semblé faire un geste à l'égard des croyants qui ne seront plus brutalement persécutés, la campagne antireligieuse étant dorénavant réservée à la religion en soi, il a, du même coup, obligé l'intelligentzia, médecins, professeurs, etc., à manifester leur athéisme obligatoire d'une façon plus systématique. C'est là une mobilisation idéologique qui doit rassurer le parti, anxieux de se voir un peu négligé par Malenkov. Avec l'exposition agricole de Moscou et son succès auprès des Asiatiques, notamment des Indiens, Khrouchtchev a marqué un autre point. Et c'est lui qui est allé en Chine traiter avec Mao. Voudra-t-il un jour prendre tout le pouvoir ? D'aucuns le pensent, même en U.R.S.S.

Le présent, c'est la continuation du stalinisme sous Staline à l'intérieur et la stabilisation des conquêtes de 1945 à l'extérieur. C'est Maxime Sobourov qui a défini cette nouvelle phase de la politique étrangère soviétique en déclarant le 7 novembre dernier « *la solution pacifique de tous les problèmes posés est possible, si tous les gouvernements reconnaissent les grands changements historiques qui sont intervenus dans le monde* ».

Si l'accord de Genève est aux yeux des Soviétiques une telle reconnaissance par l'Occident d'un changement intervenu en Asie, il faut noter que Moscou n'a pas hésité à reconnaître de son côté le fait accompli du titisme et cela précisément après la signature du pacte balkanique qui, chose significative, loin d'agir comme une provocation, semble avoir définitivement convaincu les dirigeants soviétiques de la solidité des positions titistes. Leur réaction à l'égard des accords de Paris est bien différente. La raison de leurs interventions multiples, c'est l'espoir de pouvoir éviter un changement historique en agissant notamment sur la France. Mais dès que les accords seront ratifiés, un nouveau dialogue deviendra possible dans la mesure où l'Union de l'Europe Occidentale sera aussi convaincante que le pacte balkanique.

15 décembre.

JEAN ROUNAULT.

P.-S. — Paul Barton, syndicaliste tchécoslovaque vient de publier une remarquable étude sur la politique soviétique en Tchécoslovaquie sous le titre : *Prague à l'heure de Moscou*. Analyse d'une démocratie populaire, édition Pierre Horay, Paris.

Revirement en Hongrie

L'évolution récente de la Hongrie mérite d'autant plus d'intérêt, qu'elle illustre, comme en raccourci, les grandes tendances contradictoires qui se manifestent actuellement au sein du Bloc soviétique. On est trop enclin, en effet, du côté occidental, à se représenter le communisme mondial, centralisé à Moscou,

comme une entité monolithique, où la volonté du « sommet » se fait valoir, du haut en bas de la hiérarchie, avec une rigueur quasi mathématique.

Cette vue du communisme, vue simpliste, fut accréditée par Staline lui-même qui, après avoir « liquidé » avec une inexorabilité toute asiatique les représentants les plus connus de la gauche comme de la droite communiste, a tenté d'instaurer dans le parti sa dictature personnelle, ou du moins celle du *Politburo* qu'il présidait. Mais s'il a réussi à empêcher, au moyen d'une police ubiquitaire, que les courants d'idées qui naissaient au sein du parti, ne se cristallisassent sous forme de fractions organisées, — les tendances subsistèrent. Leur existence, leurs flux et reflux découlent naturellement de la confrontation entre le parti et la réalité qu'il veut façonner. Depuis l'avènement des Soviets, le communisme a toujours eu un double aspect, selon qu'il a envisagé, avec les gauchistes, sa domination révolutionnaire, imposée au moyen de mesures terroristes (communisme de guerre, planification à outrance, collectivisation) ou qu'il a tenté de s'enraciner grâce à une politique se greffant sur les aspirations réelles des travailleurs. Il est évident que la mort de Staline et l'avènement de l'équipe de Malenkov, en U.R.S.S., ont marqué un déplacement de l'équilibre au bénéfice de la seconde tendance; cette tendance qui, en politique extérieure, préconise la « coexistence » et, à l'intérieur, s'efforce de consolider la popularité du régime en affirmant son souci pour le niveau de vie de la population et en diminuant la pression policière et fiscale de l'État sur les citoyens.

Or, parmi tous les pays de démocratie populaire, c'est la Hongrie où l'on peut observer le plus nettement les divers aspects de ce revirement. C'est aussi la Hongrie où le revirement fut le plus profond. Sans doute parce que c'est dans ce pays que la dictature « gauchiste », instaurée en 1948, après l'expulsion de la

Yougoslavie du Kominform, produisit les conséquences les plus graves, tant sur le plan économique que sur le plan politique.

Trois hommes s'érigèrent en symboles de cette dictature, dont l'ambition suprême était la soviétisation de la Hongrie, à un rythme beaucoup plus rapide que celui adopté par les autres pays satellites. Ces trois hommes étaient : Mathias Rákosi, Ernest Gerö et Michel Farkas. Le premier dirigea la *liquidation* de tous les partis non communistes; puis il se débarrassa de ses rivaux au sein du parti avec une absence de scrupules égale à celle de Staline. Les procès Mindszenty, Rajk, Groesz, des purges impitoyables menées contre les éléments plus modérés du parti et de l'administration, d'innombrables provocations contre la Yougoslavie, la russification de la culture hongroise, l'arrestation et la déportation de dizaines de milliers d' « indésirables », voilà le bilan politique du gouvernement Rákosi. Le second « grand » de ce gouvernement, Ernest Gerö, est le type même du technocrate stalinien. Ami de Kaganovitch, cette éminence grise de Staline qui serait le plus énergique, mais aussi le plus implacable des vieux bolcheviks, Gerö a voulu faire de la Hongrie comme en un tourne-main, un « pays du fer et de l'acier », en ne tenant pas compte du fait que pour atteindre ce but, il manquait à la Hongrie et le fer et le charbon. La création avec des moyens de bord, dans des conditions extrêmement défavorables, d'une importante industrie lourde et d'armement, — cette « grandiose » idée de Gerö, a coûté à la Hongrie des sacrifices immenses en argent et en énergie; elle a provoqué un déséquilibre profond de toute la vie économique, une régression de l'agriculture, la disparition de l'artisanat, etc. Enfin, le troisième homme de l'équipe Rákosi, Michel Farkas, a présidé à une remilitarisation de la Hongrie qui n'était pas seulement contraire aux stipulations du traité de la paix, mais aussi — dirigée principalement contre la

Yougoslavie de Tito — aux intérêts nationaux les plus élémentaires du pays.

Le triumvirat Rákosi-Gerö-Farkas s'est assuré, par une politique des cadres bien agencée, une domination quasi complète de l'*appareil* du parti. Pour la plupart des bureaucrates, de plus en plus isolés du peuple par un mur de méfiance et d'hostilité, la dictature, sous sa forme la plus répressive, apparaissait comme une nécessité vitale. Cependant, dès 1951, un certain malaise a gagné les cadres du Parti, notamment les cadres ruraux, désemparés devant la résistance croissante des paysans. Il est significatif que ce malaise ait trouvé son porte-parole en Imre Nagy, vieux communiste lui aussi, mais d'extraction rurale, qui était considéré depuis longtemps déjà comme le meilleur expert agricole du parti. On sait que Nagy avait désapprouvé en 1948 la campagne en faveur de la collectivisation, commandée par Rákosi en application stricte des décisions du Kominform. (Notons que les dirigeants communistes polonais, tout en proclamant théoriquement la nécessité de la collectivisation, n'y procédèrent qu'à contre-cœur et avec le plus de lenteur possible.) Nagy fut alors écarté du Politburo; en 1951 cependant, il y fut rappelé, peut-être à la suite d'une démarche des protecteurs qu'il avait au Kremlin. En effet, dès fin 1951, on perçut un certain flottement dans les milieux dirigeants de l'U.R.S.S.; c'est sans doute l'échec de l'aventure coréenne qui fournissait des arguments à ceux des dirigeants qui craignaient que la poursuite de la « *politique de fermeté* » n'entraînât l'U.R.S.S. et ses satellites vers une catastrophe...

Il y a lieu de croire que Imre Nagy est l'homme de confiance de cette fraction du Comité Central soviétique qui dès avant la mort de Staline réclamait l'assouplissement de la politique communiste. N'est-ce pas à la suite d'un voyage à Moscou, entrepris en compagnie de Rákosi, de Gerö et de Farkas, que Nagy fut appelé,

au début de juillet 1953, à prendre la direction du gouvernement, en remplacement de Rákosi qui dut se contenter du poste du premier secrétaire du parti ?

Presque dix-huit mois ont passé depuis, dix-huit mois marqués par des changements qui sans être toujours substantiels, ont provoqué une certaine détente. Suppression des camps d'internement, réhabilitation (plus récente) de plusieurs victimes des purges de 1948-1953, remise en liberté de milliers de condamnés administratifs, limogeage et condamnation du chef de la police politique, Gabor Péter, cessation des arrestations arbitraires, assouplissement de la censure des journaux et de la correspondance : toutes ces mesures ont fait que la *peur,* si elle n'a pas cessé complètement, a sensiblement diminué.

Sur le plan économique, le gouvernement Nagy s'efforce avec plus ou moins de succès à pallier les effets désastreux de la politique du gouvernement précédent. Le développement de l'industrie lourde est ralenti, des crédits sont transférés à l'industrie légère; au lieu de casernes et d'usines, on veut construire des logements, des crèches et des hôpitaux; on a pris toute une série de mesures tendant à stimuler l'ardeur productrice des petits paysans; cent mille artisans et petits commerçants ont rouvert leurs boutiques; les salaires réels ont quelque peu augmenté.

Enfin, on enregistre une détente assez spectaculaire dans le domaine de la culture. Écrivains, poètes, critiques, condamnés au silence au cours des années précédentes, sont autorisés à publier à nouveau; l'intérêt manifesté pour la production intellectuelle de l'Occident n'est plus considéré comme un crime; on encourage les écrivains et les journalistes à critiquer les abus et les erreurs; la campagne contre l'Église et la religion a perdu de sa vigueur; ne parle-t-on pas de la libération imminente du cardinal Mindszenty ?

La situation est donc sensiblement meilleure écono-

miquement, politiquement et moralement, qu'elle ne l'était en hiver 1952-1953. Elle reste cependant toujours précaire. Non seulement parce que la réorganisation de l'économie s'avère plus difficile que ne le pensaient Nagy et ses amis (parmi lesquels on note la présence de nombreux intellectuels de souche paysanne qui donnent le ton à la période actuelle), — mais aussi parce que l'ancienne équipe, un peu mise à l'écart mais point vaincue, se sert des difficultés afin de discréditer la nouvelle politique. Une récente réunion du Comité Central (du 1er au 3 octobre) a donné lieu à une bataille rangée entre partisans et adversaires de la nouvelle politique. L'ex-dictateur économique, Ernest Gerö, s'est levé en accusateur, reprochant au gouvernement de susciter le danger de l'inflation par ses mesures « excessives », qui tendent à améliorer le stantard de vie sans avoir obtenu préalablement l'augmentation de la productivité. Gerö a préconisé un retour à la politique de rigueur; il a notamment désapprouvé les concessions faites à la paysannerie.

Cette fois encore, la contre-offensive des « anciens » (c'est-à-dire des *ultras*) a été repoussée. L'appareil du parti, bien qu'hostile à l'expérience Nagy, a dû tenir compte de la popularité dont celui-ci jouit dans les villes, mais surtout dans les campagnes. Aussi, les partisans de Nagy s'efforcent-ils de faire du *Front populaire patriotique* réorganisé, un rassemblement où les communistes favorables à la réforme du système s'appuieraient sur les masses organisées des non-communistes approuvant leur politique. Divers indices montrent que le secrétariat du parti considère cette tentative avec une méfiance à peine dissimulée. Son but est de faire du Front populaire une organisation « satellite » dont l'appareil du parti ne se servirait qu'en cas d'élections.

La lutte entre les deux tendances communistes est loin d'être terminée en Hongrie. Quant à son issue,

elle dépend surtout de l'évolution de la politique soviétique. Car pendant longtemps encore, l'appareil bureaucratique et policier du parti, qui en Hongrie est fortement aux mains de Ràkosi et de ses amis, sera assez puissant pour imposer un retour en arrière, — si le Kremlin l'y autorise. Donc sans le soutien actif de Malenkov, Imre Nagy ne pourrait point songer à poursuivre son expérience. Qu'ils soient de « droite » ou de « gauche », les communistes hongrois sont tous tributaires de la protection de Moscou. Le Kremlin reste l'arbitre des destinées hongroises. Et dans cet ordre d'idées, il est à craindre que le durcissement même limité, par lequel le gouvernement de l'U.R.S.S. et ses alliés se disposent à répondre au réarmement allemand, ne vienne renforcer au sein des divers partis communistes l'influence des éléments dont on sait qu'ils considèrent les expériences actuelles de relative libéralisation avec bien plus de méfiance que de sympathie.

François Fejtö.

Incertitudes italiennes

Tout ce qui touche à la Démocratie Chrétienne, c'est-à-dire au parti catholique, revêt en Italie une importance incontestable. La mort d'un homme de la classe d'Alcide de Gasperi a provoqué un trouble d'autant plus grand que sa disparition survenait dans les instants qui marquaient l'effondrement d'une politique européenne dont il avait été le défenseur convaincu. Depuis, la politique italienne trahit quelques incertitudes.

Incertitudes d'abord, quant à la politique extérieure. La conclusion souhaitée de l'affaire de Trieste ouvre enfin des horizons vers un rapprochement italo-yougoslave qui sera confirmé par la signature prochaine d'un accord commercial. Au cours d'une conférence de presse tenue à Belgrade

le ministre du commerce extérieur a souligné l'importance des conversations non seulement dans le domaine économique, mais même sur le plan politique.

Que l'Italie cherche à assurer sa présence dans les Balkans, cela ne saurait étonner surtout en un temps où la perspective d'une collaboration économique franco-allemande plus étroite inquiète divers milieux. La politique italienne demeure atlantique, pour le reste elle a perdu la stabilité théorique de la période degasperienne.

Incertitudes aussi en politique intérieure avec un gouvernement Scelba dont la survie dépend des modestes alliés laïques et plus encore du nouveau secrétaire général de la Démocratie Chrétienne : Amintore Fanfani. Dans un signe du temps [1] nous avions évoqué les dispositions anticommunistes décidées en Conseil des Ministres, le 18 mars dernier; celles-ci viennent d'être reprises et étendues.

A un commentaire détaillé de ces mesures, il est préférable de substituer une vue d'ensemble sur le climat actuel de la Péninsule.

Le sixième rapport annuel de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O.E.C.E.) résume la situation économique en des conclusions prudentes : 1953 aurait été une année excellente au point de vue de la production et de la productivité, la récolte avait été exceptionnelle; cette année les progrès sont moins rapides. La hausse des prix devra être surveillée de près, l'action engagée contre la fraude fiscale doit être renforcée. Sur le premier point, les ordres donnés aux préfets ces derniers jours correspondent à ces recommandations d'autant plus utiles que l'O.E.C.E. note par ailleurs : « Les prix de gros des matières premières ont été stables, mais ceux des articles manufacturés et produits agricoles ont augmenté de 4 à 5 %. Le coût de la vie s'est accru de près de 3 % et les salaires industriels de presque 2,5 %. » Ajoutons que les fonctionnaires viennent d'être augmentés et les services publics aussi...

Les problèmes structurels restent inchangés. Celui de la mise en valeur du midi se posera longtemps encore, l'effort déployé n'a pas été vain toutefois puisque les travaux sur le revenu national 1953 témoignent en faveur d'un pourcentage

1. Cf. *La Vie Intellectuelle*, mai 1954.

d'accroissement plus important dans ces régions que dans le reste du pays. Le niveau de vie remonte légèrement dans le sud déshérité, mais le chômage persiste toujours et le nombre des jeunes à la recherche d'un premier emploi avait tendance à croître.

Ce chômage vu sous l'angle particulier des milieux de la petite bourgeoisie surcharge une partie du secteur tertiaire : celle des avocats sans causes, des fonctionnaires sans travail réel, des propagandistes plus ou moins rétribués, attachés à la fortune des partis ou des organisations.

La démoralisation s'installe chez ceux que Carlo Levi a peint d'une plume amusée et féroce sous le nom de « luigini » par allusion à son inoubliable type de parasite : le don Luigino du « Christ s'est arrêté à Eboli ». Précisément, ces luigini de tous les partis grouillent présentement dans le scandale de l'Institut National de Gestion des Impôts de Consommation (I.N.G.I.C.).

Le besoin d'une réforme bureaucratique profonde s'avère urgent, les vieilles traditions de rigidité piémontaise sont perdues et remplacées par le néant. Après moi, le déluge... a pu s'écrier avec désinvolture l'un des personnages récemment arrêtés. Le fascisme avait divinisé l'État et gonflé jusqu'au ridicule l'arrogance du fonctionnaire romain, aujourd'hui l'État, avec le même fonctionnaire, se trouve sans force. La pieuvre a introduit ses tentacules dans tout le corps de la nation, mais, au fur et à mesure, les intérêts particuliers se sont emparés des tentacules et ont vécu ensuite de la substance même de l'État. Et, par intérêts particuliers, il faut entendre aussi bien les grands monopoles industriels que les partis. Profitant des moyens qui lui restent encore, le gouvernement peut-il réagir ? Dans sa tentative de réaction contre la mainmise du parti communiste sur des organisations commerciales, coopératives, offices de placement détournés de leurs fins propres, faut-il voir un geste libérateur de la part d'un État démocratique conscient de ses droits ou tout simplement une capitulation devant la pression des hommes et des partis soutenus par les compagnies financières ? Question angoissante.

Le gouvernement ne sort pas de la légalité et déclare ne vouloir en sortir jamais. L'extrême droite et toute la droite de la Démocratie Chrétienne elle-même poussent à d'autres

mesures. Pas de logements pour les communistes dans les maisons populaires construites avec le plan Fanfani! Pas d'assignations de terres aux paysans rouges! Dans l'esprit de toute la droite, il s'agit bien de pratiquer une véritable politique de discrimination qui, selon M. Togni, devrait avoir l'appui des trente millions d'anticommunistes italiens.

Pour les seize millions de « rouges », voici quelques types des méthodes utilisées : la conversion au moyen des grandes affiches d'un certain mouvement dénommé *Pace e Libertà;* la révocation, par le gouvernement américain, des commandes industrielles aux usines dont le personnel a mal voté (chantiers Piaggio de Palerme et établissements Vittoria de Milan); la prime accordée « aux employés et ouvriers qui auront concrètement démontré leur adhésion aux principes de la pleine collaboration dans l'entreprise » selon les directives données par les syndicats libres (texte de la direction des usines F.I.A.T.).

Il faut situer l'action gouvernementale dans cette atmosphère pour mieux comprendre. Ce serait beaucoup demander à la Démocratie Chrétienne que de lutter contre tous les abus; il suffira de souhaiter que le discours de Fanfani, prononcé à Bari, demeure vrai : « Concourir à la défense de la liberté italienne contre le péril communiste, mais sans demander aide aux idées, aux méthodes, aux forces de la réaction. »

René Nouat.

Kurdes et communisme dans le Proche-Orient

L'élection d'un député communiste, M. Khaled Bagdache, au Parlement de Damas, souligne derechef la tendance qui, de longue date déjà, porte vers la gauche une large fraction de l'opinion syrienne.

Les causes de pareille évolution n'ont d'ailleurs rien de mystérieux, et elles ont pu être pressenties depuis quelque temps. Il existe, dans une bonne part de la nation syrienne, un réel sentiment républicain, auquel des influences fran-

çaises antérieures ne sont pas étrangères sans doute. Une violente campagne pour les réformes sociales, sous la conduite de M. Akram Hourani, remue le pays, et surtout les circonscriptions rurales : aux dernières élections, le succès des socio-progressistes du *Baath* dans le bastion féodal de Hama aura constitué un symptôme peut-être plus discret, mais non moins significatif que le choix de Damas.

D'autre part, la Syrie se sent séparée de l'U.R.S.S. par le massif turco-iraquien, mais accolée à Israël : le danger pour elle vient du sud-ouest, de ce jeune État ambitieux qu'a parrainé l'Occident. Aussi le neutralisme est-il la charte de la politique étrangère syrienne, et les termes mesurés, mais nets dans lesquels le Président du Conseil, le vieux leader grec orthodoxe Farès Khoury, vient de le réaffirmer, rappellent ceux dont usèrent, si différents pourtant de lui, un Maarouf Dawalibi ou un Adib Chichakli. Mais qui eût pris garde à tout cela, surtout aux États-Unis, si n'était venu soudain siéger au Parlement ce jeune et déjà célèbre chef communiste, dont les premières interventions, au demeurant, ont surpris par leur tranquille bon sens et leur aplomb ?

Que cet élu soit un Kurde explique peut-être en partie son succès : il aura trouvé beaucoup d'appuis au quartier kurde de Damas, où la solidarité ethnique n'est pas un vain mot. Mais la chose ne rassurera nullement les Américains, qui, de façon simpliste, n'ont déjà dans leur ensemble que trop tendance à voir, dans les Kurdes, les fourriers des Soviets en Orient.

Puisse du moins cet incident appeler l'attention sur cette nation kurde, « Pologne de l'Orient », dont on parle si peu, et d'ailleurs souvent si médiocrement. Un chaleureux plaidoyer de L. Rambout, *Les Kurdes et le Droit*, paru en 1947 aux Éditions du Cerf, contenait sur la cause kurde tout l'essentiel; il n'a pas eu assez d'écho. L'on ne peut cependant porter un jugement sur la défense du Proche-Orient, ce problème capital pour la coalition occidentale, sans considérer la situation du peuple kurde.

Réduite à ses éléments essentiels, cette situation est simple autant que tragique; ce peuple est divisé, de façon très inégale, entre cinq États : Turquie, Iraq, Iran, Syrie, Arménie soviétique. Seuls les Soviets, dans un dessein sans doute intéressé, mais peu importe, favorisent systématique-

ment le développement culturel et national des quelques milliers de Kurdes placés sous leur autorité.

La Syrie se montre, dans l'ensemble, équitable et libérale à l'égard des deux ou trois cent mille Kurdes qu'elle abrite; on n'en peut malheureusement, malgré un certain adoucissement de la politique turque, dire autant des trois autres États qui tiennent sous leur domination la presque totalité de ce peuple auquel toute existence nationale distincte, voire toute autonomie administrative et toute liberté linguistique, sont refusées.

La présence sur les confins turco-iraniens de l'U.R.S.S. de ces millions de Kurdes mécontents, éventuellement sensibles à la propagande soviétique, inquiète l'opinion occidentale et, surtout, américaine. Celle-ci tient rigueur aux Kurdes de bénéficier des avances de Moscou; mais, par la suspicion qu'elle leur témoigne, elle ne peut que contribuer à les rejeter vers l'Est. Peut-être le blâme atteindrait-il plus justement les gouvernements orientaux qui n'ont pas su, ou pas voulu, rendre les Kurdes citoyens satisfaits de leurs États. Il semble pourtant qu'il y suffirait, à l'heure actuelle, de quelques concessions bien modestes, dans les domaines administratif et linguistique. A ce faible prix, la tranquillité de l'Orient et la sécurité de l'Occident seraient sans doute mieux assurées.

On veut espérer que les États-Unis songeront un jour à suggérer à leurs clients et alliés orientaux qu'un État ne se renforce pas seulement en améliorant ses voies de communication et son potentiel industriel et militaire, mais en établissant la justice et en satisfaisant toutes les catégories de citoyens. La présence insolite, au parlement de Damas, d'un député communiste kurde, pourrait être le symbole frappant qui favoriserait, chez les spécialistes américains de l'Orient, ces utiles réflexions.

PIERRE RONDOT.

Nasser l'Égyptien et Kemal le Turc

★ Bien entendu, le colonel Nasser restera inexpugnable tant que les blindés du Caire seront avec lui, et le général Neguib, trop vite oublié, pourra se retirer, définitivement peut-être, en Suisse. Cependant, si la situation est ainsi figée dans l'ordre du pouvoir, l'évolution des événements, les réactions du bikbachi, lui font prendre une figure chaque jour plus caractéristique. Avec le recul, l'accord anglo-égyptien sur Suez, loin d'apparaître comme un triomphe, est stigmatisé par le nationalisme arabe comme un abandon. Ce n'est pas le retrait britannique qui soulève l'indignation, mais les conditions auxquelles les Anglais l'ont soumis, la liaison étroite entre l'Égypte et l'Occident. Vainement, pour échapper à la logique de ce système et donner le change, Gamal Abdel Nasser a-t-il cherché des palliatifs et l'un d'entre eux fut trouvé dans la radio du Caire. Mais, là encore, le gouvernement égyptien dut céder et renoncer à compenser, aux yeux et aux oreilles des nationalistes arabes, l'alignement de sa politique étrangère par les furieux appels et les manifestations anti-françaises que l'on sait. Ainsi, petit à petit, l'Égypte se trouve-t-elle en contradiction avec le panarabisme et les graves divergences au sein de la Ligue Arabe, l'échec de sa dernière session, sont les conséquences de la perte d'autorité éprouvée par ce pays.

Mais, au Moyen-Orient, conscience nationale et sentiment religieux restent liés par des relations complexes et diverses. L'Islam des temps modernes éveille une sorte de conscience musulmane, qui se transforme, petit à petit, en un nationalisme xénophobe. Celui-ci entraîne chaque région dans les voies d'une indépendance plus ou moins accentuée et met en place une véritable force nationale, dans le sens classique et occidental du mot. Cette force a tendance, dans l'enclos des frontières territoriales, à se séparer de son origine religieuse et à colorer différemment les États arabes, qui adoptent des politiques divergentes selon leurs intérêts par-

ticuliers. C'est alors que l'Islamisme réapparaît, cette fois comme un facteur fédératif entre toutes ces nations arabes et musulmanes, pour en faire un bloc.

Voilà le processus dans lequel se trouve aujourd'hui entraînée la junte militaire, processus qui est une des causes mis à part, par exemple, le fait que la réforme agraire lèse es intérêts de l'Association des Frères musulmans) de la utte à mort engagée entre le gouvernement et la puisance proprement islamique que représentent les Frères.

Quoi qu'il en soit, après l'abandon par la radio du Caire les revendications arabes, après les condamnations à mort les principaux Frères musulmans, l'Égypte est en difficulté avec le panarabisme et le panislamisme à la fois. Quel parallèle peut-on établir entre cette situation et celle que donnut Kemal Ataturk ? Chez Kemal s'affirmait une volonté déterminée, non dissimulée, de dissocier nation turque et islam. Kemal était un athée, imbu d'idées révolutionnaires et de nationalisme jacobin. Dès qu'il put, il priva le sultan du kalifat; dès qu'il put, il instaura la république. C'était, si on vient aux circonstances historiques, en même temps se satisfaire en tant que théoricien et donner une bonne raison au repli de la Turquie, à son retrait du Moyen-Orient après une effroyable défaite. Rien de semblable chez le colonel Nasser qui a tout fait pour éviter les heurts avec les Frères musulmans, même pour s'entendre avec eux et qui, jusqu'à l'attentat dont il a été victime, excusa leurs écarts. D'autre part, la dernière session de la Ligue arabe le montre, l'Égypte est loin de renoncer au Moyen-Orient. C'est que Gamal Abdel Nasser a conscience des différences profondes qui séparent la condition égyptienne de la turque, à l'époque comme aujourdhui : L'Égypte est une nation arabe, alors que l'Empire ottoman était fondé sur une puissance proprement turque; le sentiment religieux est infiniment plus vivace en Égypte qu'en Turquie. Voilà pourquoi, si le colonel Nasser fait du kémalisme, c'est bien malgré lui, à son corps défendant, entraîné par les circonstances politiques et la logique secrète de son mouvement.

JACQUES NANTET.

Le Brésil cherche sa voie

Avec la disparition dramatique du président Getulio Vargas, il semble bien qu'une page de l'histoire du Brésil ait été tournée : elle tenait son unité de la personnalité même de l'homme d'État qui occupa le pouvoir près de vingt ans, dans une période d'évolution décisive pour son pays. La révolution de 1930, qui le fit chef du gouvernement, ouvrait une ère nouvelle, marquée politiquement par l'effacement des cadres traditionnels et l'influence prépondérante des éléments jeunes : les *tenentes,* qui dirigèrent le mouvement insurrectionnel, incarnaient les forces neuves d'une nation en marche. De fait, le Brésil est devenu rapidement une grande puissance : sa population évaluée maintenant à cinquante-sept millions d'habitants a pratiquement doublé en un quart de siècle, tandis que le développement industriel était plus spectaculaire encore. Mais cette croissance accélérée pose aujourd'hui au gouvernement une série de problèmes dont la solution ne peut être différée longtemps. Ce n'est pas seulement l'organisation et l'équipement des services publics qu'il faut assurer, ni l'indispensable extension des moyens de transport ou de la production d'énergie : la tâche la plus délicate consiste à incorporer psychologiquement à la nation la masse croissante des petites gens, travailleurs agricoles et ouvriers des villes, chez lesquels commence à apparaître une conscience de classe.

Lors des élections de 1950, qui le rétablirent dans ses fonctions de président de la République après une retraite de cinq ans, Getulio Vargas bénéficia largement des votes populaires. La formation politique qu'il avait fondée, le P.T.B. (Parti Travailliste Brésilien), s'était alliée au P.S.P (Parti Social Populaire) du gouverneur sortant de l'État de São Paulo, Adhemar de Barros, et le résultat de cette entente fut l'élection, à la vice-présidence, de João Café Filho, qui, ainsi, succéda normalement à Getulio Vargas, le 24 août, après le suicide. Il héritait d'une situation en soi difficile, mais rendue plus périlleuse encore par l'agitation des esprits et la proximité d'élections générales fixées au mois d'octobre.

On sait comment un attentat, dirigé contre un journaliste de l'opposition et dans lequel un officier périt de la main d'un meurtrier armé par quelques membres de la garde présidentielle, mit le comble au mécontentement des militaires. Au moment où la pression de l'armée contraignit Getulio Vargas à se retirer, il semble que celui-ci ait consenti à s'effacer pendant une période de trois mois, dans l'attente du verdict des urnes. Faut-il attribuer le geste tragique du président au refus qu'auraient opposé ses adversaires d'accepter une démission qui ne soit pas définitive? Certains ont donné cette interprétation qui s'accorde avec la déclaration faite par Getulio Vargas au moment où il pensait pouvoir résister par la force : « Je ne sortirai du palais que mort! » Si l'annonce de la démission n'affecta pas sensiblement l'atmosphère de la rue, par contre, la nouvelle du suicide consterna les masses et la lecture de la lettre explicative du président déchaîna des mouvements de colère.

L'habileté de João Café Filho réussit à éviter le pire. Se plaçant au-dessus des partis, il affirma la continuité de l'État et forma un gouvernement d'union réunissant, autour de techniciens éprouvés, des généraux, quelques membres de l'ancienne opposition et un représentant du parti de Vargas. Le ministère des Finances fut confié à un spécialiste des questions économiques, le professeur Eugenio Gudin.

Il appartient à ce dernier de résoudre les problèmes les plus urgents qui se posent au gouvernement. La hausse accélérée des prix inquiète une large fraction de l'opinion : elle est à l'origine d'un grave mécontentement populaire et provoque une psychose de fuite devant la monnaie, qui détourne l'investissement de ses emplois les plus utiles et entretient la méfiance des capitaux étrangers. Pour arrêter l'inflation, Eugenio Gudin s'est attaqué courageusement aux deux principales sources du mal : le déficit budgétaire et les excès du crédit. L'un de ses premiers actes a été de réduire sérieusement les disponibilités des banques et il entreprend de faire voter par le parlement un budget qui soit en équilibre. L'autre difficulté conjoncturelle vient de la chute des cours internationaux du café, qui accuse dangereusement l'étroitesse des moyens de paiement extérieurs du Brésil, au moment où d'importants arriérés commerciaux pèsent sur la balance des règlements. La concession de terrains pétrolifères

à des sociétés américaines disposées à faire du Brésil d'importants investissements apporterait peut-être un élément de solution au problème : mais la campagne de presse engagée sur ce thème s'est heurtée à la résistance de l'opinion publique et il semble que le général Juarez Tavora, membre du gouvernement, ait précisé l'orientation officielle en se prononçant en faveur de l'exploitation des richesses pétrolières par des organismes nationaux. Dans l'immédiat, la crise des paiements extérieurs n'est donc soluble que dans le cadre d'une stricte économie de devises.

Les élections ont eu lieu au mois d'octobre, dans le plus grand calme; elles témoignèrent de la maturité politique du peuple brésilien et laissent les mains libres au nouveau gouvernement. Dans la capitale fédérale, le fils du président disparu, Luthero Vargas, fut élu député avec un nombre imposant de voix, tandis que son adversaire direct, le journaliste Carlos Lacerda, contre lequel fut dirigé l'attentat du 5 août, en recueillait encore davantage. Par contre, dans le Rio Grande do Sul, Jango Goulart, ancien ministre de Vargas et principal animateur du P.T.B., essuyait un échec. Dans l'État de São Paulo, où trois candidats se présentaient au poste de gouverneur, le succès sourit au jeune préfet de la ville, Janio Quadros, qui s'appuie largement sur les classes populaires, mais ne se rattache à aucune grande formation nationale; il battit Adhemar de Barros qui entendait préparer, avec cette élection, sa candidature à la présidence de la République. Un autre signe de ce scrutin fut l'élection, dans un des principaux États du Nord, du général Cordeiro de Farias, qui compte au nombre des chefs militaires les plus écoutés. L'ensemble des résultats a renforcé la position du nouveau gouvernement et lui a donné une autorité suffisante pour agir. Mais le délai qui lui est imparti se terminera rapidement, car le mandat de João Café Filho prend fin l'année prochaine. Comme la constitution le rend inéligible, la nation devra élire un nouveau Président de la République. C'est de ce choix que dépendra la nouvelle orientation du Brésil.

Léon Buquet.

Politique du logement et rentabilité de la construction

Durant les derniers jours d'octobre, la première pierre a été posée, et de manière assez solennelle, par le ministre des Travaux publics, des Transports, de la Reconstruction et du Logement lui-même, d'un ensemble de dix mille cinq cents logements, répartis en une douzaine de groupes dans la banlieue immédiate de Paris.

Peu de publicité a été donnée au démarrage de cet effort qui porte en réalité sur douze mille logements au total, dont mille cinq cents répartis dans quelques grands centres de province : Marseille, Lyon, Roubaix-Tourcoing, Le Havre, et dont l'objet en même temps que de répondre à des besoins immédiats et même criants, est de permettre, au moins pour une part, d'entreprendre dans les villes choisies la destruction de quelques îlots insalubres. Au surplus, les quelques rares articles qui ont signalé cette expérience se sont simplement félicités de l'importance du nombre de logements, tous destinés à la location, sur lequel elle s'engageait.

Or un autre aspect, peut-être plus important encore, de cet ensemble qui est réalisé par la Caisse des dépôts et consignations et quelques actionnaires venus de grandes industries, nationalisées ou non, et même de banques immobilières, nous paraît mériter une réflexion attentive.

Pour la première fois, un groupe de sociétés immobilières est fondé qui, faisant appel pour la souscription du capital social nécessaire à des apports destinés à former la moitié du coût de construction des logements entrepris, inscrit délibérément dans ses statuts la décision de ne point rémunérer ni amortir durant trente années les sommes ainsi investies.

Ainsi, durant les trente premières années au moins, les capitaux souscrits le seront entièrement à fonds perdus. Quant aux fonds supplémentaires nécessaires à la réalisation des constructions, ils seront empruntés au taux de 6 %, les primes à la construction qui seront versées venant, en fait, réduire ce taux très notablement.

Grâce à ces conditions de financement délibérément généreuses, les logements construits seront d'une qualité et d'un confort suffisants, du même ordre que ceux des constructions d'habitations à loyer modéré, réalisées en trop petit nombre jusqu'ici sur prêts spéciaux consentis par la Caisse des dépôts et consignations également, mais dans le cadre de crédits prévus au budget de l'État, au taux de 1 % et pour des montants égaux à 85 % du coût de construction.

Grâce à ces conditions également, le confort réalisé pour ces logements n'aura pas pour contre-partie des niveaux de loyers insupportables aux salariés modestes ou moyens qu'il importe de loger. Les logements de trois pièces seront loués quelque 6.000 à 8.000 francs par mois au maximum, chiffre élevé sans doute, mais qui sera ramené à des niveaux plus acceptables par les allocations de logement, versées à ceux des locataires qui seront chargés d'enfants.

Ainsi, notre établissement financier le plus important, tant au titre de ses activités de banque de dépôt que de ses activités de banque d'affaires, la Caisse des dépôts et consignations, notre établissement bancaire, gardien des doctrines financières, a-t-il entrepris une politique hardie et toute nouvelle de financement de la construction.

Nous sommes là si loin des objectifs de recherche de rentabilité de la construction, qui sont présentés d'ordinaire comme les seuls moteurs possibles d'une reprise de la construction, qu'il nous a paru, dans le cadre de ce bref Signe des Temps, qu'il valait tout de même de s'attarder à méditer sur cette expérience nouvelle.

La recherche de la rentabilité de la construction, compte tenu des conditions actuelles du financement à long terme, ne peut en fait être poursuivie que dans des délais assez éloignés et sous la condition que l'on veuille bien, d'une part assurer par des réalisations suffisamment importantes et régulières une baisse du coût de construction, et en même temps accepter de renoncer, au moins pour un temps, à des espérances de rémunération même modeste des capitaux engagés.

C'est dire que le financement de la construction doit se fonder à la fois sur une politique systématique de bonifications d'intérêt, insuffisamment réalisée jusqu'ici par les

primes à la construction, et sur une politique d'abaissement du coût de construction.

Or, et c'est là le point terriblement préoccupant, il semble que l'expérience de construction de la Caisse des dépôts et consignations soit, dans les projets prochains de construction, sans conséquences et sans filiation. Il semble que, pour bien des raisons, ce soit, pour 1955 et les années à venir, l'abaissement du coût de construction qui soit recherché seul et presque à tout prix, et même au détriment d'un confort minimum pourtant indispensable.

Peut-être faudrait-il songer que dans des logements de surface insuffisante, dans des logements aux sols de ciment, dans des logements inévitablement de qualité médiocre, les familles logées, peut-être même celles qui seront venues de taudis véritables, risquent d'avoir bien vite un sentiment de frustration.

Sans doute était-il bon, durant cette année, de construire à la hâte quelques milliers de logements d'urgence pour répondre aux besoins de détresse révélés par le dernier hiver, mais on ne peut désormais se défendre d'une grande perplexité dès lors qu'est annoncée et rapidement engagée une politique à plus long terme qui se propose d'entreprendre, dans l'ensemble du pays, un nombre relativement élevé de logements dont on sait bien par avance, quels que soient les progrès accomplis durant ces dernières années, qu'ils seront, aux prix fixés, par trop « économiques ».

R. Parès.

AZIMUTS

Histoire et Unité

Heureux archevêque docteur Usher qui, à l'aube des temps modernes pouvait dater à 6 heures du soir, la veille du 23 octobre 4004 avant le Christ, le commencement du monde. Heureux docteur Schedel qui

en 1493, au moment de livrer à l'impression sa *Chronique,* laissait trois pages en blanc à qui voudrait y consigner ce qui se passerait à Nuremberg jusqu'au Jugement dernier. Heureux évêque docteur Bossuet qui en 1691 pouvait condenser en un volume normal même pour nous la suite des empires de son *Discours sur l'Histoire Universelle*. Nous autres disposons pour rêver de quelque six cents millénaires d'ancêtres, si l'on en croit le cahier passionnant de *Lumière et Vie* intitulé : « Conscience chrétienne et dimensions du monde. » Et de cette épaisseur de temps et de terre humaine, par quoi je n'entends pas seulement les cimetières, la seule France de soixante siècles, souvent définie par des hasards de mémoire, veut pour être seulement décrite, des collections d'in-quarto; pour être tentativement comprise, des œuvres monumentales, comme celle que vient d'achever Arnold Toynbee : plus de cinq mille pages en onze volumes. Tous ne l'ont pas lue, mais tous en sont frappés, du moins dans les milieux intellectuels anglais ou américains, et ailleurs.

On en discute. Et les historiens de métier et de patente à travers leurs critiques souvent justes et d'ailleurs appelées par l'honnêteté de l'auteur, manifestent un peu ce qu'un Anglais (*Tablet*, 23 oct., p. 403) appelle l'*odium theologicum* des experts à l'égard de celui que les Allemands appellent un « laïc », c'est-à-dire un homme qui ose proposer des problèmes ou des solutions dans des domaines où il n'a pas reçu les diplômes de grand clerc. Mais, valable ou non, Toynbee aura certainement sinon des lecteurs, au moins des supporters, avant même qu'un nouveau résumé de six cents pages ne condense le contenu des récents volumes. Si l'on en veut dès maintenant le squelette, l'argument, on pourra se reporter à l'article de l'un de ses collaborateurs, E. D. Myers, dans *Theology Today* (octobre 1954, pp. 312-335) auquel j'emprunterai un certain nombre de notations. On voudrait seulement signaler ici le mes-

sage que nous apporte ce directeur du *Royal Institute of International Affairs*. Des critiques sérieux, tel celui de *The Economist* (6 nov.) vont jusqu'à écrire :

« Aucun message ne pouvait être plus important dans cet âge de profonde confusion, de désillusion, d'inquiétude et de péril. »

Quel est donc le sens de l'histoire pour ce sociologue de la culture, ce physicien des sociétés civilisées ? Un voyage en 1912 vers l'Eurotas et le Taygète illustrés par les Spartiates de nos versions, lui donna comme la sensation du péché à l'œuvre, lorsqu'il vit les déprédations commises en bonne conscience vers 1825 sur le site de Mistra. Depuis il a reparcouru en tous sens la trentaine de civilisations avortées, arrêtées, mortes de leur belle mort ou vivantes, où son hypothèse initiale, contraire à celle des historiens du XIX^e^ nationaliste avait cru voir les seuls « champs intelligibles par eux-mêmes à l'étude de l'histoire ». Leurs mouvements de genèse, de croissance, leur équilibre, leur désintégration, leurs contacts mutuels, dont il a étudié les modes et les lois, vont-ils vers quelque chose, ou du moins servent-ils à quelque chose, ont-ils une signification ? Oui, nous dit-il, c'est une révélation de Dieu, et une espérance de communion avec Lui.

Devant cet oracle, certains de s'incliner, certains de s'esclaffer, d'autres, comme T.S. Gregory dans le *Tablet* (6, 13 et 20 nov.) de s'irriter, non sans humour, on le comprend : cet empiriste qui revêt le manteau du moraliste, ou vice-versa, prend le contrepied des diverses orthodoxies occidentales, rationalistes ou religieuses.

Voici, par exemple, pour les premiers, un Gibbon, un Frazer :

Valeurs sociales et valeurs spirituelles sont-elles antithétiques ou hostiles les unes aux autres ? Est-ce miner les fondements de la civilisation que de prendre pour but suprême de la vie le salut de l'âme individuelle ? Frazer répond par l'affirmative : si sa réponse était vraie... la

vie humaine serait une tragédie sans catharsis (*Theology Today*, p. 315).

Selon Toynbee, l'homme, animal social, ne peut exprimer et développer sa personnalité que dans ses relations avec d'autres personnalités. La société n'est rien d'autre que le terrain où jouent ensemble le réseau des relations d'un individu, et le réseau de ses voisins; elle n'a d'existence que dans des activités d'individus qui pour leur part ne peuvent exister qu'en société; les personnes ne sont concevables que comme agents d'activité spirituelle, et le seul but concevable d'une activité spirituelle, ce sont les relations d'esprit à esprit.

Pour l'âme chrétienne, ses relations avec ses compagnons humains sont conséquences et corollaires de ses relations avec Dieu. Et sa manière d'aimer son prochain comme Dieu aime l'homme sera d'essayer de l'aider à atteindre ce que le chrétien cherche pour soi : entrer en communion plus étroite avec Dieu et devenir davantage semblable à lui.

Il est dès lors évident, pour Toynbee, que

les buts sociaux légitimes des sociétés mondaines seront par incidence atteints avec un bien plus grand succès dans l'Église militant sur terre qu'ils ne le seront dans les sociétés mondaines qui visent directement ces objets et pas plus loin. En d'autres termes, le progrès spirituel des âmes individuelles en cette vie apportera en fait plus de progrès social qu'on en obtiendrait par aucun autre moyen...

L'esprit des religions supérieures, loin d'être un cancer social, a été le pain de la vie sociale aussi bien que spirituelle (*Ibid.*, p. 316).

Voilà pour déplaire aux rationalistes et pour plaire à un certain nombre d'esprits religieux, des diverses confessions. Voici maintenant pour déplaire à un grand nombre d'esprits religieux de la plupart des confessions chrétiennes. Si en contraste avec l'histoire des civilisations, l'histoire de la religion lui apparaît unitaire et

progressive, si l'affinité entre les religions supérieures lui apparaît plus grande qu'elle ne l'est entre civilisations contemporaines, il juge leur diversité sans importance auprès de leur orientation commune. Davantage, elle lui paraît nécessaire.

Ici notre auteur, protestant libéral, qui s'affirme chrétien, qui termine son œuvre par le *Te Deum* et utilise la Bible avec une facilité que lui envierait maint virtuose, fera froncer de nombreux sourcils tant catholiques que protestants.

Les quatre religions supérieures, christianisme, hindouisme, islam et mahayana, ne sont que variation sur un même thème. Leur diversité est un corollaire de la diversité de l'âme humaine. Et corollaire nécessaire; s'il y a du moins quelque vérité dans l'intuition chrétienne que Dieu est amour :

Car, Amour, il cherche à attirer à soi tous les hommes. Et son désir de gratifier toutes ses créatures en les amenant à communier avec lui demeurerait nécessairement irréalisé si une seule route était ouverte pour approcher ce grand mystère; car dans ce cas, le but commun de tous les efforts de l'humanité ne serait atteignable que par cette fraction humaine arbitrairement favorisée qui se trouverait être psychologiquement équipée pour suivre tel sentier spirituel...

Si, pour être chrétien, il faut croire que le christianisme a le monopole définitif de la vérité spirituelle, alors je n'ai aucun titre à m'affirmer chrétien, je suis disciple de Symmaque, dont la confession : « Il n'est pas possible d'atteindre le cœur d'un si grand mystère par une seule voie, est un article de mon *Credo* que ni une tête ni un cœur ne me permettront d'abjurer.... » (*Ibid.*, p. 319.)

Nombreux peut-être, ceux qui feront écho à cette confession : généreuse, elle insiste sur la honte universelle de Dieu, elle tient compte de la nécessité sociologique pour beaucoup de vies spirituelles de subir l'em-

prise de leur religion, même séduites par ces formes religieuses étrangères à leur expérience primitive, que leur apportent le cinéma, la radio, les migrations. Actuellement rites, idéologies, mystiques, se concurrencent d'une manière propre à impressionner la sensibilité religieuse la moins évoluée. Le problème est plus largement posé qu'on ne le pense.

Sa solution symmachienne, syncrétiste ou non, qui est celle de beaucoup d'hindous (cf. e très beau témoignage d'un brahme converti dans le *Tablet*, 13 nov., pp. 470-471) et d'un certain nombre de chrétiens, cette solution, tout en reconnaissant avec les religions supérieures, selon Toynbee, la personnalité de Dieu, refuse pratiquement à cette personnalité un attribut que le même Toynbee affirme essentiel (cf. *Theology Today*, pp. 329-330), savoir, la liberté. Pourquoi Dieu, à côté — ou plutôt à l'intérieur — de cet amour, n'aurait-il pas la liberté de le manifester aux lieux, temps et de la manière qu'il lui plaît? Est-ce réduire cet amour que d'en apporter, comme des preuves et des exigences si généreusement humaines, dans la vie, la mort, la résurrection du Christ, et la fondation de l'Église? Il suffit — et la théologie catholique la mieux autorisée n'y a pas manqué — de ne point interdire à Dieu de sauver par une référence mystérieuse à ses desseins connus les âmes de bonne volonté à qui la connaissance explicite de ces desseins a été, est, ou sera, impossible par les voies sociologiques normales. Autrement, ce serait faire bon marché — et avec qui? — de tous ces hommes, dont l'Avent depuis vingt siècles, et pendant les centaines de millénaires avant le Christ, n'aura pas connu notre Noël.

Quoi qu'il en soit, la lecture, même critique, de Toynbee, même accompagnée d'exorcismes efficaces à l'adresse du fantôme de Symmaque, encouragera peut-être une réaction contre la tendance dominante chez des auteurs d'ailleurs sympathiques, à présenter d'abord la

structure ou le message du catholicisme comme un ou comme le moyen de réaliser des objectifs humains. Ces objectifs peuvent être beaux, légitimes, indispensables, comme la désaliénation du prolétariat, la paix ou l'unité du monde. Il est sans doute nécessaire aux chrétiens de s'embaucher en ce monde qui se défait et refait tous les jours : l'Évangile néanmoins, c'est d'abord la bonne nouvelle de l'amour de Dieu, de ses preuves et de ses exigences dans le Christ. Je n'irai pas jusqu'à voir comme certains un manque de foi aux valeurs proprement spirituelles de l'Évangile dans tout cet appareil dit préévangélique ou prémissionnaire qui s'étale dans les livres plus que dans la réalité. Je ne saurais dire quel peut être le mobile de toute cette activité; on peut la trouver consolante, utile et même agréable; mais ces plans de ponts et chaussées sociologico-apologétiques ne devraient pas mobiliser tellement de monde qu'il n'y eût plus personne pour porter le message ou le témoignage immédiat de la charité sur les routes existantes.

Autre chose, bien sûr, est de suivre Walter Dirks, dans son article « Message unique dans un monde un » (*Frankfurter Hefte,* nov., pp. 813-822), de rechercher concrètement, dans le monde comme il va, par ses chemins à lui, vers de nouvelles formes d'unité, la nouvelle attitude d'âme requise désormais des missionnaires. Il se peut qu'une nouvelle « plénitude des temps » mette en question des traditions, techniques et habitudes lignées par les siècles constantiniens et la prédominance de l'homme blanc. Il se peut que des engagements, des alliances, des enrichissements jugés jusqu'ici normaux et honorables, que dis-je, médiévaux, post-tridentins et « incarnationnels », apparaissent tout à coup désuets, inutiles, dangereux. Il se peut qu'il faille à nouveau marcher à pied, éviter les routes impériales, refuser les chevaux des croisés, les caravelles des marchands, les avions et tanks des militaires, renoncer à des systèmes comportant des mules et de la vaisselle

plate pour les légats... Mais cela m'entraînerait trop loin, jusqu'à saint François et saint Dominique tels qu'ils furent.

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

ROBERT MONTAGNE

Il pouvait tout susciter, sauf l'indifférence; elle lui eût, d'ailleurs, été insupportable. En revanche il accueillait la critique, même injuste, avec un intérêt amusé, comme un utile aiguillon; la riposte partait, rapide, trop rapide parfois, mais sans venin, sinon sans malice.

Cependant il ne se lassait pas de vouloir convaincre et entraîner. Non pas pour lui-même : nul ne fut plus détaché de son œuvre personnelle. Il la dispersait comme il lui semblait utile, souvent insoucieux d'y voir accoler son nom; il ne songeait point à en rassembler les fragments. Il avait condensé son savoir et son immense expérience d'outre-mer dans quelques ouvrages scientifiques, comme *Les Berbères et le Maghzen dans le Sud du Maroc*, et quelques manuels de haute vulgarisation comme *La Civilisation du Désert*. Mais l'essentiel de son œuvre rédigée consistait en écrits de circonstance, ou mieux d'action, lancés dans l'instant même où ils pouvaient avertir les pouvoirs, éclairer les spécialistes, alerter l'opinion. Aussi entreprit-il, en

1937, de plaider pour les traités franco-syrien et franco-libanais, et, en 1945, de construire l'idée de l'Union française. Le souci majeur, cependant, qui ne le quitta jamais, fut la solution des problèmes de l'Afrique du Nord; il lui inspirait encore en janvier dernier cette prophétique question : « Que cache le calme de l'Algérie? », à laquelle il répondait ici même, et en juin une lucide mise au point, confiée à la *Revue de Paris*, sur la « Crise politique et sociale au Maroc ».

Éloigné complètement, mais sans ostentation, de toute vanité intellectuelle, il ne se souciait pas de « laisser une œuvre »; il dédaignait, en effet, cette consolation familière de croire à la survie des écrits. Aussi leur préférait-il souvent la parole, plus vive, plus nuancée, mieux adaptée; il la prodiguait volontiers, devants les grands auditoires comme au sein de petits cercles et dans le privé; c'est elle qui lui valait ces concours si nombreux, toujours renouvelés et pour lui indispensables, car il ne bâtissait, lui aussi, que « de pierres vives ». Il fut l'homme des équipes ou plutôt d'une équipe, multiple, diverse et cependant rassemblée, de la Section sociologique du Maroc à l'Institut français de Damas et du Centre de Hautes-Études d'Administration Musulmane aux vastes enquêtes collectives sur le prolétariat marocain et l'émigration algérienne. Avec ces derniers travaux, voués délibérément à demeurer anonymes, peut-être s'approchait-il de son idéal d'une œuvre collective : issue de l'expérience vécue de cohortes d'administrateurs et d'observateurs, organisée et animée par lui bien plutôt que conduite, cette réalisation définitive de sa maturité devait être aussi désintéressée de la part de ses auteurs que soucieuse d'action efficace en faveur du peuple nord-africain, son objet.

Car Robert Montagne, avant tout et, pour mieux dire, exclusivement, aura voulu servir. Par là, le directeur de l'Institut français de Damas et du Cheam, le professeur au Collège de France sera resté le soldat qu'il était

au début de sa carrière : jeune enseigne de vaisseau de la guerre 1914-1918, observateur en avion dans les campagnes du Maroc, officier d'affaires indigènes qui sut, au printemps 1926, persuader ses chefs que l'heure était venue de mettre fin à la bataille du Rif par un geste audacieux, et qui ira lui-même, à l'instant bien choisi, rencontrer et convaincre Abdelkrim.

La guerre qu'il mena ensuite eut, sous une apparence moins rude, des formes plus diverses encore et des détours peut-être plus ingrats. Il fallut tâcher d'ébranler, dans la métropole, les préjugés d'un conservatisme pour lequel les nationalismes orientaux et africains n'étaient que vues de l'esprit; puis souligner, bien qu'à contrecœur, ce que certains enthousiasmes avaient de naïf et certaines générosités d'imprudent. Mais tout cela devait rester marqué d'une absolue sérénité; il ne s'agissait pas de faire triompher, dans une brillante polémique, un point de vue personnel, mais de cerner la réalité humaine, si mouvante, de l'outre-mer aux prises avec les grands problèmes du développement social et politique, de l'accroissement et de la subsistance des hommes; il fallait trouver, en temps utile, des solutions capables de sauver de l'oppression sociale, de la faim et du désarroi, ces peuples d'outre-mer que le destin nous avait fait rencontrer.

Robert Montagne fut ainsi, au service d'un idéal, un praticien et un empirique. C'était risquer d'être incompris, voire blâmé, à la fois par les « réalistes » et par les théoriciens. Mais c'était se permettre aussi le plus large accueil aux hommes, aux idées, aux projets. Personne ne fut moins « mandarin », moins distant que ce professeur au Collège de France, qui associait du même cœur à ses recherches sociologiques l'autodidacte et l'agrégé, et qui ne marchandait jamais une heure d'attention aux menus problèmes personnels d'un voisin kabyle. Personne ne fut mieux défendu, par son humour comme par son cœur, contre l'ankylose intellectuelle et l'esprit

de système : prompt à saisir l'idée efficace, à la traduire en actes féconds; non moins rapide, d'ailleurs, à consentir l'abandon de quelque formule un instant adoptée, mais apparue sans avenir, au profit d'un autre effort aussitôt entrepris avec un élan intact; bien persuadé, au demeurant, que la politique est l'art du possible; capable donc, on l'a vu durant la crise marocaine de 1953, d'accepter comme un fait une solution adoptée contre ses avis, et d'utiliser gaiement cette base malvenue pour tenter de construire un meilleur avenir.

De l'extérieur on aura pu sans doute, de bonne foi, se tromper à l'occasion sur cette activité généreuse et la juger brouillonne, sur cette souplesse d'esprit et la taxer d'opportunisme. Mais ceux qui ont pu, de l'intérieur même de ces équipes, observer dans les heures de travail, d'action ou de détente l'attitude de cet homme, n'ont jamais ressenti une hésitation.

Aujourd'hui s'ajoute à l'hommage de ses pairs islamisants et sociologues, au tribut navré de tous ceux qu'il sut associer à ses recherches, le témoignage plus précieux encore que rendent les hommes de l'outre-mer à celui qui leur a consacré son cœur et son esprit. Que devant la tombe de Robert Montagne puissent être également émue, également conscients d'une perte irréparable, cet intellectuel néo-destourien, ce fonctionnaire maghzen, ce docteur tunisois, ce bourgeois de Fez, ce manœuvre algérien, voilà sans doute qui consacre vraiment et met à sa juste place cette noble et complexe figure.

PIERRE RONDOT.

Chroniques

ARTS

L'art dans l'évolution de l'humanité

Une spécialisation nécessaire, mais dont il importe de reconnaître l'arbitraire, fait généralement traiter de l'art en dehors de tout lien avec les innombrables disciplines de la science moderne, et en particulier avec les sciences de l'homme. Cette lacune n'est pas seulement regrettable, elle est aussi et surtout dangereuse. Il est de la plus haute importance de l'avouer et surtout de s'efforcer d'y pallier. Un petit livre vient de paraître, qui renferme une substance d'une richesse et d'une densité exceptionnelles. Il est à notre sens indispensable de le lire, de le méditer, d'en garder toujours présents à l'esprit les enseignements et les conclusions. Publié chez Plon, il a pour titre : *De la Préhistoire au monde moderne, Essai d'une Anthropodynamique,* et pour auteur le professeur André Varagnac, conservateur au Musée des Antiquités nationales et initiateur d'une science nouvelle, l'archéocivilisation. Il n'est pas superflu de rappeler ces titres, car ils situent dès l'abord la culture et les préoccupations principales de ce savant.

Il déplore en premier lieu la crainte que semble inspirer aux chercheurs modernes l'esprit de synthèse : et cependant n'est-il pas essentiel pour promouvoir des cadres de recherches et de travail, à la condition bien entendu que l'intelligence et le jugement restent libres de les transformer ou de les rejeter dès que l'expérience en démontre la fausseté ? Il veut, pour son compte, éveiller quelques idées encore en sommeil dans le magma de la science d'aujourd'hui; pour dire vrai, ce n'est pas un réveil, mais une véritable explosion. Nous n'essaierons pas de le résumer, d'abord parce qu'il est déjà très succinct, sinon schématique, ensuite parce que nous n'osons risquer de déformer cette pensée si précise. Nous en extrairons seulement deux ou

trois propositions et nous verrons qu'il y aurait un extrême intérêt à étudier l'art de ce point de vue.

Posons d'abord la définition de l'art que nous estimons la meilleure : l'art est le résultat d'une activité humaine, par application d'une technique à une matière, dans l'exercice constant d'un libre choix esthétique. Nous pourrons en comparer les termes avec des remarques essentielles du livre.

M. Varagnac distingue cinq facteurs dans l'évolution de l'humanité : la force biologique, le milieu naturel, la technique, l'esprit, la structure sociale. La technique est ce qui en premier lieu différencia l'homme de l'animal, en s'interposant entre les forces vitales et les forces résistantes du milieu naturel, assurant une stabilité indispensable à la survie et au développement du groupe humain, offrant en outre des possibilités d'innovation déterminantes lorsque les circonstances le permirent. Un équilibre entre le risque du progrès et la sécurité de la tradition se maintenait durant des millénaires, et soudain, pour une cause ou une autre, craquait : l'humanité faisait un nouveau bond en avant. Dès les temps les plus anciens qui nous soient connus, on remarque l'apparition de l'œuvre d'art, que l'auteur, sans préjuger de son but ni de sa signification, souligne comme une manifestation de l'esprit. Quant à la structure sociale, il n'est pas besoin d'insister sur sa participation à l'évolution artistique. On voit de suite quel enrichissement et quel élargissement du domaine des études artistiques propose ce chéma; d'autant plus que la principale source de connaissances en préhistoire et en protohistoire est l'archéologie, dont toute la vaste matière est justiciable de l'art. L'art fait appel à la technique, il réserve par le libre choix esthétique la part de l'innovation : il constitue donc un facteur efficace de progrès des civilisations. Lorsque l'auteur, enfin, insiste sur le rôle des interactions dans les décrochements successifs de la civilisation, ne nous revient-il pas en mémoire l'histoire artistique du Moyen-Age ? Il y a des correspondances, des parallélismes dont l'observation se révèle féconde ; M. Varagnac en fait une méthode de recherche.

Allons plus loin encore. Au début même de son ouvrage, l'auteur analyse la vocation de la science dans le monde moderne, affirmant sans craindre d'être contredit que son

rôle doit être d'organiser l'esprit et d'éclairer l'action. Or la prise de conscience des vérités qu'il nous révèle conduit inéluctablement à réviser un certain nombre de valeurs qui sont trop facilement tenues pour absolues : ainsi l'étaient pour les nazis le concept de race, la notion de famille indo-européenne, etc.; ou encore, pour les démocraties totalitaires, la subordination de la science à une théorie, le marxisme en l'occurrence. Mais dans tous ces cas, quel a été l'un des premiers objets des persécutions? L'art, dans ce qu'il avait de vivant, d'innovateur, de créateur. Les forces historiques partielles déterminant alors la situation du monde ont bien compris ce que l'art représentait comme référence à la liberté humaine, comme moyen d'action sur l'homme, comme facteur de bouleversement spirituel et social, et par suite avec quelle rigueur il fallait le domestiquer et l'émasculer.

D'autres remarques mériteraient aussi que l'on s'y arrête longuement; par exemple lorsqu'il s'agit de la permanence de formes très anciennes, multimillénaires, de techniques ou de structures spirituelles; des études très poussées ont mis en lumière la pérennité de dispositions d'esprit fondamentales dans certains pays, la France ou la Grande-Bretagne par exemple : la première portée à la logique, à l'idéalisme, la seconde à l'expérimentation. Ce qui compte avant tout dans l'étude des civilisations, c'est le sens de la continuité, de l'échelle cosmique de l'évolution. L'auteur n'hésite même pas à poser des questions hardies : à propos des arts préhistoriques, il demande que l'on n'ait pas peur d'envisager la réalité efficace de la magie et des actions à distance; c'est admettre dans l'esprit le plus scientifique que l'on sait peu de choses, et qu'il ne faut rien tenir pour faux qui n'ait été démontré clairement tel. L'histoire de l'art, qui par les vestiges matériels, les objets parlants, est peut-être la mieux connue de toutes, est par là même la plus apte à éclairer, à dessiner la courbe précise de l'évolution des civilisations. Envisagé sous cet angle, le livre de M. Varagnac dépasse de beaucoup, dans le domaine précis qui nous intéresse, le but général qu'il s'était assigné : nous sommes persuadés qu'il en est de même dans d'autres disciplines. C'est à de telles résonances que se mesure la valeur magistrale des grands ouvrages.

ROBERT VRINAT.

ROMANS

La peur du soleil, 256 pages, 500 fr. (Julliard).

Trois ans après son premier roman [1], Michelle Esday nous livre sous le nom de Fernande Laurique un personnage romanesque très proche de la petite Jarreaux de *Délivrez-nous du Bien* [1]. Fernande Laurique a mûri des épreuves que sa jeune sœur aurait à peine pu imaginer. La vie n'a jamais été bonne pour elle. Domestique chez un antiquaire; modèle chez un sculpteur; recueillie par une lesbienne; dame de vestiaire dans une boîte de nuit où un être abject règne sur une équipe de respectueuses, infirmière sans diplôme qui, volontairement, se rend coupable d'euthanasie — n'est-pas de quoi meubler cinq romans? Celui-ci n'est cependant pas très volumineux. C'est dire que l'auteur évoque, souligne à peine, accumule : là se trouvent résumés les qualités et les défauts du livre. Le raccourci est un procédé fort honnête à condition que l'atmosphère soit délimitée entre deux ou trois faits saillants. Michelle Esday me semble avoir quelquefois cédé à la facilité d'une espèce de compilation. Ceci dit, les vertus de son roman sont de taille à faire pardonner quelques faiblesses : l'émotion d'abord, une émotion simple, directe, qui souvent confère au récit le ton d'une confession; la sympathie pour les êtres, si déchus soient-ils, faite d'une certaine humilité et de pas mal de confiance en la vie. Contenant le tout, sans la moindre faille, un style enfin d'une exemplaire sobriété.

Les Mandarins, par Simone de Beauvoir, 580 pages, 900 fr. (Gallimard).

On dira ce qu'on voudra. L'âge de l'auteur (quarante-sept ans), le nombre de livres déjà publiés (quatre romans, une pièce de théâtre, quatre essais) répondent-ils aux conditions dans lesquelles les frères Goncourt ont voulu que

1. Voir *La Vie Intellectuelle* de janvier 1952, p. 109.

soit attribué le prix ? Une chose est certaine : en couronnant *Les Mandarins*, le jury a désigné au grand public une œuvre valable, représentative de l'époque, vraisemblablement le meilleur roman de l'année. Si les lauriers littéraires ont un sens, ils ne nous semblent pas le perdre, au contraire, posés sur la tête de Simone de Beauvoir.

Les Mandarins sont les intellectuels de gauche passés, sous l'occupation, à l'engagement actif. De la résistance à la révolution (pour user du slogan choisi par le journal *Combat*), le pas était court à franchir. Court — mais pas aisé. Le roman de Simone de Beauvoir montre les difficultés du passage. Le premier chapitre ouvre sur la nuit de Noël 1944. La Libération était vieille de quatre mois à peine. On respirait. On ne se nourrissait pas mieux, peut-être pis, que sous Vichy. On était libre. C'était l'essentiel. Mais cette liberté, qu'allait-on en faire ? Pour la première foi sans doute depuis 1789, il s'agissait, après l'oppression des années noires, de la plus vertigineuse des libertés. Allait-on la laisser fuir faute de la saisir en homme, virilement, de se la soumettre en se l'attachant à jamais ? Il va sans dire que chacun la voulait pour lui, d'abord. Et dès le commencement, dans l'euphorie du front commun de la résistance, on pressentait les luttes prochaines, l'incompatibilité entre le communisme et le gaullisme, la fébrilité de la classe ouvrière et les calculs du capitalisme...

Cette nuit de Noël, nous sont présentés Henri Perron. Robert Dubreuilh, sa femme Anne, leur fille Nadine, la maîtresse de Perron : Paule, plus un tas d'autres personnages moins saillants mais utiles à l'atmosphère du récit. On a dit que Camus, Sartre et deux ou trois écrivains contemporains étaient cachés au nombre des « mandarins ». C'est probable. Comment recréer les événements d'après la Libération dans les milieux de la gauche intellectuelle, sans évoquer l'auteur de *La Nausée*, celui de *La Peste*, David Rousset et *Combat* (baptisé, ici, *L'Espoir*) ? Henri Perron a fondé *L'Espoir* avec ses camarades de la résistance. Un quotidien pauvre en papier (cf. le « format timbre-poste »), riche en idées. Libre de tous liens autres que l'attachement conscient et volontaire à la révolution. D'où le problème : quels moyens prendre afin d'accomplir jusqu'au bout cette révolution ? Quels alliés ? Et quelles limites à l'alliance ? Il est plus

rapide de déterminer qui sont les ennemis que de définir un programme satisfaisant pour tous les camarades. Dubreuilh fonde un mouvement politique : le S.R.L. (dans la réalité historique : le R.G.R.), dont le but est de grouper les Français de gauche qui, tout en ayant des visées voisines de celles des communistes, ne sont pas eux-mêmes membres du Parti ni enclins à le devenir. Pour le mouvement, un journal est nécessaire. Non sans hésitations de la part de Perron, ce journal sera *L'Espoir*.

On a beau être compagnon de route du P.C., il y a des moments où la franchise ne saurait être mise sous le boisseau. On peut dénoncer la misère du Portugal et la dictature pseudo-catholique de Franco et de Salazar. On peut marquer ses distances vis-à-vis des U.S.A. (elles s'élargiront d'ailleurs, de plus en plus). On n'en doit pas moins, parfois, critiquer l'U.R.S.S., sur des questions secondaires, peut-être, mais qui déclencheront quand même la colère de la presse communiste. Or, *L'Espoir* vit de lecteurs ouvriers et d'intellectuels. Une campagne du P.C. contre lui, c'est la perte des ressources dues aux lecteurs ouvriers. Pour survivre, Henri Perron devra accepter des fonds qui, un beau jour, se révéleront moins désintéressés qu'on ne l'avait juré au début... Ce n'est pas le pire. Le pire, c'est le désaccord entre les deux penseurs du mouvement : Dubreuilh et Perron. Surgi à propos d'un douloureux problème : celui des camps de travail russes. La preuve est faite de leur existence. Leur nombre et leurs fins sont discutables. Mais le fait qu'ils existent ? Dubreuilh ne nie point. Il refuse, en tout état de cause, d'être celui qui, le premier, les dénoncera en France. « Pourquoi ? » demande Perron. « Parce que d'autres s'en chargeront », répond Dubreuilh. Est-ce la seule raison ? Non. L'autre, la vraie, la voici : « En parlant (*des camps*), je deviens complice des ennemis de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de tous ceux qui veulent maintenir ce monde tel qu'il est. »

Il ne parlera pas. Perron parlera. Et la rupture s'ensuivra. *L'Espoir* échappera rapidement des mains de son fondateur, à qui il restera de se choisir une belle tour d'ivoire, pour y écrire pacifiquement ses romans. Plus tard, un jour où Perron se dégoûte de lui-même, Dubreuilh fera un signe : l'amitié qui semblait morte renaîtra; les deux hommes se

retrouvent, les mains vides, car si *L'Espoir* est allé à des affairistes, le S.R.L., lui, a éclaté. Les mains vides, mais le cœur marqué à jamais par le souci des autres.

Il est malaisé de rendre un compte exact de plus de cinq cents pages bien denses — d'un livre où rien ne manque de ce qui est la vie quotidienne. Je m'aperçois que, à me lire, on croirait ce roman écrit par une femme privé de toute présence féminine. Il n'en est rien. Les femmes sont aussi nombreuses ici que les hommes, bien que très peu aient droit à une place qui compte parmi les « mandarins ». Auteur du *Deuxième Sexe*, Simone de Beauvoir n'a pas voulu — c'eût été tentant — créer des héroïnes au cerveau masculin. Les femmes de ce livre ne perdent de leur féminité que ce qui paraît rétrograde aux yeux de l'auteur. Nous les voyons affranchies — très affranchies — réalistes en érotisme et crues. Jamais cependant (même pour cette jeune Nadine pour qui se mettre au lit n'a pas plus d'importance que de se mettre à table), elles ne s'essaieront à jouer les mâles. Et le plus pathétique de l'ouvrage est le récit d'un échec amoureux, dont l'importance prend tout à coup un caractère métaphysique. Anne Dubreuilh, parlant de Paule : « Elle serait comme moi, comme des millions d'autres : une femme qui attend de mourir sans savoir pourquoi elle vit. » L'amour ne devrait jamais leur être une fin. A peine, un moyen; ou une hygiène... Paroles! Quand l'une d'elles croit avoir rencontré le bonheur : « Nous ne désirions rien d'autre, dit-elle; nous possédions tout pour toujours. » Éternité menteuse. Devant les débris de son amour, la même femme médite sur la mort et le vieillissement. Voilà où l'absurde de la philosophie existentialiste s'accroche à la condition terrestre comme une chape de plomb. N'y a-t-il plus d'espoir vraiment? Rien d'autre que la vie d'infime insecte dans un monde stupide ou cruel? Le livre se termine sur une attente : « Ou on sombre dans l'indifférence, ou la terre se repeuple... Puisque mon cœur continue à battre, il faudra bien qu'il batte pour quelque chose ou pour quelqu'un. Puisque je ne suis pas sourde, je m'entendrai de nouveau appeler. Qui sait? » La femme qui parle ainsi, est-il imprudent de dire quelle est, de toutes celles du livre, le plus fidèle porte-parole de l'auteur?

Cela donne le ton du livre. Lourd, bien sûr, et compact

comme la vie. Il n'y a pas de vides. Le tissu est solide, des deux côtés, envers et endroit. Côté endroit, c'est le récit à la troisième personne, objectif, assez sartrien. Côté envers, c'est le monologue intérieur d'Anne Dubreuilh, un chapitre sur deux. Le style est musclé. La poésie y affleure, mais d'une sobriété étonnante... On est loin de Colette, si ferme, pourtant, et méticuleuse. La place de Simone de Beauvoir dans les lettres féminines est insolite.

Le Passage, par Jean Reverzy, 236 pages, 480 fr. (Julliard).

Un bon choix est celui qu'ont fait, cette année, les membres du prix Renaudot. Jean Reverzy est lyonnais, et médecin. *Le Passage* est son premier roman. Très autobiographique — ce qui est courant pour un début — mais objectif et fort bien construit. Si le héros principal, presque unique, est Palabaud (un Palabaud qui a existé en dehors de l'auteur), l'auteur est présent dans le livre sous sa forme propre, celle du médecin et de l'ami de Palabaud. Qui est Palabaud ? Un Lyonnais comme Reverzy. Qui, dans son enfance, a beaucoup chéri la mer. Qui, adulte, l'est allé chercher sous tous les ciels, don Juan jamais las de nouvelles rencontres, d'incessantes appropriations... La mer la plus belle, c'est à Tahiti qu'il l'a possédée. Mais il ne l'a point possédée dans la joie. D'abord instituteur stagiaire à l'école de Bora-Bora, il était vite devenu l'amant de l'institutrice tahitienne. Courte liaison et métier éphémère. D'instituteur, Palabaud devint hôtelier, dans une autre partie de l'île : Raïatéa. *L'Hôtel des Mers du Sud* connut quelque prospérité.

On y mangeait des denrées qu'un cuisinier ancien forçat faisait habilement *revenir*. Dans ce pays moite, ça dispensait d'un frigidaire. Peut-être est-ce l'origine du mal de foie que Palabaud contracta à Raïatéa. Il ne buvait pas. C'est pourtant une cirrhose qui va l'emporter. Au dernier moment, il quitte l'île, la mer, vend l'hôtel, prend le bateau pour Marseille... Puis, c'est Lyon, où le narrateur s'occupe de lui jusqu'à la mort. Mort calme, sans affres, *passage* feutré, dissolution lente et pleine de résignation.

Ce roman, qui est au fond le roman de la mort, n'est pas ennuyeux tout en étant grave, ni monotone malgré une trame des plus ténues. Nous l'avons dit objectif. Il l'est aux

quatre cinquièmes. L'autre cinquième, c'est une ironie sèche contre les prêtres (à propos de Palabaud renvoyé du collège parce que surpris avec *Frou-Frou* dans sa poche) et un discret persiflage vis-à-vis de certains médecins. L'ensemble est sévèrement construit; le style, sans éclat, a cette nervosité contenue qui trompe rarement sur la qualité du talent.

MAURICE CHAVARDÈS.

Les écrivains étasuniens et nous

J'ai compté soixante-deux études sur la littérature « américaine » parues en français depuis quatorze ans. Il en existe assurément près d'une centaine. *Le Panorama de la littérature contemporaine aux États-Unis* que publie aujourd'hui John Brown dans la collection « Le Point du Jour », de René Bertelé [1], ne remplace pas certaines d'entre elles, n'éclipse pas les plus brillantes ni ne cache les plus rigoureuses; mais vaut à lui seul une énorme collection de textes essaimés à droite et à gauche. Non qu'il soit un succédané ou ne vaille que massivement. Il a beau compter six cent soixante pages, il n'en présente pas moins une saisie méthodique et approfondie d'un territoire littéraire qui ne cesse de nous dépayser. Plus que sondage et enquête, autre chose *travelling* ou reportage, et rendant au mot de panorama son épaisseur de sens, il ne saurait avoir d'autre destin qu'une entrée en fanfare dans la bibliothèque des Français curieux d'esprit.

L'auteur, qui est John Brown, dit : « Ce livre a peut-être une originalité : il est écrit en français par un Américain qui essaie de tenir compte de l'optique française. » Prière de supprimer le « peut-être ». John Brown, du temps qu'il étudiait, passa du Hamilton College (on assure qu'il y suivit un cours de Provençal) à la Sorbonne, de la Sorbonne à l'École de Chartes, de l'École des Chartes à l'Université de Washington. Il fut correspondant en France du *New-York Times*, où il tenait une rubrique de vie intellectuelle européenne.

1. Éd. Gallimard.

Son *Panorama* comprend quatre volets : trois cents pages d'introduction; presque autant de textes choisis; soixante-quinze pages de « documents » marginaux; une imagerie photographique qu'on voudrait plus abondante, mais très curieuse et très significative. La volonté de l'auteur est de placer le texte pur, dans sa nudité et sa seule force, entre une explication littéraire et idéologique et une description du conditionnement. L'écrivain, on lui laisse la liberté de se défendre seul, par ce qu'il a écrit, mais il nous arrive aussi accompagné de sa société et de l'histoire des idées. Cette manière de voir sera utile au public français qui reçoit toujours Hemingway ou Faulkner comme un boulet au milieu du front sans savoir d'où il vient et qu'il compare tout de suite aux littérateurs français, lesquels lui semblent au contraire faire la chaîne et la queue jusqu'aux premiers temps de l'histoire.

La première vertu du *Panorama* sera donc de provoquer des accommodations, des corrections d'optique, comme tout bon manuel, c'est-à-dire comme tout art de faire comprendre un mouvement par les forces qui le meuvent et les décors qui l'entourent. Et voilà qui est très juste. La littérature étatsunienne nous fait l'effet, aujourd'hui encore, d'une addition d'écrivains, non point d'un tout organique et continu. Les individualités nous parviennent sans décors, et ce qui est plus grave, sans racines. Là où il y a un jardin, nous voyons une série de fleurs coupées; au mieux une douzaine de pots d'orchidées là où pousse une prairie.

En outre, cette douzaine de fleurs provient d'une serre exclusivement française. Nous connaissons Hemingway, Dos Passos, Miller, Steinbeck, Faulkner, en première ligne; Sherwood Anderson, Gertrude Stein, Fitzgerald, James T. Farell, Richard Wright, Caldwell, Wolfe, Carson Mac Cullers, en deuxième ligne. Et quelques autres, bien sûr. Mais Ring Lardner, Nelson Algren, Saul Bellow, William Carlos Williams, Peter Viereck, etc. ? Pour la plupart, nous les ignorons admirablement et en bloc. John Brown a le génie de ces présentations brèves, mais drues qui vous font goûter de si belles dents à un homme que l'appétit vous vient et vous reste.

Et puis, il faut le dire, les écrivains étatsuniens qui nous sont familiers, quand ils n'ont pas dégringolé sur nous

comme de très exotiques monstres, ils sont entrés dans notre maison poussés par la force économique de leur pays. Il y eut en France un phénomène de mode littéraire à base d'expansion rien moins qu'intellectuelle. Il est juste qu'un gros livre tente de faire équilibre à cette pression par le seul poids de la chose littéraire. Nous pardonnerions à John Brown ses six cent cinquante-huit pages à cause de cela et rien que de cela.

Nous lui pardonnons moins de nous obliger à être descriptif seulement. Le passer au crible d'une critique serrée demanderait un numéro de *La Vie Intellectuelle*, peut-être un second. Mettons un troisième et n'en parlons plus. Il est heureux que John Brown soit un excellent critique, un peu rapide il va de soi — tant et tant de choses à dire! — mais ferme, vif, intelligent et doublement cultivé. Car il connaît aussi bien nos lettres à nous que les siennes.

Si j'étais sûr de lui faire plaisir, je dirais, pour finir, que ce Franco-Américain est le Gustave Lanson des lettres américaines.

GABRIEL VENAISSIN.

THÉATRE

Électre ou la chute des masques aura quitté l'affiche du Théâtre des Mathurins quand cette chronique paraîtra; ce n'est pas une raison pour ne point parler de la pièce de Mme Marguerite Yourcenar que la librairie Plon vient d'ailleurs, de publier.

On sait que l'auteur a publiquement désapprouvé l'interprétation avant la présentation de son ouvrage. Ceci prouve en elle un sens du théâtre plus fort que tous les préjugés favorables qu'une mise en scène de M. Jean Marchat pouvait éveiller. Mais sa pièce survivra à cet accident.

Qu'ajoute-t-elle aux aventures d'Électre et de sa famille dont une intéressante introduction rappelle la destinée dramatique depuis Eschyle jusqu'à Giraudoux et à Jean-Paul Sartre? Tout se passe comme si Mme Marguerite Yourcenar se proposait de chercher l'histoire derrière la légende; mais

puisque nous sommes au théâtre, l'histoire n'est pas plus historique que la légende dont elle est une interprétation poétique. Les masques d'or tombent : Agamemnon ? un soudard, un « affairiste », le plus grand profiteur de la guerre de Troie et une brute au foyer; Clytemnestre ? une femme légère, de petite vertu, certes, mais excellente mère; l'assassinat d'Agamemnon ? une œuvre de salubrité publique; l'assassinat de Clytemnestre ? une délivrance qui lui épargne les douleurs atroces d'un mal incurable; Électre ? une fille précoce plus ou moins consciemment amoureuse de son beau-père; Pylade ? un agent double, à la solde d'Égisthe et de Clytemnestre qui, par son intermédiaire, ne perdent jamais de vue Oreste et peuvent secrètement subvenir aux besoins de leur enfant. Car Oreste est le fils d'Égisthe qui n'a cessé de travailler pour cet « enfant de l'amour », laissant croire qu'il est le fils d'Agamemnon afin de sauvegarder ses droits au trône...

Il ne s'agit évidemment pas ici d'une réplique de *La Belle Hélène*. L'auteur ne cherche même pas à substituer des hommes à des héros. Si humanisés qu'ils soient par leur secrètes motivations, les Atrides restent des héros et ceci parce que la fatalité subsiste qui élevait leurs aventures à la dignité tragique. Toutes les conditions psychologiques et morales du drame sont changées : et pourtant le drame se joue tel qu'il est inscrit dans la volonté des dieux ou dans la nature des hommes, formules équivalentes ici.

L'auteur a, elle-même, clairement expliqué la philosophie de son œuvre dans l'Introduction du livre : « Là où le constat de la confusion ou de l'erreur, en lui ou hors de lui, ébranle le héros contemporain, détruit tantôt son centre, tantôt ses bases, j'aurais surtout à montrer au contraire *l'affreuse ou sublime persistance des êtres à demeurer eux-mêmes quoi qu'on fasse*. L'échec n'empêchera pas Électre de rester Électre; aucune révélation faite par Égisthe ne pourra dévier la trajectoire du couteau et de la fureur d'Oreste; *tout hasard extérieur doit désormais servir à celui-ci à s'accomplir et non à s'éviter en tant que parricide*. » Les mots que nous avons soulignés le disent clairement, Mme Yourcenar est plus fidèle à l'esprit de la tragédie antique que Sartre et Giraudoux, bien que certains passages rappellent discrètement l'humour tendre du second.

Par le style et ce sens du *secret des cœurs* qui, seul, renouvelle les vieux mythes, *Électre ou la chute des masques* méritait mieux que cet échec.

Faudra-t-il aussi parler d'échec avec *Irène innocente* d'Hugo Betti ? Le soir du dernier dimanche de novembre, nous étions tout au plus soixante-dix, en comptant les trois ouvreuses, dans la salle du Petit Marigny... Pourtant, la pièce adaptée par Maurice Clavel excite la curiosité, les décors de Labisse sont suggessifs, et les erreurs de l'interprétation ne sont tout de même pas de celles qui « coulent » un spectacle.

La pièce commence en comédie policière et s'achève en drame lyrique. Un brigadier de carabiniers arrive dans un village lointain pour faire une enquête sur les irrégularités comptables du secrétaire de la mairie. Le hasard — c'est-à-dire l'orage, la pluie et la nuit — fait que la première porte à laquelle il frappe est celle de l'accusé. Il entre alors dans un monde étrange où la lucidité cynique de l'homme se déguise en douce folie, où la douce folie de la femme est une façon d'échapper à la lucidité. Irène, la fille, devient peu à peu le centre de la pièce comme elle l'est de ce monde étrange : très belle et infirme, pure et prostituée, esclave et reine, elle est celle qui tourne toutes les têtes, têtes des vieux et têtes des jeunes, celle du carabinier naturellement : elle les tourne vers le bas et vers le haut, elle est l'obsession et le rêve. On retrouve ici le thème de l'évasion et l'illusion tel qu'il avait été illustré dans *Maya* par M. Simon Gantillon, thème qui se développe ici en variations unanimistes, l'esprit d'Irène agissant sur le village comme celui du héros de M. Jules Romains sur Cromedeyre-le-Vieil.

La pièce vient de paraître aux Éditions du Seuil : à la lecture comme à la représentation, il est clair que la fin est trop lente : qu'un amour vrai révèle « Irène innocente », cela devait être suggéré, non démontré. Un personnage peut mourir en prenant son temps et le nôtre quand il chante, mais quand il parle...

La pièce a été confiée à de bons comédiens; mais on ne sent pas le climat italien. Un brigadier de carabiniers dans un village où les démons ont figures d'anges — à moins que ce ne soient les anges qui ont figures de démons — ce n'est pas un brigadier de gendarmerie dans un chef-lieu de

canton de l'Ile-de-France : il y a un aspect *bel canto* du rôle dont l'absence obscurcit le vrai sens du drame.

Ces erreurs de mise en scène et d'interprétation, on ne les trouvera pas au Théâtre des Arts ni à la Gaîté-Montparnasse. Ces deux jeunes théâtres présentent de façon remarquables deux jeunes auteurs dont les noms doivent être retenus.

Mme Roube-Jansky accueille rue Rochechouart la première pièce de Mme Gloria Alcorta, poétesse d'origine argentine et de langue française. La mise en scène de M. Jacques Mauclair, une troupe où chacun joue exactement le rôle qui lui convient, la présence sur la même scène de Mmes Valentine Tessier, Lila Kredavo, Muriel Chaney, l'auteur ne pouvait souhaiter une interprétation plus intelligente ni de plus belles couleurs pour animer ses rêves. *Le Seigneur de Sangor*, pourtant, doit trop au metteur en scène et au comédien : tout se passe, en effet, comme si le thème avait d'abord été conçu pour un poème et avait ensuite essayé de prendre une forme théâtrale, sans y réussir.

Cette jeune femme en noir qui, d'une façon si étrange, demande à vivre avec les « nièces » de doña Marceline, elle a un secret : mais secret et obscurité sont choses bien différentes. Le secret ne serait nullement trahi par des précisions éclairant ce qui n'est pas secret. Nous pourrions savoir beaucoup plus vite où nous sommes : dans une île où, vers 1840, une population d'origine espagnole subit la tyrannie d'un gouverneur noir et, puisque ce « seigneur de San-Gor » joue un tel rôle, pourquoi ne pas mieux nous faire comprendre les raisons de sa force ? Quand nous apprenons que la mystérieuse Judith et le jeune chef de la résistance ont été fiancés, pourquoi ne pas dès ce moment situer cet amour dans une histoire qui commence avec leur enfance ?

Le plus grave n'est pas là : l'auteur pourra toujours dire qu'une extrême attention dispenserait le spectateur de ces questions. Mais lorsque le secret cesse d'en être un, au dénouement, il se produit une espèce de « déréalisation » de toute l'histoire : Judith tue le « seigneur de San-Gor » non parce qu'elle aime le chef de la résistance, mais parce qu'elle se venge du mâle noir qui l'a séduite; or, à mesure qu'elle s'explique, nous cessons de croire à la réalité de son per-

sonnage : celui-ci ne vivait que par le secret; la vie s'en va quand tout devient clair.

Les créatures vivantes du drame, ce sont les « nièces » de doña Marceline, leur « tante » elle-même, la chaisière alcoolique, le prêtre défroqué devenu policier, tous les « misérables » qui s'avouent ou se cachent leur misère à eux-mêmes. C'est là que la poésie prend vraiment forme dramatique et c'est par là que la pièce n'est pas tout à fait indigne de sa remarquable interprétation.

C'est aussi pour son « atmosphère » que Mme Christine Tsingos accueille *Printemps perdus* à la Gaîté-Montparnasse. La pièce se déroule dans un stalag. M. Paul Vendenberghe en est à la fois l'auteur, le metteur en scène et un des principaux acteurs. Il a réuni une troupe jeune où l'on croit deviner un esprit d'équipe. Les décors sont de M. Raymond Raynal qui est un des comédiens.

Il s'agit du drame de la charité, ou plus précisément du lien qui, dans la charité, unit l'amour de l'autre à l'amour de Dieu. La culture, l'intelligence, la distinction de Claude fascinent un jeune ouvrier dont la pauvreté, le travail et le sport n'avaient guère élevé l'esprit; une amitié passionnée le porte à se faire l'esclave de Claude qui n'a pas la force ni de se passer de ses services ni de lui en être reconnaissant. Survient dans la baraque un autre jeune intellectuel et voici qu'une autre amitié passionnée surgit, mais, cette fois entre les deux hommes de même condition que tout unit : tout, en vérité, car si le nouveau venu a la foi, Claude est un athée insatisfait, en quête d'absolu. Ces deux amitiés sont exceptionnelles — comme les circonstances — mais non anormales : la jalousie d'Albert, l'esclave, lui dicte cependant l'idée affreuse de dénoncer les « maîtres » et, dans sa fureur, Claude se livre à une psychanalyse si impitoyable d'Albert que le malheureux se suicide. Cette mort révèle à celui qui en est directement responsable le sens surnaturel de la fraternité qui devrait naturellement unir les hommes.

Il y a là un très beau sujet. Une analyse minutieuse de ces quatre actes montrerait sans doute ce qu'il y a de trop construit dans ces personnages, de trop volontaire dans la logique qui dessine leur destin. Mais l'œuvre est d'un homme de théâtre et qui a une haute idée de son art.

HENRI GOUHIER.

Document

L'ABBÉ PAUL COUTURIER

L'année où mourut le cardinal Mercier (1932), l'abbé Paul Couturier, professeur prêtre venu de Lyon, passa un mois en Belgique dans l'archidiocèse de Malines. Son lieu de séjour fut le Prieuré bénédictin d'Amay, communauté des moines de l'Unité, transféré depuis à Chevetogne. Amay était une fondation relativement récente. L'abbé Couturier y fut reçu l'année suivante à titre d'oblat. Nul à cette époque n'aurait pu prévoir que ce prêtre de frêle apparence, de taille médiocre, et réservé (bien que sa personne fût empreinte d'une dignité gracieuse et sacerdotale, et qu'une expression chaude et rayonnante illuminât ses traits diaphanes) était destiné à porter et à diffuser en bien des pays la flamme ardente de l'Unité chrétienne qui avait brillé à Malines. C'était lui pourtant qui allait vivre dans sa plénitude le simple conseil légué par le grand Cardinal aux âmes éprises de l'Unité : « Pour opérer la réunion, il faut vous aimer les uns les autres; pour vous aimer il faut vous connaître, et pour vous connaître il faut ménager des rencontres. »

Cette œuvre féconde et laborieuse de l'amour, l'abbé Couturier devait l'accomplir de la manière la plus humble, la plus effacée, la moins cérémonieuse qui fût, manière interdite aux cardinaux du fait même de leur rang, et avec une foi, une confiance, une générosité qui ne peuvent manquer de remettre en mémoire deux

autres aphorismes du cardinal Mercier : d'abord un principe de foi : « toute sainteté consiste à prendre le bon Dieu au mot »; puis le rappel d'une vérité théologique, celle de la présence de la Sainte Trinité dans l'âme du baptisé et du croyant : « La Réalité n'est autre que Dieu présent en nous. »

A cette vocation, la Providence avait admirablement préparé l'abbé Couturier, au cours du demi-siècle qui précéda sa prise de conscience du rôle spécial assigné à lui dans le champ de l'apostolat. Né à Lyon, dans une famille de la bourgeoisie, en 1881, il ne le cédait à personne dans sa vive appréciation des souvenirs vénérables dont cette ville est toute remplie, et dans son zèle à répondre à ces traditions. Lyon, ville de saints et de martyrs, siège de deux conciles qui, par une disposition providentielle, avaient précisément eu pour objet l'unité de l'Église. A son grand évêque, docteur et martyr, saint Irénée, l'abbé Couturier avait voué une dévotion particulière, qui le conduisit, lorsqu'il devint oblat bénédictin, à prendre le double prénom Benoit-Irénée, et à se servir du dernier comme nom de plume. Le nom d'Irénée voulait dire pour lui : « L'Est a visité Lyon. » Il n'oublia jamais que la grande Église de Lyon, par l'intermédiaire d'Irénée et de ses contemporains, plongeait ses racines dans l'Orient chrétien, ni que certains de ses rameaux, grâce à saint Patrick, à saint Ninian, et à d'autres encore, avaient traversé la Manche.

C'est un trait caractéristique de son milieu et de son temps que l'étude des sciences modernes, au collège des Lazaristes, fut à la base de sa formation. Le jeune Paul se distingua brillamment dans les mathématiques. Sa vocation au sacerdoce se manifesta heureusement d'assez bonne heure, et en vue de cela des leçons particulières de latin lui furent données. Plus tard il fit au grand Séminaire ses études de théologie. C'est là qu'il se lia d'amitié avec l'abbé Laurent Remillieux. Le labeur et le dévouement de celui-ci, comme curé d'une

population ouvrière et comme pionnier d'un renouveau liturgique, ont fait de sa paroisse de Saint-Alban (où l'abbé Couturier aimait à conduire ses visiteurs) une source d'inspiration pour des milliers d'âmes. L'abbé Remillieux devait aussi, et largement, collaborer aux entreprises de son ami pour la cause de l'Unité.

Ordonné en 1906, l'abbé Couturier fut admis dans la Société de Saint-Irénée (société de prêtres diocésains, appelée aussi « des Chartreux ») à laquelle avait appartenu son oncle. Il prépara la licence-ès-sciences à l'Université catholique de Lyon. Son diplôme obtenu, il fut désigné comme professeur de mathématiques à l'Institution des Chartreux, collège secondaire dirigé par la société de même nom. Il occupa ce poste pendant trente ans, sauf pendant les années de guerre (1914-1918) où il servit comme soldat. La persévérance dans ses entreprises fut toujours un des traits de son caractère. Réel d'ailleurs était son attachement au collège des Chartreux, dont les associations monastiques avec l'Ordre de Saint-Bruno, et dont la chapelle dédiée à ce saint fondateur lui valaient un surcroît de patrons célestes. Un professeur de type si peu courant devait, à bien des égards, se sentir isolé de ses confrères. Dans ce monastère désaffecté de moines ermites, une âme éminemment capable d'amitié était mise à part et façonnée par Dieu, en vue d'une tâche supérieure, au prix d'une profonde solitude intime.

Ce fut par son contact avec l'orthodoxie que l'abbé fut initié à sa vocation particulière. En 1920 et 1921 il avait fait, sous la direction du P. Valensin, les grands *Exercices* de saint Ignace (discipline spirituelle qui, sous le contrôle d'un guide avisé, un P. de Caussade, un P. Lallemant ou un P. Valensin, conduit les âmes à une vie de contemplation active). Le P. Valensin, qui avait conseillé à l'abbé Couturier le voyage d'Amay, lui suggéra aussi de prendre soin des réfugiés russes, nombreux à Lyon. C'est ainsi que l'abbé fit la décou-

verte des richesses théologiques, spirituelles et liturgiques de l'orthodoxie. Il en vint à ressentir jusqu'au fond du cœur l'horreur du schisme qui, depuis près de mille ans, séparait tant de chrétiens, ses frères, du centre de la catholicité. De cette brisure ils n'étaient pas responsables : ce fut là pour l'abbé un trait de lumière. Cette nouvelle vision des choses réclamait de lui qu'il re-consacrât son sacerdoce, en le mettant au service de cette Unité que le Christ voulait qui régnât entre les membres de son Corps Mystique.

Un des moyens à sa portée était l'Octave de prière pour l'Unité, qui se célébrait chaque année du 18 janvier (fête de la Chaire de Saint-Pierre à Rome) au 25 (fête de la conversion de saint Paul). Il était dû à l'initiative du P. Spencer Jones, un anglican, et du P. Paul Watson, passé depuis au catholicisme romain. Dès que l'abbé Couturier eut connaissance de cette Octave, il s'efforça de la propager et de l'étendre à tous les groupes de la chrétienté. Depuis l'année 1932 où, par ses soins, le P. Valensin put prêcher à Lyon un triduum unioniste, la Semaine de prière fut observée dans cette ville avec une dévotion croissante par un grand nombre de catholiques et de chrétiens de toute croyance. De Lyon cette pratique a rayonné de tous côtés. Elle gagna d'abord d'autres grandes villes de France, puis les pays les plus lointains.

C'est à l'abbé Couturier que fut donnée la clairvoyance voulue pour que la Semaine de prière fût bien accueillie partout. Il fallait que le sens de ce mouvement, qui correspondait aux intentions du Seigneur fût exprimé sous une forme acceptable à tous les chrétiens, quelles que fussent leurs traditions religieuses ou leurs civilisations respectives, de sorte qu'ils puissent en même temps et d'une commune voix demander à Dieu qu'il procure l'unité visible de son Royaume, telle que le Christ la désire, à l'heure qui lui conviendra, et par les moyens choisis par lui. (Cette formule a subi d'année

en année quelques variantes, mais la substance est restée la même.) L'Octave de prière qui, par son mode de propagande, avait paru aux protestants (à tort, sans doute, mais d'une manière compréhensible) une forme déguisée de prosélytisme romain, et que de ce chef ils repoussaient, fut rebaptisé « Semaine de prière universelle des chrétiens en vue de l'Unité chrétienne ».

Cette formule et cette intention, écrit à ce propos l'abbé L. Richard, professeur de théologie, sont acceptées sans réserve par les catholiques. Sans doute ils croient que cette unité, dans ses éléments essentiels, est déjà donnée et conservée inviolablement par le Christ lui-même dans son Église visible, dont la charge universelle a été confiée à Pierre et à ses successeurs. « Mais il savent aussi (et sur ce point anglicans et orthodoxes pensent comme eux) que cette unité est mutilée, que son rayonnement est obscurci par les divisions dont les chrétiens sont responsables, et que le Christ, qui a prié pour que tous ses disciples soient Un, est le seul auteur véritable de leur Unité. »

Le changement de formule appelait une justification. Elle fut donnée dans un article de la *Revue Apologétique,* paru en 1936, et publié aussi en traduction en Angleterre et en Amérique. Mais l'observance de la Semaine de prière, pratiquée maintenant sur une échelle beaucoup plus vaste, supposait par là même une activité plus continue, des soins constants de préparation et d'exposition. De là un flot perpétuel de feuilles et de brochures, toujours nouvelles et lumineuses, car chacune d'elles était le fruit non seulement d'un zèle à toute épreuve et d'un complet oubli de soi, mais encore de méditations prolongées et de la prière du Saint-Sacrifice.

Ce développement et cette extension de la Semaine de prière n'étaient pas simplement l'œuvre d'un psychologue averti. C'était aussi celle d'un homme versé dans l'art de la prière et qui en avait longuement médité les

lois. Un homme qui savait d'expérience que le pouvoir de la prière est en raison directe de la simplicité de son abandon et de son propre effacement devant la pensée du Christ. La prière de Notre-Seigneur : « Que tous soient un, comme Vous, mon Père, Vous êtes en moi et moi en Vous... afin que le monde croie que Vous m'avez envoyé », est une prière à laquelle peut et doit s'unir quiconque a foi dans le Christ. Et pourtant aucune ne témoigne d'une ardeur plus grande; aucune ne fait pénétrer plus profondément dans le mystère caché de son cœur. On trouve ainsi dans l'Évangile, sanctionnée par une autorité efficace et souveraine, la possibilité pour tous les chrétiens de s'unir dans la prière, sans qu'ils aient pour autant à sacrifier leurs principes. La compréhension de ce point a été pour tous, en dépit de leurs divergences, une lumière comparable à l'illumination prophétique. Comment un catholique, en particulier, pourrait-il manquer de se réjouir en voyant l'immense volume d'implorations, si puissantes par leur caractère désintéressé et conforme à l'esprit du Christ, qu'a mobilisé, en vue de l'union voulue par lui, la Prière universelle pour l'Unité. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le cardinal archevêque de Lyon, primat des Gaules, ait, lors des obsèques de l'abbé Couturier, qualifié cet humble prêtre de « magnifique serviteur de l'Église » et l'ait « remercié au nom de l'Église ».

Chaque année, au cours de l'été, avaient lieu, alternativement à la Trappe des Dombes et dans quelque centre protestant, des réunions de prêtres catholiques et de pasteurs, qui étaient un des beaux fruits de la nouvelle croisade de prière. Ces réunions se modelaient, et se modèlent encore sur les conférences d'été de notre groupe, la Fraternité de Saint-Alban et de Saint-Serge. L'abbé Couturier avait emprunté à celle-ci, qu'il connaissait bien et dont il parlait avec éloge, certaines caractéristiques de la procédure. Si ces rencontres

furent possibles grâce à la profonde amitié qui régnait entre l'abbé Remillieux et le pasteur d'Erlenbach, ce fut l'ami des premiers jours, l'abbé Couturier, qui en devint presque forcément le guide intérieur et l'âme. Il avait un don incomparable pour opérer dans le Christ, « centre où chacun a beaucoup à recevoir et à donner », la rencontre du frère avec le frère. Il n'était pas là pour exposer la doctrine ou pour diriger les débats. Mais il infusait un esprit à ces réunions, il en était le lien vivant, et c'est lui qui les préparait.

Durant les années qui s'écoulèrent de l'invasion à la libération de la France (1940-1944), le ministère de l'abbé Couturier consista surtout dans la prière. Années fécondes pour son apostolat de l'Unité. Combien il faisait sienne « la sollicitude de toutes les Églises »! Sa constante docilité à l'action du Saint-Esprit et les signes de la Providence lui avaient maintenant gagné des amis en toute terre chrétienne, en toute famille religieuse et, en dehors des limites de la chrétienté, parmi tous ceux, Juifs ou Gentils, qui cherchaient la lumière. Sa promesse de prier pour nous, il la remplissait avec un zèle sans pareil. Quel meilleur témoignage de sa fidélité, forte, tendre, et sans égoïsme, dans la prière que ces memorandums, ces oraisons placées sur l'autel de son petit oratoire, — objets et notes qui se rattachaient aux intentions de ses dernières messes quotidiennes et qui, d'après ses directives précises, nous furent envoyées après sa mort. Ces derniers épanchements, d'un accent si personnel, étaient l'offrande d'une âme à la vision claire, vaste et cohérente, et sereine tout à la fois.

« Laissez-moi le redire, déclarait le prêtre qui trouva ces souvenirs sur son autel, le monde entier était réuni dans l'oratoire de l'abbé : le Saint-Père, les grands noms de toutes les hiérarchies, le Conseil mondial des Églises, les obstacles qui entravent la cause de l'Unité, les persécutions contre les chrétiens ou entre chrétiens, les Juifs (qu'il aimait si profondément), l'Inde, l'Islam,

etc. Oui, tout cela était présent, joint à l'offrande de sa propre vie. »

La fin se présenta pour lui le 24 mars de cette année (1953), après dix-huit mois passés dans l'appartement où le retenait la maladie, et où l'entourèrent les soins attentifs d'une sœur bien-aimée, qui partageait son idéal et ses intérêts. Il avait obtenu le privilège d'un oratoire particulier, et sa messe quotidienne qui durait une heure, je le crois, le « refaisait », disait-il, avant qu'il se mît à sa vaste correspondance, — si vaste, en effet, que malgré l'aide bénévole d'un jeune Père Dominicain, il ne pouvait s'en acquitter aussi pleinement qu'il l'aurait voulu.

Il avait subi, avant cette époque, un complet dépouillement. Le mardi de Pâques 1944, quelques semaines avant la Libération, les agents de la Gestapo l'avaient arrêté. Son internement ne fit qu'accentuer l'essor de son âme dans la prière. Quand il fut libéré par les troupes anglaises, il était, certes, affaibli par ses mois de prison, mais on n'arrachait point son âme à la misère. De son temps de prison — une fois acquise la certitude que sa sœur était saine et sauve — il pouvait écrire : « Ce temps fut, en général, une merveilleuse grâce de détachement. Mon bréviaire qu'on m'avait laissé, je le récitais tout à loisir. Quelle joie, oh! quelle joie! » Dans la même lettre il ajoutait que, si la Semaine de prière avait été peu suivie à Lyon cette année-là, elle avait pris ailleurs, en maintes cités, un merveilleux développement.

Plus merveilleux encore dut être pour lui, après la Libération, le spectacle des belles moissons dont il avait avec tant de foi jeté la semence, et qu'il avait si généreusement arrosées de ses prières au cours des années d'attente et d'obscurité. Les malentendus et les préjugés avaient disparu et faisaient place à une nouvelle vision des choses. *Ex igne lux ut de luce ignis,* telle avait été sa devise (que du feu sorte la lumière pour

que de la lumière jaillisse la flamme!) Il avait chéri les cœurs auxquels il parlait; à l'amour il avait joint une prière ardente et désintéressée, sûr qu'en retour viendrait la lumière — clarté divine et rayonnante qui de ces cœurs ferait jaillir une charité plus grande encore. Il pouvait traiter maintenant en toute liberté, et devant un auditoire bien disposé, de certains articles de la foi catholique, qui jusqu'alors avaient paru aux protestants de pures imaginations, pour ne pas dire des énormités. Nous le voyons s'étendre en particulier, sur les grandeurs de la messe et sur la place de la Sainte Vierge dans la dévotion chrétienne. Car c'est la Mère du Christ qui nous a donné celui-ci pour frère, et c'est autour de la Table du Sacrifice que nous confessons qu'il a livré sa vie, pour nous, ses frères. Ainsi qu'on ne s'étonne pas, si c'est auprès de Marie et près de l'autel que la vue de la place vide, que devraient occuper nos frères séparés, nous affecte comme elle le doit, et que leur absence nous apparaisse comme une blessure portée, dans la maison de ses amis, au Cœur de Jésus.

GEOFFREY CURTIS, C. R.

Traduction, de Pierrefeu, S. J.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 1er trimestre 1955. — Imprimeur, n° 1.194.
Directeurs gérants : A.-J. MAYDIEU, R.-C. CHARTIER. N.M.P.P.

Pour l'octave de l'Unité :

UN
DANS LE CHRIST

Huit thèmes de célébration, avec lectures bibliques et patristiques, divers schémas de catéchèse et allocutions, prières, répertoire de chants.
Publié en collaboration par le C. P. L. et ISTINA.

Une brochure de 80 pages : **180** fr.
Franco : **210** fr. *Port en sus.*

Pour vos célébrations paroissiales de la Quinquagésime à la Nuit pascale :

MONTONS A JÉRUSALEM

(10e mille)

Trente-trois thèmes d'initiation pascale, pour le carême : lectures bibliques, notes de prédication, prières, avec supplément musical,

par les RR. PP. GELINEAU et HUM, du C. P. L.

Une brochure de 228 pages,
avec supplément musical : **600** fr. ; franco : **650** fr.
Le supplément musical seul : **120** fr.

●

SERVICE DE DOCUMENTATION
DU CENTRE DE PASTORALE LITURGIQUE
222, Faubourg Saint-Honoré — PARIS-VIIIe
C. c. p. Paris 5381-70